

صكنا من الامل

Semyon Bychkov

«Une jeune à la fois...»
C'est le but des critiques...
«Une jeune à la fois...»
C'est le but des critiques...
«Une jeune à la fois...»
C'est le but des critiques...

«Quelle est votre...»
Quelle est votre...
Quelle est votre...
Quelle est votre...

«hors Paris»
hors Paris
hors Paris
hors Paris

«Mises sociales...»
Mises sociales...
Mises sociales...
Mises sociales...

«IERS»
IERS
IERS
IERS

«AVRIL 1990»
AVRIL 1990
AVRIL 1990
AVRIL 1990

«M0147-417-0-450 F»
M0147-417-0-450 F
M0147-417-0-450 F
M0147-417-0-450 F

«M0147-417-0-450 F»
M0147-417-0-450 F
M0147-417-0-450 F
M0147-417-0-450 F

«M0147-417-0-450 F»
M0147-417-0-450 F
M0147-417-0-450 F
M0147-417-0-450 F



Le Monde

7, rue des Beaux-Arts, 75427 Paris Cedex 09

MARDI 17 AVRIL 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY — DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14088 - 4.50 F

DERNIÈRE ÉDITION

Soutenant les « aspirations » des Lituanien

Jean-Paul II veut favoriser le « dialogue » entre Moscou et Vilnius

La renaissance des Églises de l'Est

PAQUES, la plus grande fête chrétienne, a été, pour la première fois, célébrée librement et publiquement dans tous les pays d'Europe de l'Est (à l'exception, bien sûr, de l'Albanie) : églises bondées à Moscou, Sofia, Prague et Belgrade ; chœurs allusés dans le centre de Bucarest, où, il y a peu, les Ceausescu faisaient raser les églises ; marches en faveur du désarmement et de la paix en Allemagne de l'Est, selon une tradition établie par les pacifistes de l'Ouest.

Le mot n'est pas trop fort : c'est bien d'une résurrection qu'il s'agit. Des Églises hier réduites à la clandestinité, des croyants soumis au bombardement de la propagande athée, des prêtres empêchés d'exercer leur ministère, aujourd'hui une complète renaissance. Symbolement, le pape se rendra dans une semaine, les 21 et 22 avril, en Tchécoslovaquie. Là, il exprimera son soutien à une Église catholique qui fut l'une des plus persécutées et qui, sur le tard, devait rejoindre le combat pour la démocratie et la liberté.

Dans son message de Pâques, le pape Jean-Paul II a salué, le 15 avril, le « réveil des démocraties » et souhaité, en particulier, que les « fils de la nation lituanienne » puissent réaliser leurs « aspirations » grâce au « dialogue ». Le conflit avait été évoqué la veille au cours de l'audience accordée par le pape à M. Zagladine, conseiller de M. Gorbatchev. A Rome, on n'exclut pas une médiation du Vatican.



Lire les informations page 2

Les mystères d'une libération

La Libye aurait été à l'origine de la capture des Valente

Bien que Jacqueline Valente, Fernand Houtekins et leur fille, trois des otages du « Silco » libérés la semaine dernière, soient toujours hors d'atteinte de la presse, il se confirme qu'ils ont été détenus depuis 1986 en Libye, et que leur bateau avait été arraisonné par la marine libyenne — sans doute entre l'île de Malte et le golfe de Syrte, — et non par des membres du groupe Abou Nidal.

Rarement les fêtes de Pâques auront été aussi bienvenues pour les dirigeants français : avec un peu de chance, elles feront oublier les mystères de moins en moins mystérieux qui ont entouré la « libération » de trois des otages du « Silco », et le comportement pour le moins étrange dans toute cette affaire de plusieurs hauts responsables français. À commencer par M. Roland Dumas, et sans oublier M. Mitterrand.

Jamais, certes, les affaires d'otages ne sont réglées, lorsqu'elles le sont, dans une entière clarté. C'est la loi d'un genre où le cynisme et l'hypocrisie le disputent au mensonge et à la barbarie, où, derrière les hommes de main, se cachent des Bains qui n'hésitent pas à se présenter en « intermédiaires » désintéressés.

JACQUES AMALRIC
Lire la suite page 3

Incendie d'un train en Inde
Cent morts

page 14

M. Nelson Mandela à Londres
Il a dénoncé des tortures de l'ANC

page 4

Le « canon géant » pour l'Irak
Les travailleurs interpellent le gouvernement britannique

page 2

Chantage contre un laboratoire pharmaceutique
SKF France retire de la vente certains médicaments

page 6

CHAMPS ÉCONOMIQUES
Salaires : l'égalité par le bas
La chronique de Paul Fabra : la rupture avec le socialisme

pages 11 et 12

La victoire de l'Olympique de Marseille
Un match dans un climat détestable

page 7

Le sommaire complet se trouve page 14

Les lendemains gris de l'accord États-Unis-Japon

Dix jours après l'accord historique du 5 avril entre les États-Unis et le Japon sur l'ouverture du marché nippon aux produits américains, la satisfaction s'est transformée en scepticisme.

Les trente-deux pages de l'accord apparaissent d'abord un catalogue de bonnes intentions, comme une série d'engagements précis.

De son côté, la presse japonaise estime que le mérite de l'accord est d'éviter la crise ou, du moins, de la différer. Les Japonais souffrent toujours, par ailleurs, de leur image en Europe.

Un homme, révéler de tous, a une autre vision de son pays.

Lire les informations page 13

L'« anxiété allemande » des Polonais

Deux habitants sur trois voient une menace dans l'unification de leur puissant voisin

Nous achevons aujourd'hui, avec la Pologne, notre série d'articles sur l'attitude des pays européens devant la perspective de l'unification allemande.

En 1989, En Pologne, Solidarité prend le pouvoir, à la suite d'élections semi-libres, dont le but principal était de canaliser l'opposition. C'est le premier pays du « bloc soviétique » à basculer. Tout à leur euphorie, les Polonais voient soudain à portée de main économie de marché, démocratie, voire — tout semble permis désormais — le départ des troupes soviétiques.

Un homme, révéler de tous, a une autre vision de son pays.

qu'il vient de retrouver après quarante-cinq ans d'exil : Jan Nowak, « le courrier de Varsovie », celui qui, au péril de sa vie, faisait pendant la guerre la liaison entre Varsovie insurgée et l'Occident, imagine déjà la Pologne coincée entre deux géants, l'Allemagne unifiée et « la Russie ». Pour ne pas être écrasée, dit-il, elle aura intérêt à se rapprocher de l'un des deux, et le plus probable est qu'elle trouvera son intérêt dans une alliance avec la Russie.

A l'époque, la RDA est encore glacée, et les propos de ce sympathique vieillard semblent à contre-temps. Quelques mois plus tard, pourtant, ses prophéties se vérifient. L'unification allemande est subitement à l'ordre du jour, et les Polonais s'alarment. L'entrée en scène de la nouvelle Allemagne bouleverse toutes les valeurs diplomatiques de la nouvelle Pologne, et se répercute jusqu'en politique intérieure.

Quelques chiffres permettent de mesurer cette nouvelle donne : aujourd'hui, la proportion de Polonais favorables au départ immédiat des quelques cinquante-sept mille soldats soviétiques est exactement la même que celle des habitants souhaitant leur maintien (23 %). Le reste, soit 47 % des personnes interrogées par l'institut de sondage de la télévision nationale, pensent que le retrait des troupes soviétiques est souhaitable, mais qu'il doit dépendre de l'évolution de la situation en Allemagne. Quand on connaît le légendaire antisoviétisme des Polonais, quand on sait que leurs voisins tchécoslovaques et hongrois ont déjà négocié un calendrier de retrait du contingent soviétique de leur propre territoire, on perçoit là toute l'inquiétude de la Pologne. Ainsi, si 48 % des Polonais se disent favorables à l'unification de l'Allemagne, 69 % avouent en même temps prévoir que l'Allemagne unifiée constituera une menace.

SYLVIE KAUFFMANN
Lire la suite page 2

La mort de Greta Garbo

Elle a régné sur les écrans comme une magicienne avant de « disparaître » à trente-six ans et d'entrer dans la légende

L'actrice américaine d'origine suédoise Greta Garbo est morte le dimanche 15 avril, à New-York. Elle était âgée de quatre-vingt-quatre ans.

Les stars de cinéma suivent le destin commun. Il arrive un jour où elles meurent, ramenant les souvenirs. On écrit des articles nécrologiques ; on revêt des films et puis, sans pour autant oublier, on pense à autre chose. Mais la mort de Greta Garbo n'est pas une mort ordinaire. Ce n'est pas seulement une star mondiale, ment célèbre qui disparaît.

Greta Garbo, c'est une légende, un mythe, un mystère. L'actrice, découverte et formée par Mauritz Stiller, la plus grande et la plus singulière des étoiles de Hollywood, n'a existé que par le cinéma. Sa vie s'est confondue avec ses rôles. Elle n'a jamais écrit ses mémoires. En dehors des studios, elle est restée

insaisissable, sans tenir, à la ville, sa fonction de star.

La Garbo des années 30 règne sur les écrans comme une entité fabuleuse, une magicienne. Ses films muets ne valent pas grand-chose quant aux scénarios, et tout est filmé à plat, autour d'elle. On pare son corps androgyne de toilettes stylisées. A une époque où les acteurs s'expriment par de grands gestes et des mimiques souvent ridicules, Garbo joue avec une économie de moyens tout à fait inhabituelle. Elle rend oniriques les histoires invraisemblables qu'elle traverse. Sa présence insolite, son visage descendu du ciel des légendes scandinaves, la vision poétique de l'amour fou qu'elle transmet dans les gros plans lui valent une adoration qui se prolonge avec ses films parlants.

A la fin de 1941, elle tourne, sous la direction de George Cukor, une comédie sophistiquée, la Femme aux deux

visages, où elle tient un double rôle. C'est un échec. Après la destruction, par les Japonais, de la base américaine de Pearl Harbor, les États-Unis entrent en guerre. Garbo décide alors de quitter le cinéma jusqu'à la fin des hostilités. Elle ne devait jamais y revenir.

Cette « disparition », à trente-six ans, allait parachever sa légende. Destinée à ne pas vieillir, à garder sa magie, perpétuellement redécouverte et admirée au cours des décennies suivantes, la femme s'efface derrière le mythe qu'elle avait porté à un point inimaginable. Tous ceux qui ont vu ses films porteront le deuil d'une telle figure d'amour et de rêve restée intacte.

Greta Lovisa Gustafsson naît à Stockholm le 8 décembre 1905, troisième enfant de parents de souche paysanne menant une vie modeste dans les quartiers pauvres de la ville.

JACQUES SICLIER
Lire la suite page 8

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

AVRIL 1990

L'HISTOIRE DU FRANC

Le Monde dossiers et documents retrace l'histoire du franc de la fin de la seconde guerre mondiale à aujourd'hui. Il analyse les efforts des gouvernements pour faire du franc une monnaie forte et met en perspective le franc dans son contexte européen. Avec de nombreux graphiques et des statistiques récentes.

- Trente ans de franc lourd.
- Une monnaie respectée.
- Le franc, satellite du mark.

LA MONNAIE ELECTRONIQUE

Ve-t-on vers la démonétisation ? En quelques années, les cartes de crédit sont devenues un moyen de paiement ordinaire. Elles ont connu un développement soutenu grâce aux multiples initiatives des commerçants. Néanmoins le chèque se porte toujours bien.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

AL'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Arabie, 5 dr. ; Autriche, 2,10 S ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 2,25 \$; Danemark, 12 kr. ; Espagne, 180 pes. ; Grèce, 60 p. ; Irlande, 180 p. ; Italie, 2 000 L ; Japon, 360 ¥ ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,40 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 336 F ; Suisse, 1,20 fr. ; Tchécoslovaquie, 100 Kčs ; Royaume-Uni, 1,75 £ ; USA, 1 dollar, 2 \$.

ÉTRANGER

URSS : poursuite du face-à-face entre Moscou et Vilnius

Le pape « comprend les aspirations » des Lituaniens

Dans son homélie pascalle, rassemblant pour la première fois par la télévision soviétique, le pape Jean-Paul II a adressé dimanche 15 avril un message de sympathie et de soutien aux « fils de la nation lituanienne » dont il a assuré « comprendre les aspirations ».

S'exprimant en lituanien, le souverain pontife a prié pour la paix dans la république baltique et appelé de ses vœux une solution négociée. « Nous espérons que (les) aspirations (des Lituaniens) seront comblées à travers un dialogue respectueux et compréhensif », a-t-il dit devant 150 000 pèlerins massés sur la place Saint-Pierre.

En ces heures d'espoir, a-t-il écrit par ailleurs dans un message au cardinal Vincentas Sladkevicius, président de la conférence épiscopale à Vilnius, je me sens particulièrement proche de l'Eglise lituanienne.

Samedi, le souverain pontife avait eu un entretien d'une demi-heure avec M. Vadim Zagladine, l'un des conseillers personnels de M. Gorbatchev, qui lui a remis une lettre expliquant le point de vue du gouvernement soviétique sur la crise lituanienne. Selon le journal du PC italien, L'Unità, M. Zagladine voulait aussi « vérifier la disponibilité (du Vatican) à contribuer à la recherche d'une solution équitable ». La semaine dernière, le

nonce apostolique à Moscou, Mgr Francesco Colassano, avait déclaré dans une interview au journal des évêques italiens *Avvenire* que le Saint-Siège pourrait accepter d'être médiateur entre le Kremlin et Vilnius dans le conflit actuel.

Au moment même où expirait l'ultimatum adressé vendredi par Moscou aux dirigeants lituaniens pour que ceux-ci annulent certaines lois relatives à la proclamation d'indépendance de cette république, le président du Parlement lituanien, M. Vytautas Landsbergis, déclarait dimanche 15 avril encore ignorer quand et comment le Kremlin mettrait à exécution sa menace d'imposer un blocus économique à la Lituanie. Il a estimé que la menace du Kremlin n'était pas du bluff, « mais j'aimerais croire qu'ils n'imposent pas un blocus total, parce que ce serait une mesure sévère et non justifiée qui détériorerait considérablement la situation en Union soviétique ».

A-t-il dit, la veille, M. Landsbergis avait souligné combien la Lituanie pouvait également « créer des problèmes à l'économie soviétique en ne livrant pas certaines productions ». Celles des moyens de pression dont elle dispose ne sont pas comparables en quantité à ceux de l'URSS, mais l'industrie lituanienne présente la particularité de jouir d'un quasi-monopole dans

des secteurs bien précis. Ainsi l'usine de moteurs ELFA fournit les deux tiers des moteurs de l'électroménager de l'URSS. L'arrêt de ses livraisons paralyserait la production dans l'ensemble du pays.

Selon l'agence Associated Press, M. Landsbergis devait se rendre lundi 16 avril à Moscou pour discuter avec les dirigeants du Kremlin des « conditions » de l'ultimatum.

Un mort à Erevan

Les menaces de M. Gorbatchev ont immédiatement suscité des réactions en Occident. Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a déclaré à Washington que l'exécution de ces menaces aurait « un impact défavorable sur les relations américano-soviétiques ». La Pravda a répondu dimanche en affirmant que les commentaires de Washington étaient inopportuns. Dans un éditorial rédigé en termes sévères, l'organe du Parti communiste d'URSS a brandi le spectre d'une nouvelle guerre froide et appelé que la « question lituanienne » relève, aux termes du droit international, des affaires intérieures de l'URSS. A Londres, le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a mis en garde Moscou contre le recours « à la contrainte », affir-

mant qu'il lui faudrait alors « payer une réparation » dans le domaine de ses relations avec l'Occident.

Des chars et des véhicules blindés patrouillaient dimanche 15 avril dans les rues d'Erevan, la capitale de l'Arménie soviétique, à la suite de l'attaque, la veille au soir, du siège local du KGB par plusieurs centaines de personnes. Selon des informations concordantes, un homme a été tué par l'explosion prématurée d'une bombe artisanale qu'il transportait. L'agence Tass précise que des manifestants ont lancé des pierres, des pétards et des torches enflammées en direction du bâtiment du KGB. Les incidents ont commencé lors de la dissolution d'un rassemblement de dizaines de milliers de personnes venues protester dans le centre de la ville contre la situation écologique désastreuse dans la région et, en particulier, une fuite récente dans une usine de produits chimiques. Des dizaines d'habitants de Nairit avaient dû être hospitalisés à la suite de l'explosion d'une valve dans l'équipement de cette usine. La fuite avait libéré un nuage toxique. — (Reuter, AP, AFP)

tags de déconions d'« amitié internationale » forcée, de tracasseries frontalières et commerciales pour faire payer à la Pologne ses avances réformatrices et, plus récemment, d'accents nationalistes antipolonais parmi les manifestants de Leipzig.

Un certain nombre de voix raisonnables et modérées se font tout de même entendre. Ainsi, l'écrivain et sénateur de Solidarité Andrzej Szczępiński vient-il d'ap-

« L'anxiété allemande » des Polonais

Suite de la première page

A cette préoccupation aux fondements plutôt historiques, s'ajoute le malaise provoqué par l'attitude ambiguë du chancelier Kohl, à côté de qui, juge amèrement un commentateur de la presse de Varsovie, « un défilé dans un magasin de porcelaine fait figure de maître de ballet ». « Là où fallait de la confiance, le chancelier a semé la méfiance », regrette Stefan Bratkowski, le président de l'Association des journalistes polonais. Tout, pourtant, n'est pas perdu pour tout le monde. Deux hommes politiques, le premier ministre Tadeusz Mazowiecki et le chef de l'Etat le général Jaruzelski, vont trouver dans la défense des intérêts polonais une bonne cause qui est la bienvenue.

Des assurances insuffisantes

A M. Mazowiecki, qui a puise des accents de fermeté et une audace qu'on lui avait peu connus jusque-là, l'affaire polono-allemande fournit un répit dans sa dure lutte pour le rétablissement de l'économie. Au général Jaruzelski, que l'on dit de plus en plus sur les suris à la présidence de la République, elle permet de s'affirmer sur la scène nationale et internationale en ligne chef d'Etat soucieux des intérêts nationaux avec, qui plus est, le soutien tacite de Solidarité.

M. Kohl, quant à lui, a le plus grand mal à redorer son blason auprès des Polonais. Ses assurances sur la frontière Oder-Neisse sont jugées insuffisantes à Varsovie et, le 29 mars, il a aggraver à nouveau son cas en demandant aux Polonais « un mot de souvenir, de compréhension et de réconciliation à l'égard des Allemands innocents qui ont vécu le cauchemar de l'expulsion ». Comment prétendre mettre au même niveau, rétorque-t-on à Varsovie, les torts causés aux Allemands par les Polonais et les conséquences du régime nazi sur la population polonaise ? Le porte-parole du gouvernement, M. Niezabitowski, a en outre beau jeu de rappeler la lettre historique de l'évêque polonais aux évêques ouest-allemands du 18 novembre 1965 et sa fameuse phrase : « Nous pardonnons et demandons pardon ».

Une authentique réconciliation entre Polonais et Allemands est-elle possible actuellement ? Croit-on réellement à Varsovie à une menace sur la frontière occidentale ? Il semble en réalité que la question fondamentale que se posent aujourd'hui les Polonais est de savoir quelle place réserve l'histoire à cette nouvelle Pologne au sein d'une nouvelle Europe aux contours imprécis. « Qui a besoin de la Pologne ? », demandait récemment il y a quelques semaines dans les colonnes de *Tygodnik Powszechny*, l'écrivain catholique et chevalier de l'anti-communisme Stefan Kisielewski. « La Pologne se sent en sécurité lorsque les objectifs



agit par la propagande communiste devant des générations de Polonais. Sans grand succès, à vrai dire. Le modèle de la RFA, et sur tout son mirage économique sont loin de susciter une quelconque hostilité, pas plus que l'irruption massive du capital ouest-allemand en Pologne. Ce sont en fait bien davantage les Allemands de l'Est qui sont perçus négativement, hé-

peler ses compatriotes à abandonner tout sentiment anti-allemand et à chercher plutôt, « durant ces dix années à venir, à sortir de ce chaos de civilisation et à rejoindre progressivement l'Europe par une coopération avec toute la démocratie européenne », y compris la démocratie allemande.

SYLVIE KAUFFMANN

DANEMARK : une commande pour les Gobelins

Les tapisseries de la reine Margrethe

COPENHAGUE

de notre correspondante

A l'occasion du cinquantième anniversaire de la reine Margrethe II de Danemark, lundi 16 avril, cent soixante et onze des principales entreprises et organisations professionnelles du royaume ont lancé une souscription destinée à offrir à la souveraine un présent exceptionnel.

Les 12,5 millions de couronnes (environ 10 millions de francs) recueillies doivent permettre la réalisation de onze tapisseries de haute lisse appelées à orner la salle du palais de Christiansborg. La conception de ces tapisseries a été confiée au peintre Bjoern Noergard à qui les donateurs ont imposé une condition : le style figuratif, et le thème : l'histoire du Danemark, des Vikings à nos jours.

L'exécution des cartons revient à la manufacture des Gobelins à Paris, l'un des très rares ateliers au monde capable

de se charger d'une telle commande qui s'étendra sans doute sur plus d'une décennie. Bjoern Noergard a déjà achevé trois cartons (le premier consacré à l'époque de la Réforme) qui sont des compositions baroques, grouillantes de vie, un tamisier naïf et pimentées d'humour, bref, de véritables bandes dessinées.

Né en 1947, Bjoern Noergard est un enfant de 1968, il a commencé à se distinguer par ses excentricités. Ainsi, au milieu de l'hiver 1970, pour protester à la fois contre la guerre du Vietnam et la misère des jeunes artistes, il avait égaré dans un champ de neige un malheureux cheval dont il avait ensuite exposé les morceaux dans des pots de confiture. Mais l'ancien contestataire a été nommé récemment professeur à l'académie des Beaux-Arts de Copenhague.

C. O.

GRANDE-BRETAGNE : l'affaire du « canon géant »

L'opposition travailliste exige une explication du gouvernement

L'opposition travailliste a dénoncé, samedi 14 avril, la « pagaille » qui entoure l'affaire du « super-canon » irakien, réclamant une explication officielle du gouvernement britannique sur la cargaison saisie mercredi par les douaniers et un débat à la Chambre des communes.

« La controverse a fait de la Grande-Bretagne le risqué du monde entier », a déploré, samedi, le porte-parole du Parti travailliste pour les affaires étrangères, M. George Robertson. Le Labour a l'intention de déposer une série de questions à la Chambre des communes après les vacances parlementaires de Pâques, a-t-il indiqué.

Les travaillistes veulent notamment savoir pourquoi le ministre du Commerce et de l'Industrie (DTI) est resté silencieux toute la semaine, après avoir accordé une licence d'exportation aux huit tubes d'acier saisis à bord du cargo *MY Gur Mariner* par les douaniers de Middlesbrough (nord-est de l'Angleterre). Ils s'interrogent également sur la valeur des expertises du ministère de la Défense. Le porte-parole a demandé une « enquête exhaustive et urgente » sur l'incident.

La confusion la plus totale continue de prévaloir sur la nature des huit cylindres, de 1 mètre de diamètre, bloqués dans le port de Middlesbrough. Selon l'*Observer* et le *Sunday Telegraph*, les tubes d'acier d'un possible « super-canon » destinés à l'Irak et saisis par les douanes britanniques constitueraient en fait le canon d'un lanceur de fusées ou de satellites. Un tel lanceur, soulignent les deux hebdomadaires, qui publient des illustrations montrant l'appareil, à moitié enterré dans le sol, son canon de 40 mètres de long soutenu par deux immenses pylônes, pourrait

propulser à une altitude de 180 kilomètres de petites fusées de 90 centimètres de long.

La correspondance saisie au siège de Walter Somers, l'une des deux firmes britanniques mêlées à l'affaire, montre en effet que les tubes ont été construits selon les spécifications exactes d'un lanceur-fusées inventé par le Dr Gerald Bull, l'expert canadien en balistique assassiné le mois dernier à Bruxelles, révélaient les deux hebdomadaires. Les termes employés dans les lettres, notamment, sont tout pour mot ceux du passage du livre du Dr Bull décrivant le canon de ce lanceur-fusées.

Cette correspondance fait également état de rencontres avec des représentants de la Space Research Corporation (SRC), la compagnie du Dr Bull, SRC, note l'*Observer*, travaille entre autres pour la défense irakienne, pour laquelle elle avait aidé à la mise au point de deux nouveaux canons présentés à Bagdad le mois dernier. En fait, l'*Observer*, qui cite, « des sources des services secrets occidentaux », l'Irak « aurait déjà échoué de construire une version un peu moindre du lanceur inventé par le Dr Bull, (...) et dispose maintenant du matériel nécessaire pour compléter ce lanceur par un canon de 40 mètres de long ». « Les autres composants du système », continue l'hebdomadaire, « ont été fournis par diverses sociétés européennes », entre autres la Poudrière réunie belge, qui aurait « fourni la charge de lancement ».

A la suite de la publication de ces informations, la firme britannique impliquée dans l'affaire du « canon géant » a été destinée à l'Irak a réaffirmé dimanche que les tubes saisis par les douanes sont bien destinés à l'industrie pétrochimique et a demandé au gouvernement britannique d'intervenir pour « mettre un terme aux conjectures et aux hypothèses ». — (AFP)

ESPAGNE

Le trésorier du principal parti d'opposition est impliqué dans un scandale politico-financier

MADRID

de notre correspondant

L'Espagne semble décidément entrée dans l'ère des scandales qui sont en train de pourrir dangereusement le climat politique. Après celui qui avait affecté le vice-président du gouvernement socialiste, M. Alfonso Guerra, et le frère est accusé de trafic d'influence, le tour est maintenant venu du responsable des finances de la principale formation d'opposition, le Parti populaire (conservateur), M. Rosendo Naseiro. Homme d'affaires prospère, naguère parti de rien, M. Naseiro avait accédé à ce poste de trésorier grâce au fondateur du parti, M. Manuel Fraga, son ami d'enfance, et il avait été confirmé dans ses fonctions par le nouveau président de cette formation, M. José María Aznar.

De quoi M. Naseiro est-il accusé ? Paradoxalement, on l'ignore totalement, alors que l'affaire « dure » maintenant depuis une semaine. Lundi 9 avril, un juge de Valence, M. Luis Mangano, avait ordonné l'arrestation de six personnes : M. Naseiro, un conseiller municipal de Valence, M. Salvador Palop, un architecte de la municipalité et trois hommes d'affaires.

Le juge allait leur appliquer une procédure certes prévue par la loi, mais tout à fait exceptionnelle : les six hommes étaient mis au secret.

afin, selon le magistrat, d'éviter toute interférence susceptible de nuire à l'enquête. Commencé alors un véritable interrogatoire marathon qui se prolongera toute la semaine. Mais les détenus seront remis en liberté provisoire l'un après l'autre, le dernier, dans la nuit de vendredi à samedi, étant M. Naseiro lui-même. Le juge a toutefois affirmé que cela ne signifiait nullement que l'affaire ait été classée. L'enquête continue, les interrogatoires ayant « largement confirmé », a-t-il précisé, les indices initiaux.

Le Parti populaire a très mal pris la chose, et le premier moment de stupeur passé, a critiqué violemment le juge, l'accusant d'appliquer une procédure qui n'est habituellement utilisée qu'en matière de terrorisme ou de trafic de drogue.

L'enquête semble porter sur des pots de vin qui auraient été perçus par certains responsables municipaux afin de favoriser l'attribution de plusieurs contrats immobiliers. Les fonds ainsi obtenus auraient servi à alimenter la caisse d'un parti, voire même de plusieurs. « L'affaire Naseiro » semble ainsi liée à un problème très délicat, celui du financement des formations politiques dans un pays où ces dernières comptent moins de quinze ans d'existence légale et restent encore fragiles au niveau de leur trésorerie.

THIERRY MALINIAC

IRLANDE DU NORD : deux agents des services spéciaux auraient été tués par l'IRA. Deux membres d'un commando des services secrets de l'armée britannique (SAS) ont été tués par l'IRA, le mois dernier en Irlande du Nord, affirme le *Sunday Press* de Dublin dans son édition du dimanche 15 avril. Les autorités britanniques auraient choisi de taire l'incident afin d'éviter que l'IRA ne l'exploite à des fins de propagande. Un porte-parole de l'armée britannique s'est refusé à tout commentaire. Selon le *Sunday Press*, les deux agents des SAS, en mission contre une unité de l'IRA, seraient morts au cours d'une fusillade dans le village de Cappagh (comté de Tyrone). — (Reuter.)

POLOGNE : un livre d'Edward Gierak retiré des bibliothèques. — Un livre récemment paru en librairie et signé par Edward Gierak, ancien premier secrétaire du parti communiste polonais (1971-1980), vient d'être interdit de vente à la suite d'une plainte en diffamation. Sous la forme d'une longue interview accordée au journaliste polonais Janusz Rolicki, M. Gierak qualifie la période de son « règne » de « meilleure décennie dans notre histoire ». Il présente sa chute, au moment des grandes grèves de l'été 1980 et de la naissance de Solidarité, comme le résultat d'un « complot » ourdi par son entourage. Un écrivain polonais, s'est estimé diffamé par l'un des passages du livre, a porté plainte devant un tribunal qui, en attendant le jugement, a ordonné la suspension de la distribution du livre. — (AFP)

Selon l'un de ses dirigeants

La Lettonie saura éviter les « erreurs » de la Lituanie

BERNE

de notre correspondant

A l'exemple de la Lituanie et de l'Estonie, la Lettonie pourrait à son tour proclamer son indépendance dès le 3 mai prochain, date de la session inaugurale de son nouveau Parlement, a déclaré le président du parti du Soviet suprême de cette République baltique, M. Anstolis Gorbunovs. De passage en Suisse, où il a participé avec d'autres personnalités lettones à un symposium de quatre jours sur « La Lettonie et l'Europe », qui s'est achevé samedi 14 avril à Lugano, M. Gorbunovs a cependant précisé que son pays souhaitait tirer les leçons des expériences et des « erreurs » de la Lituanie et laisser la porte ouverte à des négociations avec Moscou.

M. Gorbunovs, qui n'a pas encore décidé s'il rejoindrait le groupe qui vient de quitter le Parti communiste officiel, a affirmé que la récente scission ne pouvait que hâter l'indépendance de la Lettonie. « La rupture, a-t-il indiqué, stimulera le processus d'indépendance en renforçant les rangs des partisans de la politique du Front politique letton. Jusqu'à présent, le parti était dans une position très ambiguë. D'une part, il semblait soutenir l'indépendance et, de l'autre, le système fédéral. Maintenant, la situation sera parfaitement claire ».

Selon le responsable letton, les indépendantistes ont de bonnes chances de s'assurer la majorité des deux tiers nécessaires à la proclamation de l'indépendance. Un second tour pour le renouvellement du Parlement doit encore avoir lieu dans dix-sept circonscriptions, et les candidats du Front populaire de Lettonie partent favoris.

Si les problèmes liés à la déclaration d'indépendance sont plus ou moins identiques dans les trois Républiques baltiques, les conditions sont très différentes, a rappelé M. Gorbunovs. Ainsi, en Lettonie, il faudra sans doute passer par une voie de transition afin de tenir compte des intérêts des Russes et autres minorités qui constituent quelque 46 % de l'ensemble de la population. Partisan d'une approche prudente de la question de l'indépendance, M. Gorbunovs entend y parvenir par la voie du dialogue. « Nous ne voulons pas faire sécession, nous voulons renouveler notre statut d'indépendance ».

Plus explicite, le président du Conseil culturel letton, M. Janis Peters, poète et membre du Soviet suprême d'URSS, a fait valoir que, n'ayant jamais adhéré à l'Union soviétique, les pays baltiques ne pouvaient pas en sortir. A l'instar de la Lettonie et de la Lituanie, la Lettonie ne fait à son avis que réclamer le rétablissement de sa souveraineté.

JEAN-CLAUDE BUHRER

صلى الله عليه وسلم

ASIE

NÉPAL

Le roi annonce la dissolution du Parlement

Le roi du Népal a annoncé, lundi 16 avril, la dissolution du Panchayat, structure politique et administrative confiée par une Assemblée nationale. Cette décision est intervenue quelques heures après l'échec de négociations entre des représentants de l'opposition et du gouvernement. Ce dernier a été chargé d'expédier les affaires courantes en attendant d'être rapidement remplacé par un gouvernement intérimaire.

KATMANDOU

Dimanche, lors de négociations avec des représentants du gouvernement encore en place, l'opposition n'a envoyé qu'une délégation d'un niveau subalterne. Ces entretiens, à l'Académie royale de Katmandou, n'ont abouti à aucun résultat sur le moment et ont même failli mal tourner : plusieurs milliers de jeunes gens se sont rassemblés autour de l'Académie, lançant des pierres sur les voitures du premier ministre et du ministre des affaires étrangères. Mettant les points sur les « i », M. Ganesh Man Singh, le principal dirigeant de l'opposition, a déclaré : « Notre lutte est purement politique. La légalité constitutionnelle n'a rien à voir. La tentative du souverain de lui donner une tournure constitutionnelle ou légale ne réussira pas. Selon la constitution, tous les pouvoirs sont dévolus au roi. Nous sommes maintenant de plus en plus méfiants face à ces tactiques dilatoires ».

Le roi aurait dû envoyer de discrets émissaires dans les rassemblements populaires qui, depuis huit jours, se tiennent dans différentes villes. Plus sûrement que dans les rapports de ses conseillers, il y aurait pris le « pouls » de son peuple. Hélas, comme le dit ce journaliste népalais qui tient encore à son anonymat (vieux réflexe d'avant l'instauration du multipartisme), « cela a toujours été le problème du souverain : ses conseillers lui ont masqué la réalité. S'il avait consenti au multipartisme il y a six mois, ce mouvement n'aurait pas eu lieu, du moins il l'aurait contenu. Aujourd'hui, il est trop tard, il devra tout lâcher ».

Ainsi, l'autre jour, à Pathan, l'ancienne capitale royale, un rassemblement avait lieu au cœur de la « ville aux mille toits dorés », sur Durbar square. La foule, assise sur la chaussée, hurlait d'enthousiasme lorsque les orateurs communistes affirmaient que le roi « n'est pas plus qu'un homme », et qu'il ne fallait pas « oublier le sang des martyrs ». Lorsque M. Krishna Prasad Bhattarai, président du Congrès népalais, principale forma-

tion de l'opposition, déclara ensuite qu'il fallait « procéder étape par étape », il s'attira un succès très relatif. L'opposition, forte de ce qu'elle estime être sa victoire, en exige la sanction sans délai. L'épreuve de force politique continue, mais des pans entiers de la forteresse monarchique s'abattent les uns après les autres.

Pourtant, le souverain n'a pas entièrement tort. Un nouveau gouvernement, une nouvelle Constitution, des élections générales et un roi qui, de monarchie absolue, deviendrait un simple « découpeur de rubans », tout cela en quelques jours ? Le Congrès lui-même n'est pas prêt à de telles échéances. Son bureau de Katmandou (une pièce de 10 mètres carrés avec pour seuls objets une table de bois et un téléphone) le montre de façon éloquent. Comment organiser un scrutin dans les 4021 villages du Népal, en ayant d'un trait de plume le Panchayat, c'est-à-dire toutes les structures politiques et administratives du pays ? Sur quel programme de gouvernement les congressistes et les communistes vont-ils s'unir lorsque l'on connaît l'ampleur de leurs divergences ?

Le Congrès sait que ses alliés du moment sont bien organisés — ce qui n'est pas son cas — et que ce sont les communistes, naguère marginaux et clandestins, qui ont le plus profité de la « victoire de la démocratie ». Dans l'hypothèse où le Panchayat se transformerait en parti politique, c'est-à-dire en parti du roi, le Congrès ne pourrait pas prendre le risque de contester directement le souverain. Le roi restera le symbole de l'unité dans un Népal multi-ethnique, et plus fondamentalement, celui de l'indépendance nationale, face au puissant et dangereux voisin indien. Si ce symbole devait être mis en cause, l'armée elle-même, par ailleurs profondément « républicaine », interviendrait, ce qu'elle ne fera pas à la transition effective sans heurts. L'opposition ne vent pas — pas encore ? — se débarrasser du roi. Elle veut l'avoir à ses côtés.

Un diplomate anglo-saxon, bon connaisseur des choses monarchiques, compare volontiers Birendra, la reine Aishwarya, et le prince Dipendra, à Louis XVI, Marie-Antoinette et le dauphin Louis-Charles de France : « Le roi est un homme d'homme d'homme, mal entouré, peu intéressé par la politique, et la reine, chacun le sait, a une autorité et un appétit de pouvoir pour deux. Comme Marie-Antoinette, elle n'est sûrement pas favorable à une monarchie constitutionnelle. Il ne faut donc pas que ce soit l'histoire du boulangère, de la boulangère et du petit mûrier... » LAURENT ZECCHINI

CHINE : pour l'anniversaire de la mort de Hu Yaobang

Mesures de sécurité exceptionnelles à Pékin

La police chinoise a arrêté, dimanche 15 avril à Pékin, un homme sur la place Tiananmen alors qu'il tentait, en dépit de mesures de sécurité draconniennes, d'aller déposer une couronne au pied du Monument aux héros du peuple en hommage à l'ex-chef du PCC Hu Yaobang. Les policiers ont également confisqué une cassette vidéo à une équipe de télévision américaine qui avait filmé l'incident, pour la lui rendre cependant trois heures plus tard en déclarant que l'homme était un « malade mental ».

Le décès de Hu Yaobang, le 15 avril 1989, avait été le coup d'envoi à sept semaines de manifestations massives, dirigées par les étudiants, en faveur de la démocratie, de la liberté de la presse et de la fin de la corruption et des privilèges en Chine. Ardent défenseur des réformes politiques et économiques, Hu Yaobang a dirigé le PCC jusqu'en janvier 1987, lorsque les partisans de la tendance ultra-orthodoxe l'ont contraint à démissionner après une première vague de manifestations étudiantes. — (AFP)

■ INDE : neuf morts au Pendjab. — Les forces de sécurité indiennes ont tué six extrémistes sikhs au cours d'acchocages, dimanche 15 avril, au Pendjab, a annoncé l'agence indienne PTI, qui rapporte également que l'explosion d'une bombe, dans le même État, a fait trois morts et vingt-cinq blessés. — (AFP)

■ L'iran inquiet au sujet du Cachemire. — L'iran s'est déclaré, dimanche 15 avril, « inquiet de la situation » au Cachemire, affirmant que « l'escalade de la violence et le recours à la force ne peuvent résoudre le problème de cet Etat musulman de l'Inde », a rapporté l'agence officielle IRNA. Un porte-parole du ministère iranien des affaires étrangères, M. Morteza Sarabadi, a indiqué que « l'iran s'attend que le gouvernement indien fasse preuve de retenue et qu'il ne tente pas de résoudre le problème du Cachemire en mettant fin aux mesures violentes à l'égard des musulmans ». — (AFP)

AFRIQUE

ALGÉRIE : la préparation des élections locales

Face-à-face entre le FLN et les islamistes

Quelque 136 000 Algériens désignés par leur parti ou appuyés par des groupes de citoyens se sont portés candidats pour les élections municipales et départementales qui auront lieu le 12 juin. Ce scrutin constituera la première consultation libre et pluraliste de l'Algérie indépendante.

ALGER

de notre correspondant

Répartis sur plus de 5 300 listes, les candidats se disputent les suffrages de 13 millions d'électeurs. 1 341 circonscriptions municipales et 277 circonscriptions départementales sont en jeu. L'élection se fera à la proportionnelle, selon un scrutin de liste avec bonification à la liste majoritaire. La campagne électorale officielle débutera le 21 mai et se terminera le 4 juin.

Pour le gouvernement de M. Hamrouche, la seule organisation de scrutin était déjà un test. Allait-elle être boudée par les partis politiques qui, à l'instar du Front des forces socialistes (FFS) de M. Ali Ahmed ou du Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA) de M. Ben Bella, demandaient le report de la consultation, voire appelaient à son boycottage ? On peut déjà concéder au gouvernement un premier point : la multiplicité et la diversité des candidatures témoignent de l'intérêt porté à la chose électorale. Pour locales qu'elles soient, ces élections sont vécues comme des élections générales permettant de tester la représentativité réelle des onze partis politiques qui présentent des candidats.

La surprise des indépendants

Deux partis dominent nettement la scène politique. L'un est le FLN, ce qui ne constitue pas une surprise. Présent dans presque toutes les circonscriptions électorales, l'ancien parti unique bénéficie d'une implantation et de privilèges qui lui ont permis d'aligner des listes dans chacune des 48 wilayas (départements). Mais il est talonné par le Front islamique du salut (FIS), qui, confirmant son influence et ses moyens matériels, a réussi à constituer des listes, lui aussi, dans toutes les wilayas.

Dans plusieurs centaines de circonscriptions, le combat se jouera en fait entre le FLN et le FIS, ce qui n'est pour déplaire ni à l'un, ni à l'autre. Le FIS poura le principal titre se targuer d'être le principal opposant au pouvoir en place et donc espérer bénéficier de la dynamique oppositionnelle. Quant au FLN, il ne manquera pas de se présenter comme le rempart le plus crédible face à la menace islamiste, espérant ainsi, malgré l'usage du pouvoir et le rejet qui le frappe, bénéficier d'un vote « résiste ».

Neuf autres partis politiques présentent aussi des candidats, mais ils sont loin de pouvoir rivaliser avec le FLN et le FIS. Contrairement à ces derniers, ils ne seront pas présents dans toutes les wilayas et auront dix fois moins de listes.

Reste une dernière catégorie de candidats : les indépendants. Officiellement libres de toute attache

MOROCCO

Mort d'Ahmed Balafrej l'un des fondateurs de l'istiglal

Ahmed Balafrej, un des membres fondateurs et une grande figure du parti de l'istiglal, qui avait combattu le protectorat français, est décédé, samedi 14 avril, à Rabat, à la suite d'une longue maladie. Le parti de l'istiglal, que dirige M. Ahmed Boucetta, a adressé un message de condoléances au roi Hassan II et à la « nation marocaine tout entière ».

Né en 1908, Ahmed Balafrej avait milité depuis sa jeunesse aux côtés du leader nationaliste Allal A-Fassi, notamment lorsqu'il poursuivait ses études en 1928 à Paris. Il y fonda l'Association des étudiants nord-africains qui militait alors pour l'indépendance du Maroc. Il fut l'un des auteurs du manifeste de l'indépendance qu'il signa, en 1944, aux côtés de trente-neuf autres personnalités marocaines.

Ahmed Balafrej, journaliste et écrivain, occupa, à plusieurs reprises, le poste de ministre des affaires étrangères, de 1961 à 1963 pour la première fois. En 1958, le roi Mohamed V, père de Hassan II, lui confia même, pendant sept mois, la présidence du conseil.

partisans, ils constituent la surprise de ces élections et seront surtout sur les rangs. La campagne électorale permettra de dire s'ils représentent de simples citoyens sceptiques devant les discours des partis ou, comme c'est le cas dans plusieurs circonscriptions, des militants du FLN qui n'ont pas trouvé place sur la liste officielle de leur organisation.

Car la préparation des listes a donné lieu à d'âpres affrontements au sein du FLN. Voulu montrer qu'inspiratrice des réformes politiques, elle était également capable de se rénover, la direction du parti avait donné consigne à ses organisations de base de présenter des candidats moins traditionnels. Mais l'appareil semble avoir eu du mal à appliquer la nouvelle ligne. Dans trop de circonscriptions, les places dignes ont été affectées en priorité aux cadres locaux, à la rage des rénovateurs qui sont allés grossir les rangs des indépendants.

Témoignage des rancœurs accumulées comme de la crise qui secoue le FLN, dans de nombreuses villes, les assemblées générales convoquées pour désigner les candidats du parti se sont terminées en pugilat avec blessés et intervention de la police. Plus grave encore, à Cherif, près de Tébessa, une manifestation de protestation contre la confection de la liste du FLN a dégénéré en émeute. Deux soirs de suite, des groupes de manifestants se sont attaqués aux forces de l'ordre, brûlant magasins et bâtiments publics. Trente et une personnes ont été écrouées, inculpées d'incendie volontaire et de destruction de biens.

Ces incidents soulignent la principale difficulté qu'aura à affronter le FLN : se présenter comme le champion du conservatisme et des privilèges d'antan, face à des partis qui, mieux que lui, incarnent la perspective du changement.

GEORGES MARION

AFRIQUE DU SUD

D'anciens membres de l'ANC ont été torturés par leur propre mouvement reconnaît M. Mandela

Le président Frederik De Klerk devrait faire, mardi 17 avril, devant le Parlement, à l'occasion de la clôture du débat budgétaire, une importante déclaration au cours de laquelle il annoncerait son intention d'élucider les dernières lois de l'apartheid, vient de révéler le « Sunday Star », hebdomadaire de Johannesburg. Les quatre « piliers de l'apartheid » encore en vigueur sont la loi sur la propriété de la Terre (Land Act), la loi sur l'habitat (Group Areas Act), la loi sur les services publics séparés (Separate amenities Act) et la loi sur la classification de la population (Population registration Act).

De son côté, le vice-président du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, a annoncé, dimanche à Londres, qu'il reconstruirait la première ministre britannique lors d'un prochain voyage en Grande-Bretagne dont la date n'est pas encore fixée. Dans un entretien au quotidien londonien « The Daily Mirror », il qualifie M^{me} Margaret Thatcher de « femme très puissante, que je préférerais avoir comme alliée que comme ennemi ». Le dirigeant nationaliste, en visite privée à Londres à l'occasion du concert donné, lundi soir, en son honneur au stade de Wembley, a refusé de rencontrer un membre quelconque du

gouvernement britannique, faisant ainsi payer à ce dernier sa décision de lever une partie des sanctions à l'encontre de Pretoria.

M. Mandela a d'autre part, reconnu, samedi, que des anciens combattants de l'ANC avaient été torturés par leur propre organisation en Angola. Dans une déclaration faite à l'aéroport de Johannesburg avant son départ pour Londres, il a indiqué avoir évoqué avec les membres de la délégation de la Communauté économique européenne, en visite en Afrique du Sud, les récentes accusations portées par des anciens membres de la branche armée de l'ANC contre ce mouvement.

« L'ANC est contre la torture ou toute autre forme de contrainte pour obtenir des informations des personnes soupçonnées d'avoir enfreint une loi anglaise », a-t-il déclaré. « Malheureusement, il est vrai que certains ont en effet été torturés », a-t-il reconnu. « Lorsque l'ANC a été au courant de l'existence de tels mauvais traitements, des mesures ont été aussitôt prises contre les coupables », a-t-il ajouté, précisant que les responsables des camps ont été « immédiatement renvoyés » et que les tortionnaires avaient fait l'objet de mesures « disciplinaires ». — (AFP)

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Un projet pour réduire d'un quart les effectifs de l'armée de terre

De hauts responsables de l'armée de terre, confrontés aux demandes du Congrès pour réduire les dépenses militaires, auraient accepté une proposition qui vise à diminuer d'un quart les effectifs de l'armée de terre d'ici à 1997. Un porte-parole du Pentagone a fait état de ce projet, samedi 14 avril.

Selon cette proposition, les effectifs de l'armée de terre seraient ramenés de 764 000 hommes à 580 000. Quant aux effectifs de la Garde nationale — placée sous l'autorité des gouverneurs des États — et ceux des forces de réserve, ils devraient être ramenés de 776 000 hommes à 645 000 au cours de la même période. Il n'est cependant pas certain, estime-on dans les milieux informés à Washington, que ces « coupes » suffisent à satisfaire un Congrès d'autant plus décidé à rogner sur l'enveloppe de la défense qu'il s'estime encouragé par les développements en Europe de l'Est. — (AFP)

■ Mort du sénateur de Hawaï. — Le sénateur démocrate de Hawaï, Spark Matsunaga, est mort, dimanche 15 avril, des suites d'un cancer, dans un hôpital de Toronto (Canada) où il avait été admis dans la nuit. D'origine japonaise et âgé de soixante-trois ans, M. Matsunaga était sénateur depuis 1977. Diplômé de l'université d'Hawaï et de Harvard, il avait été élu à la Chambre des représentants en 1962, deux ans après qu'Hawaï fut devenu le cinquantième État américain.

COLOMBIE

Une récompense est offerte pour la capture du chef de l'ELN

L'armée colombienne a offert, dimanche 15 avril, 100 millions de pesos à toute personne qui fournirait une information permettant la capture du prêtre espagnol Manuel Pérez Martínez (alias « Polanco »), chef de l'armée de libération nationale (ELN — mouvement de guérilla d'inspiration castriste).

De son côté, l'organisation clandestine des « extraditables », bras armé des trafiquants de drogue colombiens, s'est déclaré, dimanche, en désaccord avec Pablo Escobar, chef du cartel de Medellín, auquel elle attribue la responsabilité des récents attentats terroristes en Colombie. Dans un communiqué remis à la presse locale, les « extraditables » affirment avoir été obligés par Escobar, sous la menace de représailles contre leurs familles, de contribuer financièrement à sa « guerre personnelle ». Par ailleurs, la police colombienne a annoncé, samedi, avoir découvert au moins neuf corps dans deux fosses communes au nord ouest du pays, dans une zone contrôlée par le cartel de la drogue. — (AFP, Reuters)

■ PÉROU : cinquante-huit personnes tuées en deux jours par le Sentier lumineux. — Trente-cinq habitants de la localité de Naylam (centre du pays) ont été torturés et massacrés, vendredi 13 avril, par les guérilleros du Sentier lumineux, qui les accusaient de « collaborer avec la police ». La veille, ils avaient également, selon les premiers indices, exécuté vingt-trois trafiquants de drogue. — (AFP)

Le tragique itinéraire d'un Cambodgien depuis vingt ans

Les malheurs de Ngor

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

« Je n'ai pas la chance », répète-t-il inlassablement, le sourire aux lèvres. Ngor aurait pu être directeur de ministère et, qui sait, peut-être ministre. Ou, plus simplement, petit employé exilé en France. Mais la « chance » en a voulu autrement, comme pour beaucoup d'autres. Certains de ses camarades de classe « ont réussi ». Deux d'entre eux, par exemple, sont ingénieurs en France. En revanche, tout comme lui, un autre, un ancien officier, n'a pas eu de « chance » : pour avoir exprimé des « sentiments antivietsamiens », il a fait cinq ans de prison et, à la sortie, n'a trouvé qu'un emploi de chauffeur dans un ministère de Phnom-Penh. Ngor a fait moins bien encore : cet ancien instituteur enseigne le matin et, l'après-midi, il attend, du haut de son cyclo-poussoir, le client devant les hôtels de la capitale du Cambodge.

Sandaes, short, chemise tée usée et canotier déformé, Ngor parle suffisamment bien le français pour raconter un itinéraire, hélas ! exemplaire dans un pays dont on sous-estime toujours la tragédie. « En 1970, quand la guerre a commencé, j'étais instituteur à Kep. J'avais alors vingt-cinq ans. Les Vietcongs sont arrivés. J'ai dû m'enfuir, avec ma famille, à Phnom-Penh. » Située sur le golfe de Thaïlande, Kep était une charmante station balnéaire, aujourd'hui à l'abandon, que « Vietcongs et Khmers rouges — ils étaient alors alliés — ont occupés quand le Cambodge, après la destitution de Sihanouk, a basculé dans la guerre. Le

ministère de l'éducation nationale a alors nommé Ngor dans une école primaire au nord de Siéphon, dans le nord-ouest du pays. « Je suis originaire de Siéphon et j'y avais même une petite maison », explique-t-il.

C'est là-bas que les Khmers rouges le cueillent en 1975, quand ils occupent l'ensemble du Cambodge. Il se cache bien de parler le français, « une condamnation à mort », dit-il. Pendant quatre ans, sous Pol Pot, il charrie des excréments humains pour en faire des engrais. Avec les mains, car Pol Pot disait que cela faisait de meilleurs engrais », ajoute-t-il, le sourire toujours aux lèvres. En 1979, les Vietnamiens envahissent le Cambodge. Ngor franchit la frontière thaïlandaise toute proche comme quelques centaines de milliers de ses compatriotes. Il aurait pu alors — ainsi que l'ont fait ses amis avec succès — tenter sa « chance » en demandant l'asile en France puis qu'il est francophone. Il n'y pense pas et se laisse emmener dans le Molka, un mouvement sihanoukiste.

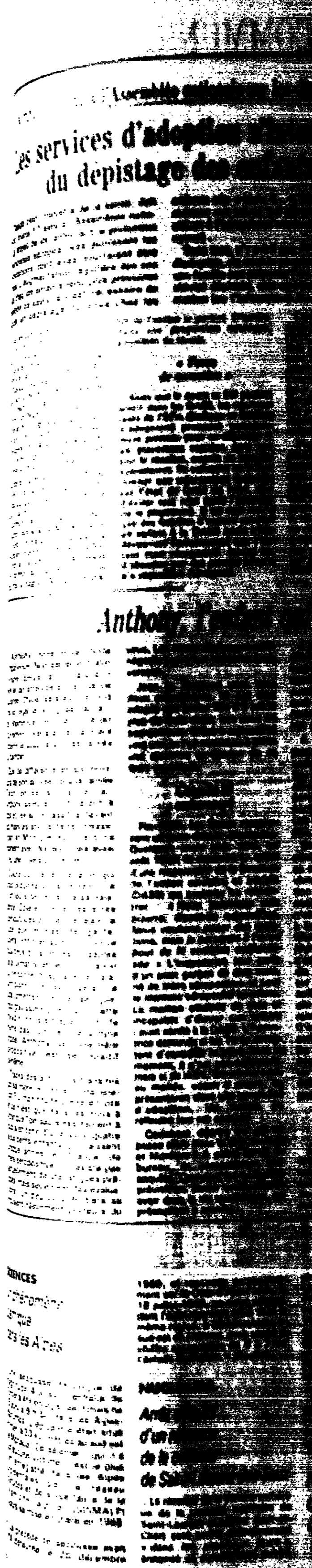
Torturé par les Vietnamiens

Peu de temps après, au cours d'une « mission » en territoire cambodgien, il se fait prendre par des soldats vietnamiens. Il assiste alors, dit-il, à une « conférence » dans la forêt. « Pas de chance », dit-il. Les Vietnamiens l'interrogent. « Ils m'ont torturé, affirme-t-il, ils m'attachaient les bras par derrière avec une corde et me suspendaient à un arbre. » Toujours le même sourire un peu triste, un peu vaincu, comme si

on ne pouvait rien face au sort. En 1983, il paie sa sortie de prison 200 grammes d'or, qu'il a empruntés et n'a pas fini, sept ans plus tard, de rembourser. « Il me reste 40 grammes à rembourser. Je vais être obligé de vendre mon étage — il a acheté, en vendant sa maison de Siéphon, les deux pièces du premier étage d'un bungalow à Phnom-Penh — et de trouver un logement plus petit ».

Ngor, âgé aujourd'hui de quarante-cinq ans, est marié et père de six enfants, dont cinq filles. Il est revenu à Phnom-Penh, dit-il, car on lui avait parlé d'un travail, en fait, il n'a rien trouvé. Le cyclo, l'après-midi, lui rapporte cinq fois plus que l'enseignement, le matin. Son corps est bardé de tatouages, souvenirs d'une vie antérieure, quand il était avec les sihanoukistes. « Sur les mains et sur la poitrine, c'est pour éviter les mines. Sur les pieds, pour éviter les balles. Sur le cou, pour éviter les balles. Sur l'effacement ? Je ne sais pas mais c'est la coutume à Siéphon », répond-il en riant, cette fois, un peu plus franchement. Ngor est persuadé que le Cambodge est victime d'un complot des Chinois, des Vietnamiens et des Khmers rouges. « Ils sont complices, dit-il. Tous nos malheurs viennent d'eux. » Il se prononce pour le retour de Sihanouk. En attendant, il guette passivement le client sous son vieux chapeau, comme s'il n'attendait rien de sa vie actuelle. « Tout se paie ici, même l'inspiration d'un enfant dans une école », dit-il. Ngor est contraint de se accommoder. C'est sa « chance », répète-t-il, en pensant à ses collègues qui coulent, à son avis, des jours heureux en France.

JEAN-CLAUDE POMONTI



Les services d'adoption du dépistage des...

Le service d'adoption... Les services d'adoption du dépistage des...

Antho... Les services d'adoption du dépistage des...

Les services d'adoption du dépistage des... Les services d'adoption du dépistage des...

سكنا من الامم

SOCIÉTÉ

Avant le débat à l'Assemblée nationale sur les discriminations touchant les séropositifs

Les services d'adoption s'interrogent sur la question du dépistage des enfants nés « sous X... »

M. Claude Evin, ministre de la santé, doit soutenir, mardi 17 avril à l'Assemblée nationale, un projet de loi renforçant la protection des personnes séropositives punissant les discriminations dont elles pourraient être victimes. L'augmentation régulière des cas de sida chez les enfants rend plus pressante la question de savoir s'il est nécessaire de pratiquer un dépistage du virus chez les

enfants nés « sous X... » (disposition permettant aux mères qui désirent confier leur enfant à l'adoption d'accoucher dans l'anonymat).

Sans test, n'y a-t-il pas de risque, en cas d'adoption, de confier un enfant séropositif à une famille non préparée ? En cas de séropositivité décelée, doit-on attendre la confirmation (ou l'infirmité) de celle-ci, avant

d'envisager de la confier à une famille ou doit-on, au contraire, lui offrir très vite la chaleur d'un foyer ? Autant de questions auxquelles tant de réponses, pour la première fois, une étude menée auprès des directions départementales de l'action sanitaire et sociale (DASS), ainsi que de l'association Enfance et familles d'adoption.

Comme le soulignent M^{me} Bernard-Putzi et les représentants de l'EFA, « l'accueil, en vue d'adoption, un tout petit, sur la vie duquel pèse une hypothèse qui ne sera confirmée qu'un an environ après l'accueil, implique une importante force de caractère ».

La promotrice de cette enquête attire l'attention sur les manifestations de rejet (dans les écoles, les crèches...), dont sont victimes les enfants séropositifs. Elle tire également la sonnette d'alarme sur le sort réservé aux familles atteintes, et notamment aux familles monoparentales. « Il faudrait organiser, dit-elle, un soutien spécial pour ces mères qui se battent contre la maladie et se voient repoussées par leur famille et leur entourage au moment où elles ont le plus besoin de chaleur. Il faut les aider à élever leurs enfants. Pourquoi ne pas imaginer une formule souple de parrainage avec des familles qui en cas de malheur pourraient alors adopter l'enfant ? »

Ch. Ch.

Le tableau iconoclaste d'un peintre vosgien

La Vierge et le mécréant

Le conseil municipal de Saint-Eloph, un village de cinq cent cinquante habitants situé dans les Vosges, a refusé de louer sa salle des fêtes à Roger Bellamy, un peintre du village, qui souhaitait y exposer, la semaine de Pâques, une peinture représentant une « Vierge crucifiée ».

SAINT-ELOPH

De notre envoyée spéciale

Robert Bellamy était jadis un enfant de chœur modeste. Aujourd'hui, il ne croit plus à « l'histoire de Jésus-Christ ». « La religion », résume-t-il, « raconte des ble-blou ». Robert ne va plus à l'église, n'adresse plus de prières aux saints, et refuse de tendre la joue à ses ennemis le frappe. « Ça ne tient pas debout », dit-il. Robert a toutefois un handicap : il habite à l'ombre de l'église de Saint-Eloph, dans les Vosges, et ses voisins n'apprécient guère que l'on plaie avec les dogmes de l'Eglise. « Cette fois, disent-ils, il est allé trop loin ».

Depuis plusieurs semaines, Robert, peintre à ses heures, prépare un secret tableau iconoclaste : une Vierge crucifiée baptisée l'Annonciation. Un fond de ciel d'orage, un visage repoussé, et une plaque de bois proclamant « INRI » dévorée par les flammes. « Je suis un peu rebelle et j'aime bien bousculer les croyances », explique-t-il. « N'y arrive pas avec les mots et les écrits, alors je le fais avec ma peinture. Là, j'ai représenté une belle femme, nue, mais pas vulgaire. La Marie, comme ils disent ».

Cette fois, le village a protesté. Doucement dans les premiers jours. Beaucoup plus fort lorsque Robert a promis, deux jours avant le Vendredi saint, de dévoiler la toile à Pâques. Certains ont cessé de lui adresser la parole, d'autres ont préféré lui promettre tous les maux de la terre au téléphone. Le maire a lui aussi perçu la colère de certains de ses administrés. « Beaucoup ont été choqués », explique Roger Souche, maire sortant depuis 1971. « Il y a ici un fond de croyance qui reste très fort. Le choix de la date a été considéré comme une provocation ».

Ravi, Robert a fait un pas de plus : la semaine suivante, il demandait à louer la salle des fêtes du village pour y exposer son œuvre durant la Semaine sainte, à deux pas des lieux de pèlerinage du diocèse. La question était alors posée au cours d'une séance du conseil municipal, le 23 mars dernier. L'affaire était grave : plusieurs élus demandaient un vote à bulletins secrets. La demande de

Roger Bellamy était rejetée : dix « non », un « oui », et deux abstentions. « Je me demande bien qui a voté oui », commenta simplement le peintre dans un sourire.

Roger Bellamy, qui a mis son tableau « en lieu sûr », a donc exposé sa Vierge crucifiée à quatre-vingt kilomètres de là, à Baccarat.

La Vierge de Saint-Eloph sera bien gardée : Roger Bellamy a promis la présence de « six lascars qui baisseront la tête quand ils passeront les portes ». De toute façon, ajoute-t-il en riant, la gendarmerie n'est pas loin.

Le martyr décapité

Un mécréant, Roger Bellamy ? Le peintre hésite un instant avant de consulter avec attention un dictionnaire. « Il se définit comme quelqu'un « qui n'a pas de religion », note-t-il. C'est tout à fait moi », dit-il. Le mécréant de Saint-Eloph part toutefois rarement en croisade contre la foi de son village. Ces dernières années, le peintre, dont la mère fait fonction de sacristain à l'église, a consacré une bonne partie de son temps à restaurer le calvaire et les lieux saints du village. « Parce qu'ils sont beaux », précise-t-il. La fontaine ornée d'un tympan du onzième siècle où le martyr décapité par les romains avait lavé son sang, en 362 après Jésus-Christ, a été décapitée et nettoyée par ses soins. La « rocaille », une excavation de roche où saint Elope, poursuivi par les Romains, se serait réfugié, a elle aussi été restaurée.

« J'aime bien ça », explique-t-il. Ce sont de beaux monuments, même si la légende de ce martyr décapité qui se promenait avec sa tête entre les mains est absurde.

Le village s'enflamme, mais le maire de Saint-Eloph, conseiller général et député UDR de 1958 à 1970, reste philosophe. Assis au bord d'une grande cheminée ornée d'une croix de Lorraine, Roger Souche soupire. « La date est mal choisie, mais chacun est libre d'exprimer son art comme il le souhaite. C'est tout de même moins grave que le film de Scorsese, la Dernière tentation du Christ. Non loin de là, le curé de Coussey, l'abbé Nicolas, s'est lui aussi résigné : « Il faut savoir relativiser les choses. La question était alors posée au cours d'une séance du conseil municipal, le 23 mars dernier. L'affaire était grave : plusieurs élus demandaient un vote à bulletins secrets. La demande de

ANNE CHEMIN

CIRCULATION

Légère baisse des accidents

Du jeudi soir 12 avril au dimanche soir 15 avril, période de départ des vacances scolaires, 98 personnes ont trouvé la mort et 2 633 autres ont été blessées dans des accidents de la route en

France. Ces chiffres sont en légère baisse (-17 % pour les décès) par rapport à la moyenne des week-ends de Pâques des cinq dernières années.

Malgré la modeste de ces résultats et le fait que 5 % seulement des véhicules arborent leur fanion, les promoteurs de l'opération « drapeau blanc » s'estiment satisfaits. En effet, le trafic routier est supérieur de 25 % à celui des années passées, les véhicules transportent en moyenne davantage de passagers et le mauvais temps n'arrange pas les choses.

Préservez votre dos fragile avec **Pirala** STRELLA

Demander conseil à votre médecin

CAPÉLOU DISTRIBUTEUR

37, Av. de la République 75013 PARIS Tél. 43-57-46-56 - Météo - PARLEMENT

Anthony, l'enfant qui ne souriait pas

Anthony, onze mois, hurle d'impatience. Non seulement son déjeuner arrive tard, mais son père le fait attendre entre chaque cuillerée. Chloé, sa sœur de cinq ans, le regarde, intriguée par tant de véhémence. Un biberon de lait hâtivement préparé par la mère ramène le sourire sur les lèvres du bambin.

Cue de différence en six mois. Lors de son arrivée dans la famille Toron, en septembre dernier, Anthony semblait indifférent à tout et restait impassible devant les manifestations de tendresse. Jean et Monique évoquent ce moment avec douleur, mais aussi avec une colère contenue.

Colère contre le médecin qui avait ordonné un isolement, de vingt jours de l'enfant à sa naissance. Colère contre des aides puéricultrices qui ne prenaient le bébé que munies de gants. Colère, enfin et surtout, contre tous ceux qui sont responsables de la formation et de l'information du personnel hospitalier et laissent planer une psychose sur le sida, omettant de préciser que, pour gravissime qu'elle soit, cette maladie ne s'attrape tout de même pas comme une simple grippe : Anthony, né d'une mère séropositive, est séropositif lui-même.

Traces des anticorps transmis par sa mère ou réelle contamination ? L'incertitude plane encore et ce n'est que dans les mois à venir que l'on saura exactement à quoi s'en tenir. Sur environ quatre à six cents enfants qui naissent chaque année, en France, de mère séropositive (il n'existe pas actuellement de statistiques précises, mais seulement des évaluations), un peu plus du tiers se trouvent réellement porteurs du

virus. Les autres deviennent séronégatifs avant leur troisième anniversaire.

Jean et Monique sont tous deux enseignants. Ils ont déjà adopté une petite fille d'à peine plus de trois mois, née avec un bec-de-lièvre. Chloé a aujourd'hui cinq ans, et l'on remarque à peine une cicatrice au-dessus de sa lèvre supérieure.

Coup de fil embarrassé

Fin 1988, les Toron remplissent un autre dossier d'adoption. Quelques mois plus tard, en août 1989, ils reçoivent un appel d'une responsable de la Direction de l'action sanitaire et sociale (DASS) qui souhaite les rencontrer : « Nous trouvons cela bizarre, disent-ils aujourd'hui. Nous voulions poser des questions, mais la personne à l'autre bout du fil semblait embarrassée. » L'inspectrice leur parle d'un petit garçon de cinq mois, né de mère séropositive et pour le moment séropositif lui-même. La maman atteinte du sida et incapable d'élever son enfant l'avait confié à la DASS. L'inspectrice demande si les Toron acceptent d'accueillir le bébé. Pour le moment, il n'est pas adoptable, mais si sa mère, elle-même seule au monde, venait à mourir, se présenterait alors une possibilité d'adoption. Un temps de réflexion leur est accordé.

Comment décrire ce qui se passe alors dans la tête de Jean et Monique ? A peine sortis du bureau, ils commencent leur enquête. Connaître les évolutions prévisibles. Savoir quelle attitude avoir dans la vie quotidienne, les précautions à prendre...

« La situation était un peu folle », disent les Toron. Nous enquêtons sur un enfant que nous ne connaissons pas, dont nous n'étions pas certains d'obtenir la garde. Et en même temps, nous avions l'impression qu'il faisait déjà partie de la famille. »

A la fin de la journée, ils ne peuvent plus envisager de ne pas accueillir Anthony. La rencontre a lieu à la pouponnière. A part deux aides puéricultrices, toutes les personnes qui s'en approchent portent des gants, un masque et une longue blouse. L'enfant ne rit pas, ne sourit pas.

Dire que les jours qui suivent sont faciles serait mensonge. Malgré sa séropositivité, Anthony peut vivre normalement, sans précaution particulière, sauf en cas de coupure et de saignement. Il n'empêche qu'un moindre rhume, la moindre diarrhée, Jean et Monique ont passé, passent tous les jours des nuits blanches. Et si c'étaient les signes de la maladie ? « Nous avons vécu rapidement sur nous-mêmes. On n'osait pas solliciter la famille, que pouvait-elle comprendre ? » Seul le parrain pressenti s'est refusé. C'était pourtant un vieil ami, catholique croyant et pratiquant. De même, une autre amie a dû faire de gros efforts pour surmonter ses craintes de voir ses enfants contracter la maladie en jouant avec Anthony.

Garder le secret

L'enfant doit passer régulièrement des tests pour évaluer le taux d'anticorps dans son sang. Les jours qui précèdent la prise de sang et tous ceux qui suivent, jusqu'au résultat du test, environ

trois semaines plus tard, ressemblent à une longue torture. Ne pas y penser ? Facile à dire. Rien n'rite plus les Toron que les bonnes âmes qui leur disent : « Heureusement ce n'est pas votre fils. » Comme si l'attachement, l'amour pour un enfant étaient conditionnés par les liens du sang !

Anthony va à la crèche. Le personnel ignore son état. Seuls la directrice et le pédiatre sont au courant, car il ne doit pas être vacciné contre la tuberculose. Le BCG peut en effet activer la maladie. « Nous avons préféré garder le secret », disent ses « parents ». La pédiatre nous l'a conseillé car, sauf circonstances exceptionnelles, Anthony n'est pas contagieux. « Pour rester le plus possible dans l'anonymat, ils ont démissionné ».

Depuis plusieurs années, Monique milite à l'association Enfance et familles d'adoption (1). Elle a découvert la détresse des parents séropositifs, touchant leurs enfants également positifs, et plus spécialement celle des femmes seules. « Non seulement elles doivent faire face personnellement à cette maladie, dit Monique, mais elles affrontent quotidiennement les regards lourds de reproches de l'entourage ainsi que les multiples manifestations de rejet. Lorsqu'elles ont le malheur de dire la vérité, elles ne trouvent personne pour garder les enfants... » Elle aimerait participer à la création d'une association qui aiderait ces parents et leurs enfants victimes du sida.

CHRISTIANE CHOMBEAU.
(1) Enfance et familles d'adoption : 35, rue Saint-Georges, Paris 75009. Tél. : 45-26-90-73.

REPÈRES

dimanche 15 avril, par la direction. La puissance de cette tranche a été réduite à 50 % de sa puissance nominale à partir du samedi 14 avril à 10 heures afin d'utiliser au mieux l'énergie restant à produire par le réacteur, qui est ainsi entré dans sa phase finale d'exploitation après vingt et un ans de fonctionnement, précise le texte.

Ce réacteur appartient à la filière graphite-gaz, dont les derniers exemplaires en fonctionnement doivent être progressivement arrêtés. — (AFP)

Protestation suisse contre le redémarrage de Superphénix

Le Conseil d'Etat du canton de

NUCLÉAIRE
Arrêt définitif d'un réacteur de la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux

Le réacteur de la tranche numéro 1 de la centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux (Loir-et-Cher) sera arrêté définitivement « dans les prochains jours », annonce un communiqué publié,

SCIENCES
Un phénomène sismique dans les Alpes

Une secousse tellurique de magnitude 4,8 sur l'échelle de Richter a été enregistrée dimanche 15 avril à 9 h 50 dans les Alpes-Maritimes. L'épicentre était situé en mer, à 30 kilomètres au sud-est de Monaco. Ce séisme — qui n'a fait aucune victime — est le plus fort enregistré dans les Alpes occidentales et de surveillance de la sismicité alpine (SISALP) depuis sa mise en place en 1968.

La précédente secousse avait été détectée, le 26 décembre

AFRIQUE

Les élections locales

Le FLN et les islamistes

Le FLN algérien a remporté la victoire aux élections locales du dimanche 12 avril. Le parti a obtenu la majorité absolue dans les 1 500 communes du pays. Les islamistes, qui ont obtenu 15 % des voix, ont été éliminés. Le FLN a également remporté la majorité absolue dans les 150 communes de la capitale, Alger. Les islamistes ont obtenu 15 % des voix. Le FLN a également remporté la majorité absolue dans les 150 communes de la capitale, Alger. Les islamistes ont obtenu 15 % des voix.

AFRIQUE DU SUD

D'anciens membres de l'ANC ont été torturés par leur propre mouvement

reconnait M. M.

Les dirigeants du mouvement de libération de l'apartheid ont reconnu que certains de leurs anciens membres ont été torturés par leur propre mouvement. M. M. a déclaré que ces tortures ont été commises par des membres du mouvement de libération de l'apartheid. M. M. a déclaré que ces tortures ont été commises par des membres du mouvement de libération de l'apartheid.

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Un projet pour réduire d'un quart les effectifs de l'armée de terre

Le projet de loi présenté par le président Bush vise à réduire d'un quart les effectifs de l'armée de terre. Le projet de loi vise à réduire d'un quart les effectifs de l'armée de terre. Le projet de loi vise à réduire d'un quart les effectifs de l'armée de terre.

COLUMBIE

Le projet pour réduire d'un quart les effectifs de l'armée de terre

Le projet de loi présenté par le président Bush vise à réduire d'un quart les effectifs de l'armée de terre. Le projet de loi vise à réduire d'un quart les effectifs de l'armée de terre. Le projet de loi vise à réduire d'un quart les effectifs de l'armée de terre.

SOCIÉTÉ

A la suite d'un chantage à la contamination

Le laboratoire pharmaceutique SKF-France retire de la vente une partie de sa production

Victime d'un chantage au sabotage, assorti d'une demande de rançon, le laboratoire pharmaceutique SKF-France (Smith Kline and French) a décidé, samedi 14 avril, de retirer de la vente en France tous ses produits livrés depuis le 15 mars 1990, provenant de son usine de Limay (Yvelines).

affirmait avoir pollué avec un produit toxique. L'analyse a montré que la bouteille de Zentel (traitement contre les parasites intestinaux), ainsi désignée, contenait effectivement des traces d'acide sulfurique.

Le Synthol sous surveillance

L'affaire a commencé le 3 avril. Après « deux ou trois appels vagues reçus par des secrétaires », un maître chanteur réclame à la direction de ce laboratoire, filiale française du groupe pharmaceutique américain du même nom, le versement d'une somme de 6 millions de francs sous la menace d'une contamination des produits fabriqués à Limay.

La société ayant ignoré ce chantage, le correspondant anonyme a rappelé le 10 avril dernier, en fournissant, cette fois, « des précisions matérielles qui donnaient corps à sa menace », explique M. Philippe Morin, directeur des ressources humaines de la firme. Le maître chanteur a en effet donné toutes les indications nécessaires pour que la direction puisse retrouver, dans les stocks de l'usine, un flacon qu'il

Par précaution, une procédure d'urgence a été déclenchée dès le 12 avril par la direction de la pharmacie et du médicament au ministère de la santé pour retirer de la vente les médicaments suspects. « Elle consiste à prévenir le conseil national de l'ordre des pharmaciens qui dispose d'une lettre-type prête à être adressée, une fois complétée, à tous les pharmaciens de France, quel que soit leur mode d'exercice », précise-t-on au ministère. « Cet envoi postal est doublé de l'envoi de télégrammes à l'ensemble des grossistes, par lesquels transitent les médicaments, et aux conseils régionaux de l'ordre, qui alertent de leur côté, eux aussi, les pharmaciens. »

« Seuls les médicaments livrés après le 15 mars et produits dans la seule usine de Limay » sont concernés, souligne M. Morin. Une trentaine de spécialités parmi lesquelles

contre le Zentel — figurent le fameux Synthol, une solution antiparasitaire et analgésique très populaire en France, utilisée pour des frictions ou des bains de bouche, et le Tagamet, un anti-ulcéreux mondiallement connu. L'exportation du Zentel, — utilisé surtout dans les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud — a, par ailleurs, été gelée, et la société procédera au rapatriement des stocks qui ont été fabriqués depuis le 17 mars. Toute la production de l'usine de Limay a été temporairement arrêtée. La direction de la compagnie précise que sa seconde usine, située à Pessac (Gironde), n'a pas été menacée. Sa surveillance a été renforcée, et sa production (notamment une partie du Tagamet) continue d'être commercialisée. Afin d'éviter les ruptures de stocks chez les pharmaciens, SKF-France a mis en place une procédure d'approvisionnement des grossistes avec des produits ne provenant pas des réserves menacées par le maître-chanteur.

Une plainte a été déposée, et l'enquête, confiée à la brigade de répression du banditisme. La direction de la police judiciaire se refuse cependant à toute déclaration.

A Hendaye (Pyrénées-Atlantiques)

Incidents et divisions lors de la « Journée de la patrie basque »

La fête de l'Aberti Eguna (jour de la patrie basque) a donné lieu à des incidents, dimanche 15 avril, à Hendaye (Pyrénées-Atlantiques). Traditionnellement célébrée à Pâques, la fête a réuni plus d'un million de Basques français. Les premiers incidents ont éclaté lorsque le cortège s'est dirigé vers la frontière franco-espagnole. Divers projectiles ont alors été lancés sur les membres des CRS. La police a chargé les manifestants alors que deux nationalistes en casque commençaient d'incendier des drapeaux français et espagnols, sur le pont Saint-Jacques, poste frontière entre les deux pays.

Des divisions politiques sont apparues au sein d'une manifestation qui se voulait unitaire. Devant la mairie d'Hendaye, en fin de journée, le discours du représentant de l'Eusko alkartasuna (dissident en Espagne du

Parti national basque, de centre droit) a été conspu par les sifflets émanant du collectif Barroka eguna, qui réunit des nationalistes d'extrême gauche. Des altercations entre les tenants de ces deux groupes s'étaient déjà produites tout au long de la journée.

Les représentants de l'Eskereko mugikundua abertzalea et de l'Euzko batasuna (gauche) ont, quant à eux, évoqué les récentes arrestations de Français, membres de l'ETA. Exprimant leur solidarité aux prisonniers et à leurs familles, ils ont donné lecture d'une lettre adressée au ministre français de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, selon laquelle « le gouvernement français avec sa politique de soutien à son homologue espagnol », prend « le risque de voir s'élargir le conflit et d'y être lui-même entraîné ».

A Evry (Essonne)

Un jeune beur blessé pour une cigarette

Un jeune beur a été grièvement blessé par un adolescent armé à Evry (Essonne) dans la nuit du mercredi 11 au jeudi 12 avril. La victime, Abdelhak Meguedda, d'origine algérienne, âgé de vingt ans, a reçu quarante-deux petits plombes dans le visage et risque de perdre l'œil gauche. Son agresseur, Frédéric Paquin, âgé lui aussi de vingt ans, a été interpellé, placé en garde à vue puis relâché. Selon les témoins, les deux jeunes se seraient disputés pour une cigarette. Les témoignages des deux parties diffèrent totalement, et les deux familles ont porté plainte. L'une affirme qu'il s'agit de « coups et blessures avec arme », l'autre assure que « les amis du jeune Algérien sont venus jusqu'à devant porte et ont menacé de tuer leur fils et de nous tuer nous-mêmes ». SOS-Racisme « s'indigne » de cette agression. Une violence qui, selon l'organisation, « n'est pas le fait du hasard, mais celui du climat qui aggrave les discours irresponsables et l'absence d'une politique sociale ».

POINT DE VUE : la polémique sur l'arrêt Nucci

Les basses œuvres de la Haute Cour

par M^{me} Christine Courrégé et Jean-Paul Lévy

Il y a plus de quinze ans, dans une grande ville de province, un jeune juge, de ceux que l'on appelle alors (rouges), fit entrer dans son cabinet d'instruction un journaliste. L'imprudent faillit y laisser sa carrière.

On aurait pu penser que cinq conseillers à la Cour de cassation, vieillissant sous le harnais grâce à la collégialité et à l'expérience, seraient plus respectueux de la loi. Il n'en est rien. On le sait aujourd'hui puisque les membres de la commission d'instruction de la Haute Cour de justice ont organisé, en même temps que le prononcé, les fuites de leur propre décision concernant M. Christian Nucci.

Que penser de ceux qui composent une juridiction unique en France et dont les arrêts sont sans recours, lorsqu'ils se muent en échottiers pour les commenters et soulignent les bons endroits ? Juge ou journaliste, il faut choisir.

En tout cas, le mélange des genres est hâfessable, surtout quand il s'accompagne d'une désinformation. En effet, les cinq auteurs du communiqué du 4 avril ont passé sous silence deux informations d'importance : ils ont rendu un non-faut ; l'ancien ministre ne s'est pas enrichi personnellement. Cette réticence est loin d'être innocente. Ne craignons pas de le dire, elle est malhonnête.

Devrions-nous, à notre tour, pour rétablir les droits de la défense ainsi violés au mépris du devoir de réserve le plus élémentaire, faire savoir au public que si injustice il y a, ce n'est peut-être pas dans le sens que suggèrent les cinq magistrats ? Expliquer comment ils ont négligé d'effectuer les investigations sollicitées par la défense en faveur de M. Nucci, dont certaines auraient sans doute embarrassés ?

Démontrer que c'est en violation d'un principe immuable du droit français, selon lequel le doute profite à l'accusé, qu'ils ont pu écrire dans leur communiqué de préjugement : « Il est établi que... » ?

Passe encore que le secret de l'instruction soit une nouvelle fois violé — il l'a tant été déjà, notamment dans cette affaire — mais que ceux qui ont constitué l'ensemble de la charge d'établir la vérité la ferdent au point de la rendre méconnaissable, c'en est trop.

Enfin, dans une démocratie, la loi est l'expression de la volonté générale. Il n'est pas dans le pouvoir du juge d'interdire son application pas plus qu'il ne lui est possible de porter la discrédit sur le législateur. Là encore, il s'agit d'une mauvaise action.

Des juges parfaits

Le public doit savoir que ce que l'on souhaite présenter comme une manifestation d'indépendance n'est autre en réalité que celle d'une incommensurable lâcheté.

La commission d'instruction a préféré se défaire sur les politiques que, pour une fois, n'étaient pas

responsables. Ses membres le savent si bien d'ailleurs qu'ils n'ont nullement usé de la faculté qu'ils avaient toujours de refuser de juger, de se « déporter » en termes juridiques, si véritablement, ils estimaient qu'on leur faisait appliquer une loi scélératesse. Le temps n'est plus pourtant où il y avait du danger à le faire ; il n'y a plus que du courage qui, pour être suffisant, n'en est pas moins nécessaire.

Pourquoi tant d'empressement à se démerquer des politiques ? Un tel souci est bien suspect : à force de crier au loup... Car, à cet égard, les choses sont claires aujourd'hui. Nous ne pouvons que nous féliciter que les masques soient tombés : si, depuis deux ans, nous avons patiemment et sans relâche tenté de remettre sur des rails strictement juridiques et judiciaires une affaire à scandale, nous nous portait à croire que nous étions trahis par des juges partiaux.

Et si, au cours de l'instruction, seuls certains d'entre eux eurent la maladresse de se dévoiler, depuis le 4 avril, il n'y a plus aucune équivoque pour personne : la décision rendue ne peut plus être considérée comme une décision de justice ; il s'agit d'une décision rendue par des magistrats partisans parce que sortis de leur rôle.

► M^{me} Christine Courrégé et Jean-Paul Lévy, avocats à la cour, défendent M. Christian Nucci devant la commission d'instruction de la Haute Cour.

COMMUNICATION

« Budgets Famille » en France, nouvelles éditions en Europe de l'Est

Seconde naissance du « Reader's digest »

En 1922, quand deux enfants de pasteurs presbytériens, DeWitt Wallace et son épouse Lila créent le Reader's Digest aux Etats-Unis, leur volonté est clairement affichée. Leur journal, écrit-ils dans leur premier numéro, est destiné à « aider les lecteurs à s'améliorer mentalement, matériellement et spirituellement ». Le mensuel typiquement américain a vite connu le succès et a essaimé dès 1938 en Grande-Bretagne et en 1947 en France, où il prend le titre de Sélection du Reader's Digest.

Sous la férule de la Reader's Digest Association, son éditeur, le mensuel au format de poche a conquis cent millions de lecteurs à travers ses trente-neuf éditions publiées en quinze langues, qui drainent vingt-huit millions d'acheteurs. Cette bonne fortune éditoriale se traduit par un chiffre d'affaires global de 1,8 milliard de dollars en 1989 (plus de 10 milliards de francs) et au bénéfice après impôt de 207 millions de dollars (1,2 milliard de francs). Une partie du capital du groupe a été introduite à la Bourse de New-York, en février où il a provoqué une ruée des spéculateurs. Pourtant, depuis 1947, le groupe n'avait plus créé de nouveaux journaux ni implanté de nouvelles éditions.

L'an dernier, le groupe a donc

décidé de renouer en s'attaquant à l'Europe. Dès 1989, il achète le mensuel britannique Money (15 000 exemplaires vendus), mais c'est la France qu'il a choisie pour cible. Sélection du Reader's Digest y marche bien : l'édition française a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires de 897 millions de francs et un bénéfice de 82 millions de francs.

Le 10 avril, le porte-parole de la Reader's Digest Association a donc annoncé le lancement en octobre d'un nouveau magazine mensuel, Budgets Famille. Ce nouveau périodique visera les familles à haut et moyen revenu, auxquelles il apprendra dans la tradition didactique et positive du Reader's Digest à gérer leur budget, leur éducation, leurs vacances, ainsi que leurs emprunts ou leur épargne, grâce à des enquêtes et des conseils pratiques. « Nous sommes confiants, cette publication répond à une demande », a assuré Bruce Trachtenberg, le porte-parole de l'association, tandis qu'Henri Capdeville, patron de l'édition française, affirme que le nouveau titre sera le seul du genre, « et les journaux économiques français s'occupant des affaires financières des individus, mais ne couvrant pas celles de la famille ».

L'objectif est de vendre 100 000 exemplaires dès le pre-

mier numéro et d'atteindre rapidement les 300 000. Le nouveau magazine sera vendu par abonnement et en kiosque, ce qui est quasiment une première. Sélection du Reader's Digest diffuse en effet 95 % de sa vente en France (1 000 000 exemplaires selon l'éditeur) par abonnement, un domaine dans lequel le groupe américain est particulièrement expert, grâce à sa bonne connaissance de la technique du publi-postage et des banques de données.

Mais le Reader's Digest ne s'arrêtera pas là. Il compte implanter de nouvelles éditions en Europe de l'Est. En mars, le magazine américain a procédé à une distribution gratuite d'exemplaires de son édition en langue allemande en RDA. Comme d'autres journaux occidentaux, il propose des abonnements préférentiels à ses lecteurs ouest-allemands, au bénéfice de leurs voisins de l'Est. Et il discute actuellement avec d'autres pays — la Hongrie, la Tchécoslovaquie, etc. — intéressés par ce modèle journalistique de l'american way of life. Enfin, le groupe examine les possibilités de créer un Reader's Digest en russe.

YVES-MARIE LABÉ

La mort de l'éditeur René Hilsum

Un « découvreur »

L'éditeur René Hilsum, qui publia notamment, dans les années 20, les surréalistes, est mort samedi 14 avril à Paris à l'âge de quatre-vingt-seize ans. Ses obsèques seront organisées par les éditions Messidor, dont son fils, François Hilsum, est le directeur général.

Ami des surréalistes, éditeur militant communiste infatigable, René Hilsum semblait indestructible, tant il avait survécu à tout : à deux guerres mondiales, à la déportation à Mathausen. Rien ne paraissait altérer son appétit de vivre. Seule la baisse de sa vue, qui l'empêchait de lire et le condamnait vers la cécité, lui faisait dire, dans ses dernières années : « Si je ne vois plus, je préfère que « cela » s'arrête ».

Cet homme très séduisant était le fils d'un Néerlandais et d'une femme d'origine polonaise. Il avait grandi à Paris dans le milieu des exilés juifs polonais. Avec son ami André Breton, ainsi qu'avec Louis Aragon et Philippe Soupault — décédé le 12 mars dernier, — il lança la revue Littérature, après la fin de la première guerre mondiale. Dans la foulée de la revue, il créa les Editions du Sans Pareil. Les noms

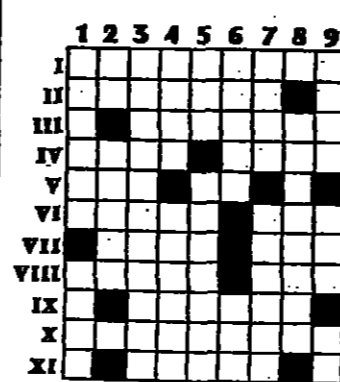
figurant à son catalogue ont de quoi faire rêver les éditeurs débutants : Aragon et Breton bien sûr, mais aussi, pour n'en citer que quelques autres, Tzara, Gide, Conrad, Cocteau, Valéry, Carco, Martin du Gard. Dans sa librairie de l'avenue Kléber, il organisait des expositions de peinture. Les noms à l'affiche, font, eux aussi, rêver : Picasso, Chagall, Modigliani, Ernst...

En 1929, « la dernière année florissante du Sans Pareil », disait-il, René Hilsum faisait une découverte : « sans étonnement en entendant la parole ». Il publiait un court récit écrit par une personne de vingt-six ans, dont le pseudonyme ne permettait pas de deviner s'il s'agissait d'un homme ou d'une femme. Le livre s'appelait Alexis ou le traité du vain combat et l'auteur signait « Marg Yourcenar ». René Hilsum ne publia que ce premier roman de Marguerite Yourcenar, car le Sans Pareil cessa ses activités. C'est après la seconde guerre mondiale que René Hilsum entra à la direction des Editions sociales, où il devait demeurer quelque trente ans, avant d'avoir, comme il le précisait en s'autosauvant « une tardive [et pas du tout inactive] retraite, due à ma longévité ».

Jo. S.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5240



Des malades qui ont besoin de distractions. — 4. S'intéressa à la densité de l'eau. Adjectif parfois utilisé quand on est à la boue. — 5. Bien ramusé. Mit dans l'ambrosie. — 6. Peut être considéré comme l'ancêtre du gorille. L'esprit anglais. — 7. Une lignée de peintres. A la grosse tête. — 8. N'est pas une mauvaise herbe. — 9. Tout le quartier peut y être accroché. Pour y aller, il faut au moins avoir le bac. Degré.

Solution du problème n° 5239

Horizontalement

I. Perforatrice. La. — II. Oser. Ruses. — III. Dossiste. Ondées. — IV. Ope. Noire. Dés. — V. Léo. Ici. Ars. Ce. — VI. Tortueuse. Art. — VII. Gué. Roselet. — VIII. Ur. Actéon. Cône. — IX. Etiquette. Ulves. — X. Inule. Isoloir. — XI. Acné. Set. Vernis. — XII. Ra. Du. Sésame. Et. — XIII. Minutes. Nla. — XIV. Eric. Ténor. Torr. — XV. Sensée. Abeilles.

Verticalement

1. Podologue. Armes. — 2. Esops. Unicaire. — 3. Risette. Inn. — 4. Fie. Oé. Aqueduc. — 5. Orin. Recul. Ut. — 6. Soit. Tees. Eté. — 7. Articulé. Esse. — 8. Tur. Oite. Na. I. — 9. Ri. Umes. Snob. — 10. Ino. Aso. Ovaire. — 11. Cendres. Uéma. — 12. Eudes. Eclora. Tl. — 13. Ses. Alevin. Bol. — 14. Lee. Crépère. Ré. — 15. Assiettes. Stars.

GUY BROUTY

UNE CHARTE POUR L'EUROPE L'UTOPIE

DE THOMAS MORE.
LE « MONTAIGNIEN ANGLAIS ».
TEXTE INTÉGRAL, traduit, commenté, traduit par André Fribourg, docteur en lettres, professeur de l'Académie.
L'Europe des Mers : mer du Nord, océan Atlantique, Méditerranée, la Manche : l'ensemble européen et les traités, sciences, économie, vie de l'esprit, philosophie, religion, relations internationales : l'Europe.
UNE ÉDITION D'ART qui reproduit l'œuvre de l'original : titres et illustrations par Holbein, vignettes, cartons, gravures de portraits. Notes. Tables. Livres. Index. 780 pages.
LE LIVRE A COTÉ D'UNE CHARTRE.
Stipendié par le Centre de l'Europe. Par poste, commandé par CDP. A. P. 1462.612.2 Lila ou par chèque ou mandat postal en francs français à l'ordre de A. Fribourg, 16, avenue des Fleurs, 93110 LA MAIRIE.
LE LIVRE LIVRÉ PAR POSTE, emballé à votre adresse. Pour envoi recommandé, ajouter 20 F.
Tél. : 20-55-29-16. Délivré sur demande.

سكنا من الامم

CULTURE

La mort de Greta Garbo

Suite de la première page

A la mort de son père, en 1920, elle doit travailler pour aider sa famille. Elle est employée chez un barbier, puis vendue au rayon de mode d'un grand magasin. Jolie, fraîche et rondelette, elle pose pour le catalogue de l'établissement puis figure dans deux courts métrages publicitaires qui, en 1922, attirent l'attention d'un producteur-réalisateur, Erik A. Pettschler. Il lui confie un petit rôle fantaisiste dans *Pierre le vagabond*. Très désireuse de devenir actrice, Greta Gustafsson se fit inscrire à l'Académie royale d'art dramatique de Stockholm, où elle travaille avec obstination. En 1923, elle est convoquée, pour un bout d'essai, aux studios de la Svensk Filmindustri. Mauritz Stiller y prépare une adaptation d'un roman célèbre de Selma Lagerlöf : *la Légende de Gösta Berling*. Né en 1883 en Finlande, « russifié », Stiller, est alors, avec Victor Sjöström qui vient d'être appelé à Hollywood, le maître d'un cinéma suédois en plein âge d'or.

Personnage étrange et mégalo-mane, Stiller est obsédé par l'idée de créer une star idéale, une actrice « telle que le monde n'en avait jamais connue ». Il donne à la jeune débutante le second rôle féminin - Elizabeth Donna - de *la Légende de Gösta Berling*, change son nom de Gustafsson en Garbo et lui accorde, pendant le tournage, une attention particulière. Après le succès du film en Allemagne, un producteur berlinois propose un contrat au prestigieux Stiller. Il accepte, à condition que

Greta Garbo soit engagée avec lui. Dès cette époque, elle se laisse guider par le metteur en scène. Mais après une aventure extravagante et ruineuse pour le tournage d'un film à Constantinople, Stiller est obligé d'être « cédé » Garbo à Georg Wilhelm Pabst qui, en 1925, en fait la vedette de *la Rue sans joie* auprès de la star danoise Asta Nielsen et de Waleka Gert.

Le film de Pabst lance Garbo en Europe. Lors de sa présentation, au début de 1926, au Studio des Ursulines, à Paris, les surréalistes, envoûtés, célèbrent la Suédoise comme le mythe de l'amour fou, la « femme fantôme » des *Chansons de Maldoror*. Louis B. Mayer, le grand patron de la MGM, avait vu la *Légende de Gösta Berling* au cours d'un voyage à Berlin. Admirant l'art de Mauritz Stiller, il l'engage. De nouveau, Aller exige un contrat pour Greta Garbo.

Il s'agit de deux ans aux États-Unis en juillet 1925. Après un essai qui ne donne satisfaction à personne, la MGM se montre peu pressée de faire tourner Greta Garbo. A Hollywood, Stiller et l'actrice se retrouvent désœuvrés, désemparés. Pourtant, les photographes prises par Arnold Genthe, photographe de magazines new-yorkais, impressionnent Mayer et son directeur de production Irving Thalberg. Il y a bien « quelque chose » en Greta Garbo. On lui fait arranger les dents (qu'elle avait trop écartées) et les cheveux, on lui donne son premier rôle hollywoodien, en 1926, dans *le Torrent*, tiré d'un roman de Blasco Ibanez. A la grande déception de Stiller et de l'actrice, la réalisation est confiée à Monta Bell. Le film a un grand succès commercial. Flairant le film, la MGM fait aussitôt en production une autre histoire mélodramatique de Blasco Ibanez, la *Tenatrice*.

La Divine

Cette fois, Stiller est chargé de la mise en scène. Sa façon dictoriale de se comporter sur le plateau le fait, très vite, renvoyer par Irving Thalberg, et remplacer par Fred Niblo. Le triomphe de *la Divine* (on a pris l'habitude de ne la désigner que par son nom) est, pour elle, assombri par la mise à l'écart de Stiller. Elle lui doit tout, il lui fait répéter toutes les scènes avant le tournage mais ils ne travaillent plus jamais ensemble. Si la star idéale rêvée par Stiller est une réalité, le mérite en revient à la MGM. On peut imaginer le déchirement de ce créateur dépossédé. Il passe à la Paramount où il réalise deux films avec Pola Negri : *Hôtel Impérial* en 1926 et *Confession* en 1927. Et cette année-là, Garbo, qui a obtenu de la MGM un contrat de cinq ans, financièrement avantageux, atteint sa gloire de séductrice et de grande amoureuse dans *la Chair et le Diable*, de Clarence Brown et *Love*, (version modernisée et abrégée de *Anna Karenine*), d'Edmund Goulding. Elle y a pour partenaire John Gilbert, acteur du genre « séducteur



Greta Garbo (1931)

latin », qui s'est épris d'elle. Leur « idylle », vraie ou inventée, servira la publicité et la carrière de ces deux films.

Stiller, malade, se fâche avec la Paramount et regagne la Suède sans avoir dirigé, comme il l'avait espéré, Garbo dans *Une femme divine* qui réalise son compatriote et ami Victor Sjöström (Scandinavien aux États-Unis). Il meurt à Stockholm le 8 novembre 1928, âgé de quarante-cinq ans. Garbo en a vingt-trois. Elle vient de tourner, sous la direction de Fred Niblo, *la Belle Ténébreuse*. De ses rapports réels avec Mauritz Stiller, on n'a jamais rien su de précis, même si, en 1932, l'hebdomadaire français *Pour vous* publie la nouvelle d'un mariage secret qui les aurait unis à Constantinople en 1924. « Information » que les historiens n'ont pas retenue. En 1929, Garbo tourne ses derniers films muets : *Intrigues*, de Clarence Brown, *Terre de volonte*, de Sidney Franklin, *le Droit d'aimer*, de John S. Robertson, et *le Baiser*, de Jacques Feyder, alors fixé à Hollywood.

Le mystère Garbo commence en fait vers 1927, avec la consécration de la star par *la Chair et le Diable*. A ses débuts, Garbo s'était prêtée à quelques interviews d'ailleurs insignifiantes. Brusquement, elle trace une ligne de démarcation très nette entre sa vie au studio et sa vie privée, se met à fuir les journalistes et les chasseurs d'autographes, change

souvent de résidence (cachant même parfois, son adresse à la MGM), s'affuble de manteaux informes, de grands chapeaux qui cachent son visage, et de chausures d'homme, pour passer inaperçue dans les rues. Solitaire et secrète, elle fréquente très peu les « parties » de Hollywood d'où elle disparaît aussi vite qu'elle apparaît.

Elle est le « sphinx suédois », la « Divine » (surnom venu du film de Sjöström), elle avance dans la vie masquée, l'astuce de la MGM va être de tirer parti du mystère où elle s'enferme. On lui fait jouer des rôles de femmes fatales, d'aventurières, portesses de passions ravageuses sous la houlette de réalisateurs maison sans grande personnalité (sauf Clarence Brown). Les metteurs en scène sont chargés de mettre en valeur son extraordinaire photogénie (à cet égard, le mythe Garbo doit beaucoup à William Daniels qui du muet au parlant « éclaire » presque tous ses films), son merveilleux visage traversé de frémissements.

Elle parle

L'avènement du parlant, annoncé dès 1927 par *le Chantier de jazz* (production Warner), et devenu en 1930 une nécessité, pose une véritable affaire d'Etat.

Bien des acteurs d'origine étrangère ou dont la voix ne correspond

pas au physique ont leur carrière brisée. Garbo va-t-elle disparaître ? On attend, dans la fièvre, les résultats d'*Anna Christie*, de Clarence Brown (d'après une pièce d'Engelne O'Neill). L'entrée de Garbo a été soigneusement retardée et préparée pour entretenir le suspense de ses premiers mots. Elle parle, c'est le miracle. Le cap est franchi et Jacques Feyder dirige une version allemande d'*Anna Christie*.

Le cinéma parlant ajoute au mythe Garbo la dimension d'un jeu dramatique extrêmement épuré et une ambiguïté sans doute plus troublante. Avec sa voix grave, la star, chargée de rôles romantiques marqués par l'amour et la fatalité, renforce encore son mystère. D'autant qu'elle trouve en face d'elle une redoutable concurrence en la personne de Marlene Dietrich qui, après *l'Ange bleu*, réalisé en Allemagne par Josef von Sternberg, est devenue la star royale de la Paramount. Au début des années 30, Marlene reprend le même genre de rôles que Garbo a interprétés dans les années 20, mais elle a en Sternberg un Pygmalion qui crée un univers plastique et déliant à la mesure de son aura érotique. Pour Garbo, *Romance*, de Clarence Brown, en 1930, *l'Inspiratrice* (du même réalisateur), *la Courtisane*, de Robert Z. Leonard, *Mata Hari*, de George Fitzmaurice, en 1931, *Grand Hôtel*, d'Edmund Goulding, et *Comme tu me veux*, de Fitzmaurice, en 1932, sont un peu des

contreparties des films de Marlene Dietrich, sans le génie propre à Sternberg.

Mais après le renouvellement de son contrat, Garbo va trouver l'épanouissement total de son propre personnage dans des rôles à costume où sa fascination, son irrésistible beauté restée intacte à la trentaine, s'ennoblit de hiérarchie et la portera à la tragédie intérieure des amours impossibles : *la Reine Christine*, de Ruben Mamoulian (1934) où elle fait engagé son ancien partenaire, John Gilbert, acteur déchu, *Anna Karenine* - le vrai roman de Tolstoï, cette fois - de Clarence Brown (1935), *le Roman de Marguerite Gautier*, de George Cukor (1936) où elle pulvérise toutes les interprétations de *la Dame aux camélias*, *Maria Walewska*, de Clarence Brown (1937) révérité l'âme de cette femme introvertie qui, bien qu'on lui ait prêté, après John Gilbert, quelques laisons et de nombreux chevaliers servants, n'a peut-être rien donné d'elle-même, en amour, qu'à son cinéma.

Elle rit

En 1939 pourtant, Garbo, lassée, dit-on, de souffrir et d'ensorceler les foules par ses passions fatales obéit de la MGM l'essai d'un rôle comique, sous la direction d'Ernst Lubitsch, qu'elle admirait depuis longtemps. Ce fut *Mitzi*, où rigide commissaire du peuple soviétique, elle vient récupérer, à Paris, trois fonctionnaires livrés aux délices du champagne et de la débauche capitaliste et se trouve convertie aux charmes de la vie parisienne et du bonheur amoureux par un dégent homme du monde. Pour la première fois, elle joue - admirablement - un rôle léger, dont on retiendra surtout la scène du fou rire dans un restaurant.

Lubitsch a humanisé le sphinx et la formule publicitaire « Garbo rit » porte ses fruits autant que le « Garbo parle » de 1930. C'est à cause de cela et de la fermeture, par suite de la guerre, des marchés européens où les films romantiques de Garbo rapportent plus qu'aux États-Unis, qu'est entreprise *la Femme aux deux visages*. L'échec de ce film, on l'a dit, amène la star à une retraite provisoire qui, la guerre finie, sera maintenue pour toujours.

Non pas que les propositions aient alors manqué pour le retour de Garbo, mais, malgré quelques hésitations, elle abandonna tous les projets. Riche (elle avait gagné beaucoup d'argent et pratiqué l'économie jusqu'à l'avarice), elle voyagea, se mêlant parfois à la « jet-society » si l'on en croit certains témoignages. Elle resta farouche et imprévisible, continua d'éviter les journalistes chercheurs de sensationnel. Très rares sont les photographies, prises par surprise, qu'on a pu voir d'elle depuis la fin des années 40. Personne n'avait songé à lui proposer le rôle qui aurait été le plus proche de son mystère : celui d'« impératrice errante ». On ne saura probablement jamais la vérité sur Garbo. Considérée, au temps de sa gloire, comme la plus grande actrice du cinéma américain, sinon du monde, elle ne reçut jamais un seul Oscar. Il est vrai que son mythe pouvait bien s'en passer.

JACQUES SICLIER

MUSIQUES

Au Printemps de Bourges : Toots Thielemans, le sage

Célèbre aux États-Unis, méconnu en France, l'harmoniste belge a joué depuis cinquante ans avec les plus grands noms du jazz

BOURGES

de notre envoyé spécial

Assis sur un tabouret et ramassé sur lui-même, de grosses lunettes sur le nez, une petite moustache et la cravate blanche, les mains tenant l'harmonica et le pied marquant la cadence dans le vide, Toots Thielemans, soixante-huit ans, joue avec le pianiste Martial Solal, sur la scène du grand théâtre du Printemps. Et cette figure de proue du jazz belge, plus connue aux États-Unis qu'en France, laisse échapper de temps en temps un petit rire de plaisir.

Habituellement, Thielemans est accompagné en Europe par un trio composé de Michel Hart (clavier), Michel Hatzigeorgiou (basse), Bruno Castellucci (batterie), et aux États-Unis, où il se produit quatre fois par an, par le bassiste Mark Johnson. C'est la quatrième fois que Toots Thielemans et Martial Solal jouent ensemble. Les titres défilent : *Body and soul*, *la Valse à trois temps*, *I can't get started*. L'harmonica chante léger, aérien, nostalgique. Entre ces deux musiciens, il y a une étroite connivence et de la malice. Chacun communique à l'autre son enthousiasme. Et le charme du dialo-

gue musical crée dans la salle la plus belle des écoules. L'aventure de Toots Thielemans est étonnante. Elle dure depuis un demi-siècle et elle est traversée par la plupart des grands noms du jazz.

Acquiesce la sérénité

Né à Bruxelles et très vite amateur de jazz, Toots Thielemans découvre l'harmonica dans les années 30 en écoutant l'Américain Larry Miller interpréter deux titres avec Django Reinhardt et en voyant au cinéma les courts métrages d'un groupe d'harmonistes californiens, les Harmonica Rascals. Cependant, c'est avec une guitare qu'il se produit d'abord sur scène en accompagnant notamment le saxophoniste ténor Bobby Jasper. Toots Thielemans est alors influencé par Oscar Moore, le guitariste de Nat King Cole, qui a dans son jeu une ligne progressive mélodique claire, à la manière d'un saxophone.

« En désespoir du jazz belge », selon sa propre expression, Thielemans part pour les États-Unis en 1949. Il joue dans les cabarets de la 52^e Rue, rencontre Benny Goodman, joue une semaine avec Charlie Parker, tourne dans un film publicitaire

avec Louis Armstrong, trouve enfin un emploi stable dans l'orchestre de George Shearing. Il y reste six ans au bout desquels il négocie un peu de guitare pour l'harmonica qui lui permet d'improviser plus facilement, d'avoir plus de vélocité. « Par la manière dont il en joue, dit-il, alors admiratif le trompettiste Clifford Brown, on ne pourra plus jamais considérer l'harmonica comme un instrument mineur. »

Toots Thielemans a joué avec Bill Evans, Ella Fitzgerald, Sarah Vaughan, Buddy Rich, Lionel Hampton, Philip Catherine, Quincy Jones et aussi Paul Simon et Billy Joel. Il a signé une trentaine d'albums, collaboré à de multiples autres enregistrements où il sécrète ceux qui font appel à lui, participé à des dizaines de musiques de films (*Macadam Cowboy*, *The Getaway*, *Jean de Florette*, *Manon des sources*). Aujourd'hui encore, il donne environ cent cinquante concerts par an. « L'élément le plus important à acquiesce, dit-il, c'est la sérénité. A Bourges, la subtilité et la simplicité à la fois de l'harmonica ont constitué une bouffée d'air frais.

CLAUDE FLÉOUTER

DISQUES

Dalberto retrouve Schubert

Franz Schubert
Sonate pour piano en la mineur : Moments musicaux, op. 94 ; Ecossaises, D 529 ; Menuet, D 600 et Trio, D 610. Michel Dalberto (piano).

En 1980, Michel Dalberto enregistrait son premier disque pour Erato et le consacrait à deux sonates de Schubert, celle en ut majeur, la Sonate Reliquie, et celle en ré majeur D 840. Coup d'essai, coup de maître, pour son interprétation le tout jeune pianiste - il n'avait que vingt-cinq ans - ramportait un grand prix de l'Académie Charles-Cros et avait les honneurs du Boston Globe aux États-Unis, dont le *Senior Critic* affirmait qu'il était le plus grand interprète de Schubert depuis Arthur Schnabel.

Depuis, Michel Dalberto s'est fait applaudir un peu partout dans le monde. Si d'autres pianistes de sa génération sont plus célèbres et jouent davantage, Dalberto ira sans doute plus loin qu'eux : il n'est pas pressé, ou plutôt n'est pas un artiste facile qui veut accrocher l'attention du public avec un répertoire et un jeu aimables. Lui, préfère se concentrer sur les œuvres les plus nobles et inspirées écrites pour son instrument, et lorsqu'il s'aventure chez Liszt, par exemple, c'est pour faire res-

sortir l'aspect le plus profond et visionnaire de son œuvre.

Il revient donc à Schubert pour Denon, son nouvel éditeur : aux *Moments musicaux* et à la *Sonate en la mineur* qu'il joue avec une tristesse insinuante, des élans amers qui se cabrent. Mais son jeu n'est jamais appuyé, sentimental ou « expliqué », il chante gravement la musique du plus fraternel des compositeurs, pour lui seul. Enfin presque.

ALAIN LOMPECH

Un disque compact Denon CD 74 445.

Ragoût de racines à l'ancienne

The Notting Hillbillies
Vertigo/Phonogram

C'est uniquement le succès phénoménal auquel est promis ce disque qui pourrait lui attirer quelques remarques désagréables. Autour de Mark Knopfler, notable du rock qui ne sait plus quoi inventer pour ne pas remettre Dire Straits sur ses rails, quelques musiciens de moindre renommée forment un groupe vaguement ironique (jeu de mots sur *Notting-Hill*, quartier londonien, son carnaval, son marché aux puces, et *Hillbillies*, surnom péjoratif des petits Blancs des Appalaches) et enregistrent une

poignée de très vieilles chansons qui n'ont jamais atteint le statut de standards, ajoutant, pour faire bonne mesure quelques pastiches parfaits, encore plus chaleureusement dénués que les originaux. Sautant par dessus le tremblement de terre Presley, les Hillbillies reviennent au temps édenique où le blues et le country se faisaient encore l'un l'autre, et s'y font une petite niche douillette.

C'est le disque que Linus mette sur sa platine quand sa couverture bleue sera dans la machine à laver, une espèce de cocoon sonore, sans aspérité, une rythmique discrète, des voix qui ne forcent jamais (on sait de quoi Knopfler est capable dans la marmornement), des guitares esquissées, (on trouve également chez les Hillbillies l'excellent Brendan Croker, responsable d'un album sympathique avec ses 5 *O'Clock Shadows*, l'an passé, sur Silverstone).

Au passage, on retrouve les échos du rock avant qu'il ne s'appelle ainsi, du temps où la *slide guitar* se souvenait encore de son Hawai natal, et où on n'hésitait pas à lorgner du côté de Broadway pour boucler une chanson. De quoi avoir l'idée saugrenue de chercher de vieux Jimmie Rodgers ou Hank Williams au fond des bacs des disques.

THOMAS SOTINEL

صلى الله عليه وسلم

AGENDA

LUNDI 16 AVRIL

CINÉMA

LES EXCLUSIVITÉS

ALLO HAMAN KI HÈRÉ (A. v.o.):
 Forum Horizon, 1° (45-08-07-57-87);
 UGC Danton, 3° (42-25-10-30);
 Pathé-Marguerite-Concordia, 6° (43-30-28-92);
 UGC Danton, 14° (43-30-28-92);
 14 Juillet, 15° (45-76-78-78);
 UGC Maffior, 17° (40-00-00-10);
 v.f.: Rev., 2° (42-30-03-03);
 Pathé-Marguerite-Concordia, 3° (43-30-28-92);
 Pathé-Marguerite-Concordia, 5° (43-30-28-92);
 Saint-Lazare-Pasquier, 8° (43-87-38-38);
 Pathé Marguerite, 9° (43-30-28-92);
 15° (43-30-28-92);
 16° (43-30-28-92);
 17° (43-30-28-92);
 18° (43-30-28-92);
 19° (43-30-28-92);
 20° (43-30-28-92);
 21° (43-30-28-92);
 22° (43-30-28-92);
 23° (43-30-28-92);
 24° (43-30-28-92);
 25° (43-30-28-92);
 26° (43-30-28-92);
 27° (43-30-28-92);
 28° (43-30-28-92);
 29° (43-30-28-92);
 30° (43-30-28-92);
 31° (43-30-28-92);
 32° (43-30-28-92);
 33° (43-30-28-92);
 34° (43-30-28-92);
 35° (43-30-28-92);
 36° (43-30-28-92);
 37° (43-30-28-92);
 38° (43-30-28-92);
 39° (43-30-28-92);
 40° (43-30-28-92);
 41° (43-30-28-92);
 42° (43-30-28-92);
 43° (43-30-28-92);
 44° (43-30-28-92);
 45° (43-30-28-92);
 46° (43-30-28-92);
 47° (43-30-28-92);
 48° (43-30-28-92);
 49° (43-30-28-92);
 50° (43-30-28-92);
 51° (43-30-28-92);
 52° (43-30-28-92);
 53° (43-30-28-92);
 54° (43-30-28-92);
 55° (43-30-28-92);
 56° (43-30-28-92);
 57° (43-30-28-92);
 58° (43-30-28-92);
 59° (43-30-28-92);
 60° (43-30-28-92);
 61° (43-30-28-92);
 62° (43-30-28-92);
 63° (43-30-28-92);
 64° (43-30-28-92);
 65° (43-30-28-92);
 66° (43-30-28-92);
 67° (43-30-28-92);
 68° (43-30-28-92);
 69° (43-30-28-92);
 70° (43-30-28-92);
 71° (43-30-28-92);
 72° (43-30-28-92);
 73° (43-30-28-92);
 74° (43-30-28-92);
 75° (43-30-28-92);
 76° (43-30-28-92);
 77° (43-30-28-92);
 78° (43-30-28-92);
 79° (43-30-28-92);
 80° (43-30-28-92);
 81° (43-30-28-92);
 82° (43-30-28-92);
 83° (43-30-28-92);
 84° (43-30-28-92);
 85° (43-30-28-92);
 86° (43-30-28-92);
 87° (43-30-28-92);
 88° (43-30-28-92);
 89° (43-30-28-92);
 90° (43-30-28-92);
 91° (43-30-28-92);
 92° (43-30-28-92);
 93° (43-30-28-92);
 94° (43-30-28-92);
 95° (43-30-28-92);
 96° (43-30-28-92);
 97° (43-30-28-92);
 98° (43-30-28-92);
 99° (43-30-28-92);
 100° (43-30-28-92);
 101° (43-30-28-92);
 102° (43-30-28-92);
 103° (43-30-28-92);
 104° (43-30-28-92);
 105° (43-30-28-92);
 106° (43-30-28-92);
 107° (43-30-28-92);
 108° (43-30-28-92);
 109° (43-30-28-92);
 110° (43-30-28-92);
 111° (43-30-28-92);
 112° (43-30-28-92);
 113° (43-30-28-92);
 114° (43-30-28-92);
 115° (43-30-28-92);
 116° (43-30-28-92);
 117° (43-30-28-92);
 118° (43-30-28-92);
 119° (43-30-28-92);
 120° (43-30-28-92);
 121° (43-30-28-92);
 122° (43-30-28-92);
 123° (43-30-28-92);
 124° (43-30-28-92);
 125° (43-30-28-92);
 126° (43-30-28-92);
 127° (43-30-28-92);
 128° (43-30-28-92);
 129° (43-30-28-92);
 130° (43-30-28-92);
 131° (43-30-28-92);
 132° (43-30-28-92);
 133° (43-30-28-92);
 134° (43-30-28-92);
 135° (43-30-28-92);
 136° (43-30-28-92);
 137° (43-30-28-92);
 138° (43-30-28-92);
 139° (43-30-28-92);
 140° (43-30-28-92);
 141° (43-30-28-92);
 142° (43-30-28-92);
 143° (43-30-28-92);
 144° (43-30-28-92);
 145° (43-30-28-92);
 146° (43-30-28-92);
 147° (43-30-28-92);
 148° (43-30-28-92);
 149° (43-30-28-92);
 150° (43-30-28-92);
 151° (43-30-28-92);
 152° (43-30-28-92);
 153° (43-30-28-92);
 154° (43-30-28-92);
 155° (43-30-28-92);
 156° (43-30-28-92);
 157° (43-30-28-92);
 158° (43-30-28-92);
 159° (43-30-28-92);
 160° (43-30-28-92);
 161° (43-30-28-92);
 162° (43-30-28-92);
 163° (43-30-28-92);
 164° (43-30-28-92);
 165° (43-30-28-92);
 166° (43-30-28-92);
 167° (43-30-28-92);
 168° (43-30-28-92);
 169° (43-30-28-92);
 170° (43-30-28-92);
 171° (43-30-28-92);
 172° (43-30-28-92);
 173° (43-30-28-92);
 174° (43-30-28-92);
 175° (43-30-28-92);
 176° (43-30-28-92);
 177° (43-30-28-92);
 178° (43-30-28-92);
 179° (43-30-28-92);
 180° (43-30-28-92);
 181° (43-30-28-92);
 182

MIITE CIEL ET TERRE (a. v.): La Gloire, 11° (46-42-13-13).

EMPIRE DE JERUSAËME (Fr.): *Spie de Bole*, 14° (43-57-47-47).

LA LÈVE DU LUNAI (Fr.-Al.): *Antique*, 14° (43-57-47-48).

LA FÊTE DES PÈRES (Fr.): *UGC Mon-parnesse*, 14° (45-74-04-04); *UGC Biarritz*, 14° (45-62-30-40); *UGC Opéra*, 14° (45-62-30-40).

LE GRAND ILEU (Fr. v.): *Elysée Linné*, 14° (43-59-36-14).

LA GUERRE DES ROSES (a. v.): *Forum Orient Express*, 14° (43-57-47-47); *UGC Biarritz*, 14° (43-59-32-32); 14 Jullien *Benarville*, 14° (45-76-79-79); v.: *Paracourt Opéra*, 14° (47-42-56-51); *Pathe Mon-parnesse*, 14° (43-59-36-14).

MODANA JONES ET LA DROGUE (USA) (a. v.): *Club Garmont* (Parc Montgion), 14° (43-59-31-37); *Hollywood Boulevard*, 14° (47-70-10-41).

UN DISCOUTABLEN LÉGITIME (Fr.): *L'ÉVÈNE* (a. v.): *Claudia*, 14° (46-33-33-33).

JAMAIS, NULLE PART, A PERSONNE (Hong. v.): *Épave de Bole*, 14° (43-57-47-47); *L'Europe*, 14° (43-57-47-47).

LES LANSQUES (Fr.): *UGC Biarritz*, 14° (46-33-10-32); *Républic Cinéma*, 11° (48-06-51-51); *Dandré*, 14° (43-21-41-41).

LES MAÎTRES DE L'OMBRÉ (a. v.): *Forum Orient Express*, 14° (43-57-47-47); *Pathe Montgion*, 14° (43-59-36-14); *Pathe Marignan-Concord*, 14° (43-59-36-14); v.: *Pathe Mon-parnesse*, 14° (43-59-36-14).

MAUVAIS SANG (Fr.): *Ciné Beau-montgion*, 14° (47-77-55-55); *Studio des L'Europe*, 14° (43-59-36-14).

MEURTRE DANS UN JARDIN (Anglais) (Fr. v.): *Ciné Beau-montgion*, 14° (47-77-55-55); *Studio des L'Europe*, 14° (43-59-36-14).

MILOU EN MAI (Fr.): *Elysée Linné*, 14° (43-59-36-14); *Garmont Paracourt*, 14° (43-59-36-14).

MON VINGTIÈME SIÈCLE (Hong. v.): *Épave de Bole*, 14° (43-57-47-47).

MONIA ET MOU (Fr.): 14 Jullien *Benarville*, 14° (45-76-79-79).

MUSIC BOY (a. v.): *Garmont Paracourt*, 14° (43-59-36-14).

Geumont Conventio(n), 18^e (45-28-
42-27); Patisé Clitcy, 18^e (45-23-
42-27); La Gambetta, 20^e (45-38-
10-08).

TATTE DANIELLE (Fr.): Geumont Les
Ombres, 1^{er} (47-40-20-12-12); Geumont
Opéra, 2^e (47-42-62-32-32); Geumont
piscine, 2^e (47-42-62-32-32); Geumont
piscine, 2^e (47-42-62-32-32); Geumont
Odéon, 8^e (42-25-10-30); Geumont
Amnésia, 8^e (43-59-19-08); Salma-
Nadine-Pasquier, 12^e (45-22-48-01);
Nadine-Pasquier, 12^e (45-22-48-01);
Luzern, 12^e (43-43-04-27); USC Lyon
Bastille, 12^e (43-43-01-48); Fauvernet
Rie, 13^e (43-01-30-50-40); Fauvernet
Rie, 13^e (43-01-30-50-40); Geumont
Alfred, 14^e (43-27-54-50); 14 Juliette
Bismarck, 14^e (45-76-78-78); Geumont
Conventio(n), 18^e (45-28-42-27);
Patisé Clitcy, 18^e (45-23-42-01-16); La Gam-
betta, 20^e (45-38-10-08).

LE TEMPS DES GITANES (Young, v.o.)
Lucerne, 8^e (45-22-48-01);
MARSHALLHARTATA (Fr., v.o.)
Lucerne, 8^e (45-22-48-01);
Bismarck, 14^e (47-71-52-38).

TURNER & HOOGH (A., v.o.)
Orient Express, 1^{er} (42-33-43-28)
George V, 1^{er} (42-33-43-28);
George V, 1^{er} (42-33-43-28); USC Embrasse, 8^e
(45-63-18-10); Patisé Française, 18^e (47-
70-33-88); Fauvernet 13^e (43-01-30-50-40);
58-88; Patisé Morsic, 18^e (45-23-42-01-16);
Patisé Morsic, 18^e (45-23-42-01-16);
18^e (45-22-47-94); La Gambetta, 20^e
(45-38-10-08).

UN JEUN ENFANT (Fr.): Farnon
Ombres, 1^{er} (47-40-20-12-12); Patisé
Express, 1^{er} (47-42-72-52); Patisé
Opéra, 2^e (47-42-72-52); Patisé
Opéra, 2^e (47-42-72-52).

UN MORDE SANS PITE (Fr.): La
Trole Luzern, 8^e (45-22-48-01);
USC Remond, 8^e (45-22-48-01);
USC Remond, 8^e (45-22-48-01);
Opéra, 2^e (47-42-72-52).

VALMONT (Fr., v.o.): Chocoh, 8^e (46-
33-10-52).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE
TOURILLE (Fr.): Chocoh, 8^e (46-33-
10-52).

LE VERTUEU DU MUSÉE (Sov., v.o.)
Cosmos, 8^e (45-44-24-28-50).

LE VOLEUR DE SAVONNETTES (It.
v.o.): Espé de Bois, 8^e (47-37-57-47);
Lucerne, 8^e (45-22-48-01).

LE DEVENIR (Ch. v.o.) : Grand Pavlov, 15^e (45-54-46-85) 14 h.

DÉFINI MEURTREUR (J.) (Jap., v.o.) : Pamphos, 3^e (43-54-15-04) 14 h 30.

17 H 30, 20 h 30.

DOÛS (Jap., v.o.) : Sainé-Lambert, 15^e (45-52-91-58) 21 h.

DON GIOVANNI (Fr., v.o.) : Danfart, 14^e (43-21-41-01-19) 19 h.

EASY RIDER (A., v.o.) : Cinchoa, 4^e (48-35-10-30) 15 h.

ENFANT D'UN AUTRE MONDE (Jap., v.o.) : LEPASTOLLE, 15^e (45-52-91-58) 21 h.

DEUX FOIS (A.) (v.o.) : Grand Pavlov, 15^e (45-54-46-85) 14 h.

LE PESTIN DE BARBETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 3^e (43-20-24-55) 12 h.

18 H 30.

EASY RIDER (A., v.o.) : Sainé-Lambert, 15^e (45-52-91-58) 18 h 45.

GOOD MORNING VIETNAM (A., v.o.) : Grand Pavlov, 15^e (45-54-46-85) 19 h.

LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Sainé-Lambert, 15^e (45-52-91-58) 15 h 15.

HISTOIRE DU JAPON RAContÉE PAR UNE HÔTESSE DE BAR (Jap., v.o.) : Cinchoa, 4^e (48-35-10-30) 15 h.

L'ONNE BLESSÉ (J.) (Fr.) : Grand Pavlov, 3^e (42-71-62-38) 11 h 40.

JE T'AIME, MOI NON PLUS (J.) (Fr.) : Ciné Boutebous, 3^e (42-71-62-38) 11 h.

LE JOURNAL D'UN CURÉ DE CAMPAGNE (Fr.) : Reflet Logis I, 3^e (42-71-62-38) 11 h.

LA GUE (Fr.) : Roger Logis I, 3^e (42-71-62-38) 11 h.

LA LECTURE (Fr.) : Studio Gelaude, 5^e (43-54-72-71) 18 h 20.

LA LECTURE (Fr.) : Studio Gelaude, 4^e (43-54-72-71) 14 h.

LA LÉGENDE DU SAINT SUEUR (Fr., v.o.) : Danfart, 14^e (43-21-41-01-19) 19 h.

LE MAÎTRE DE MUSIQUE (Bel.) : Grand Pavlov, 15^e (45-54-46-85) 12 h.

MONSIEUR MIRE (Fr.) : Grand Pavlov, 15^e (45-54-46-85) 21 h.

NOCTURNE (Jap., v.o.) : Ciné Boutebous, 3^e (42-71-62-38) 11 h 15.

LA NUIT BENGALI (Jap., v.o.) : Le Be Zbor, 14^e (43-21-41-01-19) 19 h.

LA NUIT VÉRA (Sov., v.o.) : Cinchoa, 4^e (48-35-10-30) 13 h 10.

Bonne Baisière, à bientôt les rencontres du Palais Royal : 20 h 30.

POTINIERE (42-81-44-16), Le Nouveau Théâtre de la Ville.

THÉÂTRE AUJOURD'HUI (42-71-30-21).

Céline ou l'Extraordinaire Épopée de Ferdinand Bardoux : 20 h 30.

THE SWEENEY (44-33-28-28), © Sidi Lila : 20 h.

FRYDAUZA CLAVEL (42-33-22-18), Le Jour et la Nuit : 21 h.

THÉÂTRE DE NESLE (44-34-61-04), Sketches : 20 h 30.

TRISTAN-BERNARD (48-22-08-04), Le Dragon : 21 h.

CONCERTS

CHATELET, The Sixteen Choir and Orchestra, 20 h 30, mar. Dr. Harry Christopher, Lynn Dewar (soprano), Maddywyn Davies (soprano), Michael Garsdale (ténor), « Le Festin d'Alexandre », G. Haendel.

ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, Ensemble instrumental Alexandra Sidi-Lila, 20 h 30, mar. Dr. Alexandre Sidi-Lila, « L'improvisation », « Requiem », de Mozart, Téléphone location : 42-62-40-65.

ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ÎLE, Ensemble instrumental Alexandra Sidi-Lila, 17 h, lun. Dr. Anne-Marie de Camille, Musiques sacrées du Moyen Âge, Téléphone location : 45-23-18-19.

SAINT-PIERRE, 18 h 30, mar. Dr. Eric Fajeau, « Requiem », de Mozart, Téléphone location : 48-51-55-41.

18 h, 21 h, 28 h, 29 avril, 21 h, lun. Dr. Eric Fajeau, Mar Yacoub ou Philippe Aulic (violon), « Requiem », de Mozart, Téléphone location : 48-51-55-41.

Ensemble d'archets européens, Les 18, 24, 30 avril, 1^{er}, 3, 5, 10, 12 mai 1978, mar. Dr. Eric Fajeau, « Requiem », de Mozart, Frédéric Barcohen (Bach, Mozart, Puccini, Schubert, Tchaïkovski), Téléphone location : 44-61-55-41.

THÉÂTRE MONTROUGE, (42-3-80-78), Agnès Gournay, Frédéric Michel, 22 h, mar. Soprano, piano, « Œdipe Roi », Téléphone location : 44-61-55-41.

ARIACO (46-35-43-10), Dudsans, 22 h
ven., sam.

Les ardoises font la fête, 22 h, dim.
du mardi au dimanche à l'Ariaco.

Au miroir (47-34-21-24), Paula Moore
22 h 45 am.

Jean-Jacques Milteau, 22 h 48, dim.

BANER SAIL (43-33-37-71), Friends
of Music, 22 h 30, sam., dim.

Francis Lussan (batt., voc.), Sylvain
Luz (guit., cello), David Mironson (perc.).
Nelson Baltimore Basses.

Blue Time Blues Session,
J.-M. Pichard, P. Milliaroux (batt.,
J.-M. Fernandez, P. Boudot (guit.)
H. Weinhaus (chant).

CAFÉ DE LA PLAGE (47-00-81-60)
22 h 30, ven., sam., dim.

Marc Bartaux (blm). Simon Guibaud
(batt.).

Bibi Louren Quartet, 22 h 30, samedi.
Sélex.

CAFÉ DU LA HUCHETTE (43-21-
09-65), Jean-Paul Amourx, 21 h 3
dim., lun. Boogie-wogues.

Stéphane Geurault, Benny Vasseur Quat-
zest, 21 h 30, ven. sam.

L'ENTRÉE (45-40-60-70), Stéphane
Geurault, 22 h, sam. Coi, Adrien
Matrai (piano), Simon Goubart (batt.)
Eric Daniel (guit.), avec Christophe
Laborde (scén.).

LA CLAY LIONEL-HAMPTON (4-
68-34-34), Eric Le Lann Quartet, 21
ven., sam., dim., lun.

LATITUDES SAINT-GERMAIN (42-6-
53-53), Bob Drouot Quartet, 21
ven., sam., dim., mardi, ven.

Le club, Al Levitt (drum), André Vitale
(sax.).

LA LOUISIANE (42-38-58-58), Gil-
Leroux Washboard Jazz Group, 21 h, ven.
Philippe de Préseaz Jazz Group, 21
sam., lun. Clari.

LES ANGES-MONTPARNASSE (43-
16-51), Mikita Barthelemy, 22 h 30, ve-
sam., lun. Chantissime émiricaine accom-
pagnée par Gérard Marmet (batt.) et Si-
mon Phary Quartet.

LES ANGES-MONTPARNASSE (43-
16-51), Les Anes (45-48-93-08), Michel
Silver Spirit, 22 h 30, lun. Alan Ki
(guit.). Collette Lapage (vl). Hommage
Michael Silver. Au bar.

CONCERTS

CHATELET. The Sixteen Choir and Orchestra, 20 h 30, mar. Dr. Harry Christopher, Lynn Dawson (soprano), Maddywyn Davies (soprano), Michael George Davies « Le Festin d'Alexandre », d. Handel.

ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÈS. Ensemble instrumental Alexandre Stigol, 20 h 30, mar. Dr. Alexandre Stigol.

Ensemble vocal. L'imprimatur de la Chapelle de Mozart. Téléphone location : 42-62-40-60.

ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ISLE. Ensemble Venise-Fornet, 20 h 30, dim. 17 h, 20 h, 21 h. Dir. Marc Dreyer. Œuvres : Mélodies sacrées du Moyen-Âge. Téléphone location : 45-23-18-15-25.

SAINT-CHAPELLE. (46-01-55-41) Ensemble d'archets européen, 18-19, 21, 26, avril, 21 h, mar. Dr. Eric Fajeta, Mirel Yavous ou Philippe Alci (violons), Cévennes de Vivaldi, Mozart. Téléphone location : 46-01-55-41.

Ensemble d'archets européen. 18 h, 21 h, 26, avril, 21 h, mar. Dr. Eric Fajeta, Mirel Yavous ou Philippe Alci (violons), Frédéric Barbotin (viola), Cévennes de Vivaldi, Massenet, Haydn, Bach, Mozart, Puccini, Schubert. Téléphone location : 46-01-55-41.

THÉÂTRE MONTGOUVER. (42-83-30-78-78). Agnès Gouton, Frédérique Bouchet, 18 h, mar. Agnès Gouton, Frédérique Bouchet. Téléphone location : 44-44-02-82.

Marc Bataux (tbl), Simon Guibert
 (btt).
 Bibi Louison Quartet, 22 h 30, sax,
 Salsa.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-
 58 58), Jazz-Paul Amouroux, 21 h 30,
 dm, Boogie-Woogie.
 Stéphane Gouzaud, Benny Vasseur
 Quartet, 21 h 30, vsm, sam.
L'ENTREPOÛT (46-40-80-70), Stéphane
 Perleux Quartet, 22 h, sax, Cb, gtr,
 Michel Lallier, Simon Goubert
 (btt), Eric Daniel (guit), avec Christophe
 Laborde (sax).
JAZZ CLUB LIONEL-HAMPTON (41-
 68-34-34), Le Dix Larrin Quartet, 22
 vsm, sax, Cb, gtr, btt.
LES ETUDES SAINT-GERMAIN (42-62-
 53-53), Bob Dorrough Quartet, 22 h
 vsm, sax, Piano, vcl, Bill Tak
 (basse), Al Levitt (drum), André Vilgis
 (sax).
LA LOUSIANE (42-36-58-68), Gib
 Le Van Wanderer Group, 21 h 30, vsm.
 Philippe de Preissaz Jazz Group, 21
 vsm, kn, Ctr.
MÉRIDIAN-MONTPARNASSE (43-26-
 15-51), Miltia Bartzfeld, 22 h 30, vsm,
 sax, kn, Chantreuse américaine accu
 pagnée par le Trio Marmet (tbl, gtr,
 btt) (orgue).
LE MONTANA (45-48-83-03), Michel
 Silve Spirit, 22 h 30, kn, Alan Ko
 (guit.), Colette Lapage (vl), Hommage
 Michael Silve, Au bar.

DANSE _____

OPÉRA DE PARIS. Petala Gernier (42-63-71). Programme Roland Pe
19 h 30, mer., jeu., sam. « Debussy pr
sept danseurs », et la Jeune Hémone et
Mort », « Chœren ». Chœrephie
Roland Peiré, Corinne Lamoureux (5
7 avril). Cartes de l'Opéra de P
(5 avril et toutes les autres représen
tion). Dr. André Prosser.

PALAIS DES CONGRÈS (40-9-22)
19 h 30, mer., jeu., sam. « Les
grand, 20 h 30, mer., jeu., ven., sam.
15 h, dim. et « Glézia ». Chor. J
Coralli, Manuel Patis, Jules Perrot.
phone location : 48-78-75-00.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLY
(42-74-15). Compagnie Ro
Lichen 20 h 30, mer., jeu., ven. « Gr
der Wesver ». Chor. Laura de Me
Bruno Diéter. Salle Gernier.
location : 42-74-15.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22)
Jean-Claude Gallot, Groupe En
Dubois 20 h 45, jeu., ven. « Les M
tres de Suzal ». Téléphone locati
42-74-22-77.

MUSIC-HALL

L'ESPACE EUROPÉEN (42-93-89)
Djurjard, 20 h 30, lun.
WIGDOR (48-78-75-00). Bar

Randi Dreyer Trio, 22 h 30, ven., Art
 Aubert
 Morning (45-23-51-41). Ses
 Nori, 21 h, ven. Avec Red Star, W
 gang Puschling, Linda Sharrock, T
 James-Johnson, Ulf Scharrer.
 Flaco Jimenez, 21 h 30 sam.
 PETIT JOURNAL MONTPIERRE
 (43-21-58-70). Laura Muret
 21 h 30, ven. Jazz et variétés am
 calées.
 King Jo Quartet, 21 h 30, sam.
 PETIT JOURNAL SAINT-NICOL
 Swing Jazz Max, 21 h 30, ven.
 Cyril Jazz Max, 21 h 30, sam.
 PETIT OPPORTUN (42-36-01-3
 Jean-Michel Picc, 22 h, ven.
 Philipe Virat (cst), T
 Robertson (cst).
 SUNSET (40-28-48-80). Olivier P
 Franck Sibon Trio, 20 h, ven., sam.
 Jean-François Jean-Clerk Trio, 22 h
 ven., car. Cst, Billy Hart (cst), C
 t.
 Jean Session, 22 h 30 lu, Abby C
 (cst), Simon Goubert (cst.).
 THE HOLLYWOOD SAVOY (42-
 16-73). Matthew Gonder, 22 h sa.
 Caroline Soetens, 22 h, lu.
 TROTTROIRS DE BUENOS AI
 (42-38-58-37). Miguel Sotelo, 21
 h, ven. Chant, Miguel-Angel Ba
 (cst).

MUSIC-HALL

L'ESPACE EUROPÉEN (42-83-89-
Djurdjura, 20 h 30, lun.
MOGADOR (48-78-75-00). Barb
20 h 30.

LES CAFÉS-THÉÂTRES

LE DOUBLE-FOND (42-71-40-22 h). C'est magique et ça tache : 20 h 30.

PARIS EN VISITES

- Les Impressionnistes au Musée d'Orsay : 10 h 30. 1, rue de la Chapelle, sous l'édicule (M. Polver).
- Tombesaux de femmes au Père-Lachaise : 10 h 30 ; • Gens de paille au Père-Lachaise : 14 h 45. Porte cipale, boulevard Ménilmontant (N. Lacroix).
- L'Opéra Garnier : 14 heures, d'entrée (M.-C. Lesnier) ; • Versailles quartier Notre-Dame : 14 h 30, 7, rue de la Harpe (Office du tourisme).
- Les fêtes royales du Vau-de-Grèce : 14 h 30, 277 bis, rue Saint-Jacques (Arts et costumes).
- Le quartier de la Défense, l'Arche, la Grande Arche : 14 h 30, h. RER, sous la 1. (Tourisme culturel).
- L'œuvre de Camille Claudel : 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Lacroix).

« Hôtel et jardins du Marais, des Vosges », 14 h 30, sortie St-Pain-Paul (Réurrection du passé).

« Les bâtiments conventuels du de-Grès, spécialement le couvent de la Trinité », 15 h, croc-tournoi boulevard de Royal/rue Saint-Jacques (M. Benassi).

« La Révolution française à l'hôtel de la Trinité », 15 h 30, sortie St-Pain-Paul (M. Benassi).

« Les salons de l'Arsenal », 15 h, sortie moulin Sully-Morland, sur la (Paris et son histoire).

Pour les jeunes

« Architecture gothique et art vitral à la Sainte-Chapelle », (7-12) 14 h 30, sortie Palais de Justice, boulevard de la Trinité (M. Benassi).

« Palais (Monuments historiques).

CONFÉRENCES

Bibliothèque, 15 bis, rue Bu
14 h 30 : « Colette », par G. P
(Noyez les écrivains).

URGENT

Pour exposition

RODIN ET LA CARICATURE

recherchons CARICATURES de RODIN
ou de son œuvre
(Dessins, sculptures, presse, documents, etc.)
Contacter Alain BEAUSIRE, MUSEE RODIN
77, rue de Varenne, 75007 Paris - Tél. : 47-05-01-34

THÉÂTRES

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de répétition sont indiqués entre parenthèses.)

LES ACTEURS DE BONNE FOI
Théâtre des Deux Portes (42-50-10-11)
dim., dim. soir., lun. mer.
20 h 30 ; dim., 16 h (11).

LE BANG DES FÉLIONS. L'incarnable
Forum - Centre national d'art et de culture (42-50-34-35) (10-11)
dim., dim. soir., lun. mer.
20 h 30 ; dim., 16 h (11).

UNE ROSE LONGUE, J'EN AI PAS L'USAGE. Point-Vierge (42-78-67-03) lun. 22 h 30 (11).

LES BONNES. Théâtre de la Jeunesse (42-50-34-35) (10-11)
jeu., ven., sam. à 20 h 48 (11).

SMOUL. Olympia (47-72-25-49).
dim., vendredi, samedi, mardi à 20 h 30 ; dimanche et lundi à 17 h (12).

COLLOQUE SUR L'AMÉNAGEMENT D'UNE RÉGION DU NORD.
Nivernais - Théâtre de la Jeunesse (42-50-34-35) (10-11)
dim., dim. soir., lun. 20 h 30
20 h 30 ; dim., 16 h (13).

ÇA PRÉSERVE DE TOUT ÇA PAS DE L'AMOUR. Théâtre Grains (42-50-34-35) (10-11)
dim., dim. soir., lun. 20 h 30
20 h 30 ; dim., 16 h (14).

LES AUTRES SALLES

ARCANÉ (43-38-19-70). ♦ The Winter's Tale de Conte d'Alvère : 20 h 30.
ATALANÉ (48-06-11-60). ♦ Notre couple, notre vie : 20 h 30.
ATELER (46-06-48-24). ♦ Popoline : 21 h.
BATACLAN (47-00-30-12). ♦ Match d'Élimination 24 heures de la Ligue 1 : 21 h.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). ♦ C'est dingue : 21 h.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). ♦ Belle Richelieu... La Via de Galilé 14 h. ♦ L'Astre Tarfute ou le Mère coupable : 20 h 30.
CRYPTÉE SAINTES-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). La Mystère de la charité de Jeanne d'Arc

DAUNOU (42-61-69-14). Le Diamant
noir : 21 h.

DOJO-ASAHI (43-80-41-69). Le
Faucon Coeuré : 20 h 30.

HUCHETTE (43-26-38-98). Le Carrou-
sel : 19 h 30. Le Lapin
20 h 30. Diaboliques de sœurs
21 h 30.

LUCIENNAIRE FORUM (45-44-57-54)
Petits sautés. Le Chorale : 20 h. Dresse-
ment du moine, cracheur d'images : 21 h 30
Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45
O Le Sang des fleurs : 20 h. Hous, Th-
et Vincent van Gogh : 21 h 30. Le
reuge. Le Jalouiste du barbouill-
l'Amour médiocre : 18 h. Zinzler Roest-
21 h 30.

MARAS (42-79-03-63). L'Avare
20 h 45.

OLYMPIA (47-42-25-48). O To
18 h 27.

UR
Pour
RODIN ET LA
recherchons CAF
ou de
(Dessins sculpture)
Contacter Alain BE
77, rue de Varonne. 75

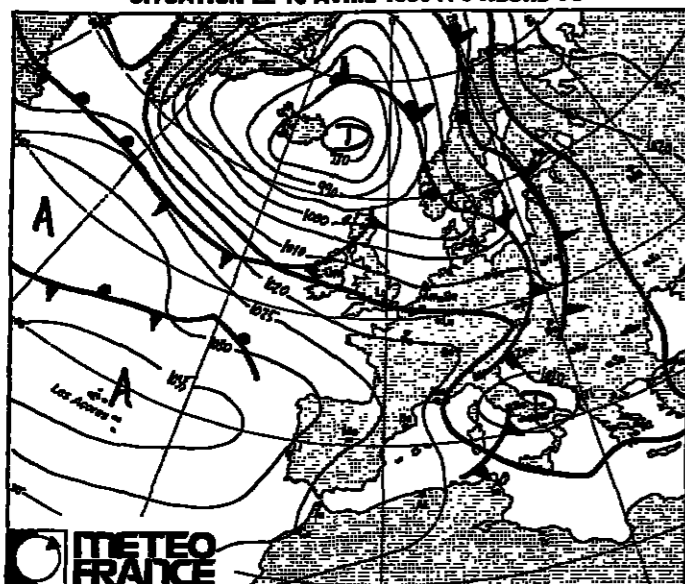
Bibliothèque, 15 bis, rue Buffon
14 h 30 : « Colette », par G. Poirée
(Nos amis les écrivains).

GENT
exposition
CARICATURE
CARICATURES de RODIN
son œuvre
(presse, documents, etc.)
MUSÉE, MUSÉE RODIN
07 Paris - Tél. : 47-05-01-34

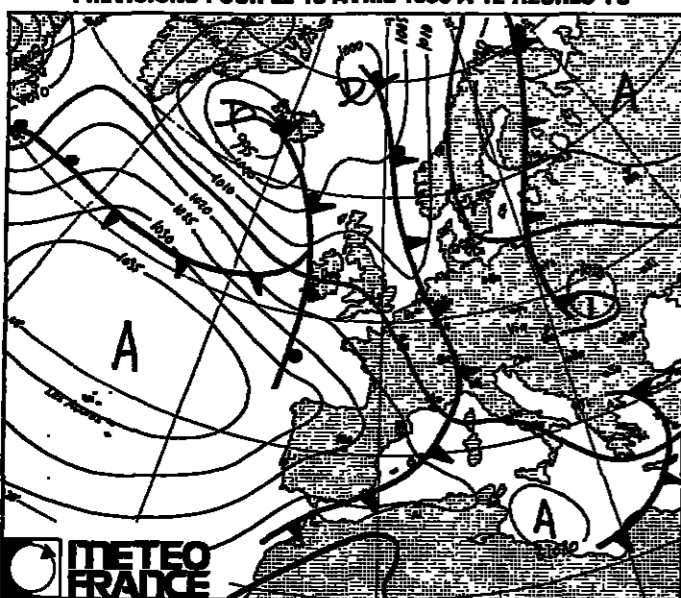
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 16 AVRIL 1990 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 18 AVRIL 1990 A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 16 avril à 0 heure et le mardi 17 avril à 24 heures.

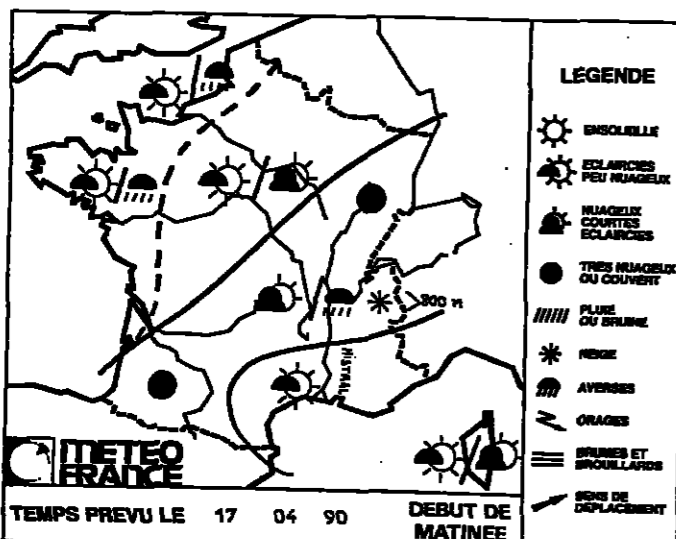
Régime perturbé de nord-ouest. Les ondes se succèdent sur notre pays.

Prévisions pour mardi.

Le matin, du Sud-Ouest au Massif Central, au Lyonnais et au Nord-Est, le ciel sera très nuageux ; il pleuvra par moments et il neigera sur les massifs à partir de 800 mètres. L'après-midi dans ces régions, le temps sera à l'inverse. Une amélioration se dessinera en soirée, sauf dans l'Aquitaine. Le littoral méditerranéen sera bien ensoleillé avec mistral et tramontane assez forts. En Corse, alternance de passages nuageux, d'éclaircies et d'éclairs.

Ailleurs, éclaircies et passages nuageux alternant. Les averse, encore rares le matin, devenant un peu plus nombreuses l'après-midi. En soirée, aggravation nuageuse par la Bretagne et la façade atlantique, accompagnée de bruines et d'un vent coter de nord-ouest assez fort.

Les températures minimales iront de 2 à 5 degrés et les maximales de 9 à 12 degrés en général, sauf près de la Méditerranée, où il fera au plus bas 7 à 9 degrés et où les maximales atteindront 17 à 18 degrés.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés le 16-04-1990

FRANCE	TOURS	LYON	PARIS	STRASBOURG	LIÉGEOIS	BRUXELLES	AMSTERDAM	ROTTERDAM	OSLO	STOCKHOLM	HELSINKI	BERLIN	MOSCOU	NEW-YORK	LOS ANGELES	HONOLULU
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
7	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6
13	15	14	13	12	11	10	9	8								

CHAMPS ECONOMIQUES

Salaires : l'égalité par le bas

Dans la majorité des secteurs d'activité le SMIC est devenu le salaire maximum interprofessionnel de croissance

SALAIRE minimum interprofessionnel de croissance. L'initiale est, en apparence, tout à fait claire. Il signifie que le SMIC (5 156,19 F brut par mois, soit une rémunération nette de 4 228,59 F, depuis le 1^{er} avril) constitue un plancher, les branches d'activité étant habilitées - et, implicitement, invitées - à instaurer leur propre salaire minimum, forcément au-dessus de ce seuil. En réalité, c'est l'inverse qui se produit.

Aujourd'hui, dans la majeure partie des secteurs d'activité, le SMIC - créé en 1970, il s'est d'abord appelé salaire minimum interprofessionnel de croissance - représente de facto un plafond et non un plancher. Pour de nombreuses catégories du bas de la hiérarchie, il s'agit plutôt d'un « salaire maximum interprofessionnel de croissance », seuls l'ancienneté ou l'intéressement pouvant permettre d'aller au-delà.

En accusant le SMIC de niveler excessivement l'éventail des bas salaires par le biais d'« effets pervers », n'oublie-t-on pas une partie de la réalité ? Si le salaire minimum interprofessionnel pèse trop lourd sur l'évolution des faibles rémunérations, n'est-ce pas tout simplement parce que, trop souvent, il tient lieu de politique des bas salaires dans la plupart des branches professionnelles ?

Une étude très détaillée, réalisée par le ministère du travail et présentée aux partenaires sociaux dans le cadre de la commission nationale de la négociation collective, permet de prendre la mesure de cette question.

Jugée préoccupante par les services de Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, sa conclusion est sans ambiguïté : « les grilles de classification doivent, pour constituer des cadres de référence crédibles, avoir une réelle signification en terme de perspectives salariales ». Apparemment, on en est bien loin.

An lieu de tirer les basses rémunérations, le SMIC ne parvient qu'à les pousser. Certes, la signification de salaire minimum n'est, en l'occurrence, pas remise en question. En revanche, on en est conduit à s'interroger sur l'attitude du secteur privé à l'égard du bas de l'échelle. Dans la plupart des branches professionnelles, les salaires minima conventionnels en vigueur sont très souvent inférieurs au niveau du SMIC.

L'inertie des branches

Dans les différents secteurs d'activité, la notion de salaire minimum recouvre en fait deux choses différentes. Les partenaires sociaux déterminent, d'une part, le salaire minimum hiérarchique (rémunération de base hors primes pour chaque coefficient hiérarchique), de l'autre, le salaire minimum garanti, qui inclut une partie des éléments annexes au salaire de base (ancienneté, primes diverses).

A partir des textes conventionnels existants, le ministère du travail a étudié les rémunérations des salariés des quatre niveaux ouvriers et employés (premier emploi non qualifié et dernier emploi qualifié). Au 1^{er} février 1990, il apparaissait que

les salaires minima hiérarchiques étaient, en moyenne, inférieurs au SMIC pour les ouvriers non qualifiés (de 4 111 francs à 4 534 francs, contre 5 054 francs pour le SMIC à l'époque). Pour les ouvriers qualifiés, seul le deuxième niveau hiérarchique (6 576 francs contre 4 740 francs pour le premier niveau) se situe au-dessus.

En outre, note le ministère, « la dispersion importante du premier niveau des ouvriers qualifiés (1 432 francs) reflète l'incertitude des branches face aux problèmes du bas des grilles », alors que l'éventail est beaucoup plus resserré pour les qualifiés. On relève au passage que 25 % des ouvriers hautement qualifiés gagnent plus d'une fois et demie le SMIC. Si l'on prend maintenant en compte les salaires minima garantis, on observe, en revanche, une réduction sensible de cet éventail.

Plus généralement, il s'avère que 134 des 164 branches professionnelles ont au moins un niveau de salaire minimum hiérarchique inférieur au SMIC (71 branches nationales sur 94 et 63 branches infranationales sur 70). Dans ces cas de figure, les salaires minima ne parviennent même pas à rattraper le SMIC : pour atteindre celui-ci, il faut compter sur les « accessoires » du salaire de base.

Parmi les 134 branches concernées, moins de 20 % n'ont qu'un seul niveau hiérarchique inférieur au SMIC ; « c'est dire l'importance du problème dans les branches où les salaires minima ne tiennent pas lieu de seule politique pour les bas salaires », constate le ministère. Sans compter que certaines activités (caoutchouc, chaussure, habillement, notamment) n'ont pas relevé depuis plusieurs années leurs grilles hiérarchiques, qui constituent la base de calcul de la prime d'ancienneté et atténuent donc son influence sur la masse salariale.

Les salaires minima garantis devraient donc permettre de compenser la faiblesse des coefficients de base. Or ils n'y parviennent pas toujours : plus de la moitié des branches d'activité (76 sur 134) n'en disposent même pas. En outre, ces SMIC professionnels sont inférieurs au SMIC national dans 44 cas sur 76 (dans la métallurgie, une convention collective sur trois prévoit des rémunérations minimales inférieures pour au moins trois niveaux de grille, qu'il s'agisse des ouvriers ou des employés). Ce n'est que grâce à des « accessoires » que le minimum légal est atteint.

Un contenu ambigu

Enfin, le contenu même de ces rémunérations garanties est très variable, voire ambigu. Dans de nombreux cas, souligne l'étude, « les partenaires sociaux n'ont pas précisé les éléments à prendre en considération ». Il s'agit en général d'éléments de rémunération soumis à cotisations sociales (normes des majorations de nuit ou du dimanche, l'intéressement, la prime d'ancienneté). En revanche, les primes de productivité ou de vacances et le treizième mois sont, selon les accords, intégrés ou non. Autant de divergences qui contribuent à limiter la portée des normes conventionnelles, surtout lorsque leur valeur est proche de celle du SMIC.

Pour le ministère du travail, « on peut affirmer que la négociation des salaires minima conventionnels n'a plus pour effet, au moins pour les premiers niveaux des ouvriers et employés, de traduire en termes de rémunération minimale la hiérarchie voulue par les partenaires sociaux lorsqu'ils ont établi des grilles de classification. De fait, pour ces catégories, le SMIC constitue le seul salaire garanti, la différence de rémunération existant le plus souvent de la prime d'ancienneté ».

Aussi la négociation salariale de branche paraît-elle essentiellement jouer un rôle de régulation, voire d'encadrement de la négociation d'entreprise. « Cet aspect normatif est particulièrement important lorsque l'on se souvient que moins d'un salarié sur cinq bénéficie d'un accord d'entreprise ».

D'autres données recueillies par le ministère du travail viennent appuyer ce décalage complémenteaire sur la problématique des bas salaires et prolongent cette première analyse. Elles font apparaître que la proportion de smicards a sensiblement

augmenté au cours des années précédentes. Au 1^{er} juillet 1988, le 1,15 million de salariés rémunérés au SMIC représentait 9,7 % des effectifs (7 % dans les établissements de plus de dix salariés, 17 % dans ceux de taille inférieure).

L'évolution de l'écart entre le SMIC et le gain horaire moyen ouvrier est à cet égard significative. Toutefois, depuis 1985, les coups de pouce donnés au salaire minimum par les pouvoirs publics étant plus limités, le gain moyen des ouvriers s'est accru plus vite que le SMIC et la proportion de smicards s'est légèrement réduite. Ces derniers sont d'abord des femmes, des ouvriers et des jeunes.

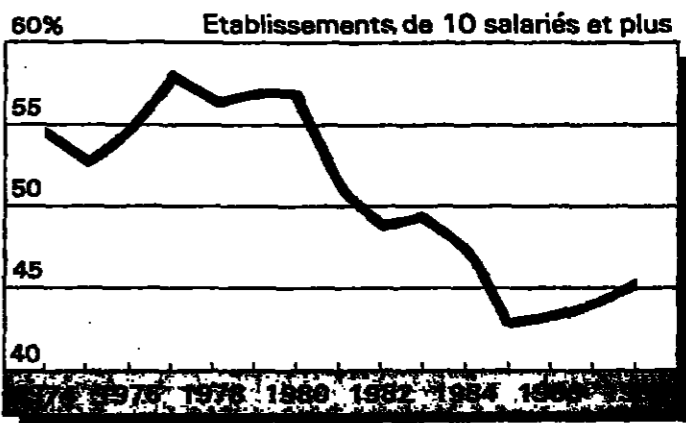
Dans les établissements de plus de dix salariés, les femmes représentent 60 % du personnel payé au SMIC (alors qu'elles ne constituent qu'un tiers du salariat) et 70 % des smicards sont des ouvriers. Dans les autres établissements, note le ministère, les écarts sont plus restreints.

Pour leur part, les jeunes sont quatre fois plus souvent rémunérés au SMIC que les plus de vingt-cinq ans. Enfin, le ministère du travail souligne que « la situation des smicards semble plus transitoire dans les grands établissements que dans les petits, si l'on se limite à considérer les ouvriers, alors qu'il conviendrait de la situation des smicards serait plus durable pour les non-ouvriers ».

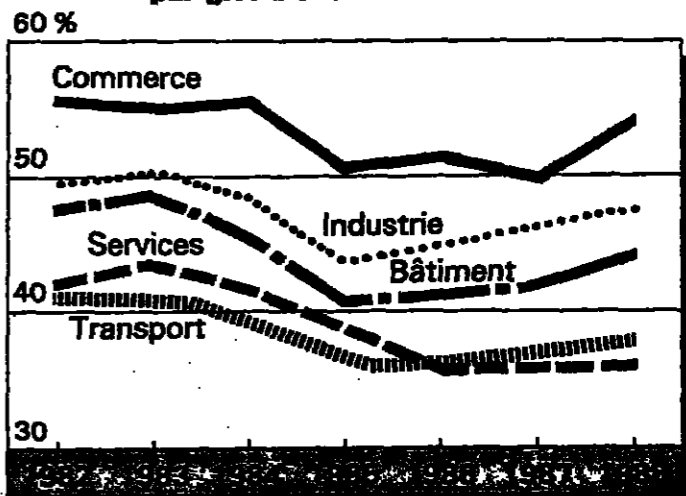
Dès lors, on comprend que l'évolution du SMIC domine le débat sur les inégalités salariales. Un constat qui révèle très clairement les limites et les insuffisances de la négociation contractuelle dans ce domaine.

JEAN-MICHEL NORMAND

Ecart entre le gain horaire moyen ouvrier et le SMIC pour l'ensemble des activités



par grand secteur d'activité



« La Valeur économique du patrimoine », de Xavier Greffe

Ce monument, quand le visite-t-on ?

Le couple culture-argent a toujours vécu une histoire agitée. Artistes n'ayant que mépris pour les bourgeois philistins ou, au contraire, créateurs soutenus par le mécénat depuis les temps les plus reculés. Contrastes qui s'accroissent de nos jours avec le développement de l'industrie culturelle, de la « marchandisation » des loisirs, de la spéculation sur les tableaux, de la « sponsorship » des spectacles, etc.

Comment garder son sang-froid dans ce chassé-croisé d'influences ? Xavier Greffe vient de répondre excellemment à la question sur un point précis : la valeur économique du patrimoine. Son livre fera date pour plusieurs raisons. Il met sur la table tous les éléments d'un sujet complexe, refuse les modes comme les a priori et surtout, dégage une nouvelle manière de réfléchir sur l'application de règles et de chiffres à un domaine de biens non homogènes, non reproductibles, qui entrent évidemment fort mal dans le champ économique et qui pourtant ne peuvent lui échapper. Enfin, il ajoute une pierre de plus à l'important édifice conceptuel dressé depuis deux siècles sur la théorie de la valeur.

La prudence est la première vertu dont se réclame Xavier Greffe dans son ouvrage. « La logique économique ne saurait décider de l'intérêt d'un monument, de sa destruction ou même de sa sauvegarde. Mais les monuments ont nécessairement une dimension économique et rien n'interdit donc de voir dans quelle mesure leur aménagement et leur affectation peut contribuer à renforcer le bien-être d'une collectivité. » Sur la corde raide, quelle sorte de balancier utiliser ?

Avant de répondre, il faut bien apprécier le parcours, c'est-à-dire circonscrire le concept de patrimoine collectif. On se rend compte

qu'il s'agit de plus en plus : châteaux, palais, églises, certes, mais aussi monuments industriels, paysages, objets mobiliers, outils, vieilles affiches, etc., où le regard porté peut donner des émotions esthétiques, historiques, scientifiques, techniques.

Ces biens relèvent de la conservation, de la restauration, de l'utilisation, peut-être de l'animation, et c'est en cela qu'ils touchent l'économiste. Xavier Greffe va alors creuser de plus en plus profond pour répondre à la question : « Comment faire en sorte que la différence entre l'utilité sociale et le faible rendement monétaire immédiat de certaines activités patrimoniales n'empêche pas de prendre des décisions hautement profitables à la société ? »

L'exploitation d'un site

S'intéressant d'abord à la demande de patrimoine, notre auteur examine les différents aspects de sa valeur, insistant cette fois sur la valeur économique et sociale du fait des retombées de toutes sortes de l'exploitation d'un site. Pour l'analyse économique il est important de décrocher le « support » et les « services » qui en découlent et de décrire la valeur d'option, c'est-à-dire « ce que les non-utilisateurs actuels d'un bien seraient disposés à payer pour maintenir les possibilités de consommation à l'avenir ».

A propos de l'offre de patrimoine, l'approche économique paraît plus embarrassante. Pour autant, on ne peut nier qu'il y ait « production » (on « classe » de nouveaux sites ou l'on crée d'autres services) et l'exploitation d'un gisement patrimonial passe par la présence d'une grande quantité de travail, les contraintes de la puissance publique conduisant à des arbitrages, etc.

La régulation entre offre et demande de patrimoine doit être envisagée selon d'autres critères

que ceux du marché classique. pense Xavier Greffe. Il se réfère à l'écosystème. Ainsi les politiques publiques devront s'appuyer sur la capacité de la société à susciter un intérêt pour le patrimoine et sa protection. « Pour changer les choses, il faut changer le regard... sur les choses. » D'où la constitution d'un environnement favorable aux décisions de conservation (encouragement des métiers de la restauration ; promotion de matériaux adéquats ; valorisation de la signification de tel monument pour la mémoire collective ; manifestations, « portes ouvertes » ; émissions de télévision dont l'exemple le plus probant fut la série « Chefs-d'œuvre en péril »).

La deuxième partie du livre de Xavier Greffe s'adresse davantage aux experts, gorgés de courbes, de tableaux et de chiffres. Notre auteur, avec science et conscience, s'emploie à chercher les meilleurs outils de la décision, jugeant incomplets, ambigus ou dangereux les critères classiques de rentabilité des investissements, l'analyse d'impact, le système coût-bénéfice.

Le choix devrait être préparé par ce que Xavier Greffe appelle l'« analyse institutionnelle ». Son enjeu ne devrait pas être seulement de mettre en évidence un surplus net collectif, mais de montrer les conditions dans lesquelles ce surplus potentiel deviendra réel.

Jamais, à notre connaissance, on avait poussé aussi loin la recherche sur l'aide à la décision dans le champ de la stratégie patrimoniale. Il était temps qu'un grand économiste intervienne dans un débat où parfois le doigt mouillé est encore plus utile que la politique de clocher.

PIERRE DROUIN

« La Valeur économique du patrimoine. La demande et l'offre de monuments », de Xavier Greffe. Ed. Anthropos. Diffusion Economica. 254 p., 150 F.

LA SEPT

21.00 Court-métrage : Douro, Seine, Rhin, de Michel de la Roche.
21.00 Canéna. Ma nuit chez Maud. III. de Jean-Claude Cocteau. 1958. Avec Jean-Paul Belmondo, Françoise Fabian, Claude Rains, et autres.
21.00 Les mariages. Streep passe. De David Byrne. 1988. Avec Meryl Streep, John Cazale, et autres.
21.00 Le grand écart. A la recherche du temps perdu. De Jean-Claude Cocteau. 1958. Avec Jean-Paul Belmondo, Françoise Fabian, Claude Rains, et autres.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique. Le rythme et la raison. De Jean-Claude Cocteau. 1958. Avec Jean-Paul Belmondo, Françoise Fabian, Claude Rains, et autres.
21.00 Le grand écart. A la recherche du temps perdu. De Jean-Claude Cocteau. 1958. Avec Jean-Paul Belmondo, Françoise Fabian, Claude Rains, et autres.
21.00 Musique. Les mariages. Streep passe. De David Byrne. 1988. Avec Meryl Streep, John Cazale, et autres.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Renseignements sur Apollon. De Jean-Claude Cocteau. 1958. Avec Jean-Paul Belmondo, Françoise Fabian, Claude Rains, et autres.
21.00 Le grand écart. A la recherche du temps perdu. De Jean-Claude Cocteau. 1958. Avec Jean-Paul Belmondo, Françoise Fabian, Claude Rains, et autres.
21.00 Musique. Les mariages. Streep passe. De David Byrne. 1988. Avec Meryl Streep, John Cazale, et autres.

LA CINQ

20.00 Musique. Le rythme et la raison. De Jean-Claude Cocteau. 1958. Avec Jean-Paul Belmondo, Françoise Fabian, Claude Rains, et autres.
21.00 Le grand écart. A la recherche du temps perdu. De Jean-Claude Cocteau. 1958. Avec Jean-Paul Belmondo, Françoise Fabian, Claude Rains, et autres.
21.00 Musique. Les mariages. Streep passe. De David Byrne. 1988. Avec Meryl Streep, John Cazale, et autres.

LA SEPT

21.00 Court-métrage : Douro, Seine, Rhin, de Michel de la Roche.
21.00 Canéna. Ma nuit chez Maud. III. de Jean-Claude Cocteau. 1958. Avec Jean-Paul Belmondo, Françoise Fabian, Claude Rains, et autres.
21.00 Les mariages. Streep passe. De David Byrne. 1988. Avec Meryl Streep, John Cazale, et autres.
21.00 Le grand écart. A la recherche du temps perdu. De Jean-Claude Cocteau. 1958. Avec Jean-Paul Belmondo, Françoise Fabian, Claude Rains, et autres.

FRANCE CULTURE

20.00 Musique. Le rythme et la raison. De Jean-Claude Cocteau. 1958. Avec Jean-Paul Belmondo, Françoise Fabian, Claude Rains, et autres.
21.00 Le grand écart. A la recherche du temps perdu. De Jean-Claude Cocteau. 1958. Avec Jean-Paul Belmondo, Françoise Fabian, Claude Rains, et autres.
21.00 Musique. Les mariages. Streep passe. De David Byrne. 1988. Avec Meryl Streep, John Cazale, et autres.

FRANCE MUSIQUE

20.00 Renseignements sur Apollon. De Jean-Claude Cocteau. 1958. Avec Jean-Paul Belmondo, Françoise Fabian, Claude Rains, et autres.
21.00 Le grand écart. A la recherche du temps perdu. De Jean-Claude Cocteau. 1958. Avec Jean-Paul Belmondo, Françoise Fabian, Claude Rains, et autres.
21.00 Musique. Les mariages. Streep passe. De David Byrne. 1988. Avec Meryl Streep, John Cazale, et autres.

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

ALORS que du côté des banques françaises, on a jusqu'à maintenant entendu, concernant leurs projets dans l'Est européen, qu'elles ne voulaient pas en avoir, et du côté des entreprises, un langage un peu moins négatif mais très circulaire, l'Elysée et le gouvernement n'ont été à court ni d'idées ni d'initiatives. On n'a pas été, long pour définir une sorte de doctrine officielle. Pour avoir déjà passablement servi, on ne peut sans examen, et sans attendre l'épreuve des faits, lui dénier le mérite d'exister. Elle doit se déployer dans deux directions, avec, pour chacune d'elles, des méthodes et des moyens très différents. Les deux, cependant, ne manquent pas d'ambition, bien qu'il s'agisse dans les deux cas de jouer le rôle à première vue modeste d'accompagnateur.

Ce qui justifie d'embellir un certain scepticisme, c'est le postulat sur lequel repose tout l'exercice. Ce postulat se présente sous forme d'une antithèse : le contraire du dirigisme d'Etat et de l'économie bureaucratique qu'il admettait, c'est le capitalisme sauvage. Celui-ci, pour être par nature plus exubérant que celui-là, n'en est pas moins déstabilisant et générateur d'insupportables inégalités. Il faut donc se garder comme de la peste de tomber d'un extrême dans l'autre. C'est ici que l'expérience de la France peut être utile et qu'elle ne s'est pas fait prier pour le faire savoir.

Historiquement, pratiquement, théoriquement, les arguments ne manquent pas pour contester cette vue contrastée des choses. On est mis en présence d'une opposition tout à fait artificielle que l'emploi du mot « sauvage » permet de mettre en lumière sans beaucoup d'effort. Sauvage évoque l'idée d'un état de nature où la seule loi qui s'impose est celle du plus fort. Le péril, ce serait donc de voir l'anarchie se substituer à l'ordre planifié d'autrefois. Cependant, si une économie à planification centralisée peut se caractériser en effet par un excès pathologique d'instructions et d'ordres au point qu'elle est critiquée de beaucoup de choses — le gaspillage, l'absence de rendement, le dénuement qui en résulte, la corruption, et j'en passe, — mais certainement pas d'ordre au sens singulier et noble du terme.

Si le débat est faussé de nos jours, c'est à cause de l'exemple en bonne par-

tie caricatural d'une économie de marché que donnent les idéologues du libéralisme. Dans la Grande-Bretagne de M^{rs} Thatcher, on se flatte d'avoir créé des centaines de milliers d'emplois féminins à mi-temps, ceux que « réclament les intéressés ». On oublie de se demander pourquoi ces dernières sont si nombreuses à ne vouloir travailler qu'à mi-temps. C'est une question dont on discute beaucoup actuellement de l'autre côté de la Manche. Dans une proportion évidemment difficile à définir en l'absence d'enquêtes honnêtes et précises (deux exigences rarement satisfaites), la réponse paraît bien être celle-ci : c'est parce qu'il n'y a pas de services de crèche et de garderie d'enfants dignes de ce nom que les femmes ne cherchent pas l'emploi stable et susceptible de promotion dont elles n'osent même pas rêver.

On pourrait multiplier les exemples où l'on verrait l'appauvrissement de l'Etat, comme dirait Michel Rocard, expliquer beaucoup des phénomènes de « sauvagerie » capitaliste. Adam Smith, que les néo-libéraux (et M^{rs} Thatcher) citent à tout bout de champ, assignait à une économie libre deux objectifs : élever le niveau de vie des habitants et enrichir le prince. Aux Etats-Unis, le pouvoir d'achat des salariés n'a guère augmenté depuis 1975 et l'Etat, comme en Grande-Bretagne, manque terriblement de ressources pour assurer les besoins les plus importants : écoles, entretien des ponts, etc. La raison en est peut-être que beaucoup des réformes et des mesures de déréglementation appliquées depuis douze ou treize ans ont surtout concerné (pas toutes, heureusement) la banque, la Bourse, les activités financières en général.

Cependant, encore aujourd'hui, le « modèle » de l'économie de marché, c'est tout autre chose. Comme tout le monde en profite, on n'en prend pas conscience. C'est grâce à l'ordre économique qui s'institue de lui-même à partir du moment où les pouvoirs publics (indépendants les uns des autres, comme dans les pays fédéraux, ou plus hiérarchi-

sés comme ils le sont chez nous), assument leur responsabilité de maintenir la valeur de la monnaie, d'assurer le renouvellement des équipements publics, de garantir la liberté des transactions et des échanges (avec l'extérieur notamment), c'est grâce, disais-je à ces mesures d'ordre, impliquant la liberté des prix et des salaires, mais aussi la discipline des entreprises — au besoin par la menace de faillite — et des banques — par un minimum de régulation du crédit, — que d'innombrables biens et services sont produits et offerts grosso modo au plus bas prix possible, compte tenu de l'état d'avancement des techniques de fabrication et du profit en l'absence duquel on entre dans l'engrenage infernal des subventions, des contrôles qu'elles appellent nécessairement... et, pour finir, de la planification.

DE cet engrenage, comment sortir, quand on y est pris jusqu'au cou ? La France de M^{rs} Thatcher, qui voulait négocier avec le capitalisme, a entrepris d'accompagner de ses conseils les pays en rupture de socialisme. Elle l'a notamment fait par la voix du secrétaire d'Etat au Plan, un titre, soit dit en passant, qu'on serait quasiment honteux d'arborer à Varsovie ou à Prague, mais qui se porte encore assez bien à Paris. Les choses sont ainsi bien claires, la manière d'y parvenir à laquelle on est habitué (sans s'y accommoder nécessairement). Le président peut d'un côté dénoncer à la télévision la faillite du « libéralisme », et d'un autre côté, Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat au Plan, peut expliquer comment, pour franchir l'obstacle, Moscou fait appel à l'expertise (va pour un anglicisme de plus !) que la France a développée en la matière, grâce à l'existence d'un « plan » qui s'est bien inséré dans les mécanismes de l'économie libérale (interview donnée à notre confrère la Tribune de l'expansion, le 30 mars dernier).

D'après ce que l'on croit savoir, les offres de services du secrétaire d'Etat — français — au Plan n'ont pas séduit autant à Prague (sauf peut-être auprès des

ministres qui cherchent à gagner du temps) qu'à Moscou. La raison n'en est pas un désaccord sur l'objectif à atteindre *in fine*. Sur ce point, Lionel Stoléru s'est expliqué (dans un article publié dans les colonnes de notre journal, édité le 16 février, sous le titre : « Un plan Monnet pour l'Est ») dans des termes propres à emporter l'adhésion des plus exigeants : « Cette notion d'incompatibilité entre le Plan et le marché mérite d'être précisée : qu'il s'agisse du niveau conceptuel ou des exigences pratiques ; c'est sur le système de prix que toute synthèse entre plan et marché échoue. »

L'idée est donc de faire profiter l'URSS (et d'autres candidats éventuels) de l'expérience française consistant à passer d'une économie hautement dirigée (comme l'était la nôtre avec le lancement du premier plan Monnet, où l'objectif de production de charbon était fixé au million de tonnes par an à une économie de marché. N'éprouons pas sur le temps gagné ou plus vraisemblablement perdu par la France à vouloir jusqu'à une époque tardive concilier les méthodes que Lionel Stoléru juge à juste titre incompatibles : faut-il rappeler que la majorité de gauche élue en 1981 devait vite rétablir le contrôle des prix à peu près supprimé mais pas dans les textes) par le gouvernement Bernin ? Il me semble que le débat entre le « graduelisme » et la thérapeutique de choc doit être, dans une certaine mesure, dépassé, à condition toutefois que la période de transition ne soit pas un prétexte pour perpétuer, sous un autre nom, les méthodes qui ont fait à tort et à travers la preuve de leur nocivité. En matière d'échanges extérieurs, par exemple, une transition acceptable pourrait consister à instaurer d'abord des droits de douanes relativement élevés (mais pas prohibitifs) et à les baisser sur quatre ou cinq ans, mais à s'interdire, dès le départ, tout contingentement. Ce dernier, en effet, suppose radicalement la concurrence étrangère et donne lieu à de multiples trafics d'influence à l'occasion de la distribution des rares « quotas d'importation ».

L'INQUIÉTANT, dans plusieurs des propositions de Lionel Stoléru est que ce qu'il considère comme « incompatible avec le marché » pour la troisième et dernière phase lui paraît recommandable pour les phases de transition. Il semble considérer, comme de l'inflection une hausse des prix résultant de la réduction (la fortiori de la suppression) des subventions, alors que l'inflation véritable ne peut créer que par un dérèglement de l'émission de monnaie et de crédit, dérèglement auquel il convient de mettre fin dès le début, à l'exemple de ce que fit le grand (par la pensée et la détermination) Ludwig Erhard, en Allemagne occidentale après la réforme monétaire de juin 1948.

Cette analyse le conduit à préconiser des prix administrés pour les biens les plus nécessaires, autant dire pour presque toutes les transactions dans des pays où l'on manque de tout. Le premier précepte si l'on veut suivre une politique d'inspiration libérale, c'est de ne prendre ni les producteurs, ni les commerçants, ni les consommateurs pour des enfants — il ne le seraient pas même après cent ans de communisme — et de ne pas prendre systématiquement les bureaucrates pour des adultes (dans l'ordre de la vie économique s'entend).

Quant à l'autre initiative française, il s'agit, évidemment, de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), qui, elle, doit être dotée de moyens financiers très importants et dont le modèle est la Banque mondiale. Après quarante-quatre ans d'existence, celle-ci cherche sa voie. Après s'être spécialisée dans le financement des grands projets d'infrastructure, elle en est arrivée, plus récemment, à soutenir indirectement l'économie « informelle », pépinière des futures entreprises du secteur privé. Son rôle se distingue de plus en plus mal de celui du Fonds monétaire, dans la mesure où les crédits en devises abondent toujours à la même cadence. Le BERD se réinvente comme un organisme propre à faciliter la transition ou, au contraire, à la prolonger indéfiniment en fournissant aux équipes en place des moyens financiers de secours ?

A TRAVERS LES REVUES

Par Michel BEAUD

God Save the Earth

LE monde peut-il être sauvé ? Gus Speth, du World Resources Institute de Washington, pose le problème d'embellie (1). Il présente des faits massifs : le passage d'émissions modérées à d'énormes rejets chimiques ; le passage de dommages manifestes localisés à des sources multiples et diffusées de micro-toxicité ; l'extension du phénomène des pays anciennement industrialisés vers les autres ; et, finalement, le passage des effets locaux aux effets globaux, avec une imbrication croissante des différents processus.

Il exprime des convictions trépidantes : le moment pour agir, c'est maintenant ; la voie, c'est ensemble ; et une clé essentielle, c'est la politique énergétique. Et il dégage un ensemble de solutions cohérentes avec son diagnostic :

- améliorer fortement l'efficacité de l'usage des combustibles fossiles ;
- développer d'une manière

prioritaire les sources d'énergies non fossiles ;

- éliminer totalement les CFC-chlorofluorocarbones avant la fin du siècle ;
- arrêter la déforestation en zones tropicales et engager un processus mondial de reforestation ;
- stabiliser la population mondiale aussi près que possible de 8 milliards (1).

Gus Speth, on le voit, traite de la chimie de l'atmosphère, de géologie, d'économie, de démographie, de politique, de technologie... Il brosse à gros traits l'esquisse d'une fresque à la dimension des problèmes qu'il analyse. Sa démarche est-elle scientifique ? Y en a-t-il de meilleure pour traiter d'un problème aussi large, aussi complexe et aussi nouveau ?

La science économique, en son courant dominant, en propose une autre. Daniel A. Underwood, de Central State University, et Paul G. King, de Denison University, en analysent la genèse à travers la

pensée classique, la révolution marginaliste, les développements néoclassiques et notamment la prise en compte des externalités. Ils la caractérisent, outre la confiance dans le jeu des intérêts individuels et des marchés pour assurer l'optimum, par la conviction qu'il existe une capacité virtuelle illimitée de substitution du capital et de la technologie, de telle sorte qu'il ne peut y avoir de pénurie absolue : elle ne peut être que relative ; et il n'y a pas de monde à sauver : il n'y a que les conditions de l'équilibre à assurer (2).

Dans cette perspective, Brigitte Desaiques, de l'université Paris-I, et Patrick Point, du CNRS-Laboratoire d'analyse et de recherche économiques, examinent dans le numéro consacré par la *Revue économique* à l'« Économie de l'environnement et du patrimoine naturel », les méthodes de détermination d'indicateurs de valeur ayant la dimension de prix pour les composantes du « patrimoine naturel » (3). Ils parviennent à la conclusion que « l'évaluation des services livrés par les actifs naturels, hors marché ou mal pris en compte par le marché, devient un art praticable ». Cela signifie certes que les vertus de cet art n'ont pas été épuisées. Mais il est à craindre que les décideurs n'en soient pas mieux éclairés, face aux risques globaux, qu'ils ne l'ont été face aux problèmes du sous-développement ou du chômage massifs (voir notre encadré « Comprendre... »).

Au bord du gouffre

Car de tels problèmes ne peuvent être saisis ni pensés dans un univers réduit au seul espace des marchés ; sans doute ne peuvent-ils non plus, compte tenu de la complexité de leurs déterminations et de leurs implications, être analysés si on les rabat sur le seul champ de l'économie. Et la démarche qui consisterait à remonter la chaîne des « causes immédiates » n'est sans doute pas suffisante pour expliquer des phénomènes marqués par l'interdépendance et la complexité.

Il faut donc maintenir large ouvert l'effort de recherche et d'exploration.

C'est ce que s'efforce de faire Olivier Godard, du CNRS-Centre

international de recherche sur l'environnement et le développement, en mettant en avant les « systèmes de légitimité » (4), générateurs d'une pluralité de rationalités, dans une démarche qui, nous semble-t-il, s'apparente à celle de l'école de la convention.

C'est ce que fait le mathématicien soviétique Nikita N. Moiseev (5), en se référant à la fois à Vladimir Ivanovitch Vernadski et à Pierre Teilhard de Chardin. Ayant souligné les différentes menaces qui pèsent sur la planète et le vivant, parmi lesquelles il range les risques nucléaires, il constate que nous sommes entrés dans une ère profondément nouvelle. Ce que prévoyait Vernadski au début du siècle est en cours : l'homme est devenu « une force géologique majeure » et l'humanité, désormais, doit « assumer la responsabilité du destin futur de la planète » ; elle a notamment à « déterminer les limites admissibles de l'activité humaine ».

Elle se trouve désormais devant ce problème-ci : « Quelles garanties y-a-t-il que la société, même socialement ou au bord du gouffre, ne fera pas tout de même ce qui lui paraît le plus urgent, dans l'absence de la précaution ? » Et N. Moiseev de proposer la création d'un « institut de conciliation » et d'un « magistrat mondial », l'affirmation d'une éthique nouvelle adaptée à notre temps, des « programmes civilisationnels planétaires » pour aider à la prise de conscience des réalités et des responsabilités nouvelles.

Nous sommes loin, pourrions-nous dire, de l'économie. Si, au contraire, nous étions au cœur des problèmes auxquels elle est confrontée ? Si la modeste scientifique commençait par reconnaître les limites du champ sur lequel on travaille, et donc à réfléchir à son articulation d'une part avec les autres disciplines scientifiques, et d'autre part avec l'éthique et la politique.

C'est, d'une certaine manière, la voie qu'a choisie Claude Henry, du

Laboratoire d'économétrie, de l'École polytechnique (6). Comme économiste, il se réfère explicitement à la pensée néoclassique et en met en œuvre les analyses ; mais il le fait dans un cadre où quelques choix éthiques et politiques sont préalables à l'analyse et au calcul. Car « à la fois les externalités caractéristiques des rapports au patrimoine naturel et les problèmes de la communication entre générations font que l'association d'un système de prix à une allocation soutenable ne peut pas résulter de l'interaction, laissée à elle-même, d'agents économiques poursuivant chacun leur intérêt particulier ».

Des institutions d'intérêt collectif — présent ou futur — sont indispensables : fixation de l'objectif global à atteindre, comme dans le cas de la récupération d'emballages en aluminium ; médiateur institutionnel, indispensable au bon fonctionnement d'un marché des « droits à polluer », impensable éthique qui peut prendre la forme du « principe de copropriété », pour éviter que les intérêts des générations à venir ne soient sacrifiés à l'égoïsme et à l'imprévoyance des générations actuelles.

Appliqués à bon escient, et s'il le faut « en conscience », les outils économiques peuvent, face aux risques globaux, nous aider à comprendre et à choisir.

(1) Gus Speth, « Can the world be saved », *Ecological Economics*, décembre 1989 (Elsevier Science Publishers, PO Box 211, 1000 AE Amsterdam, Pays-Bas).

(2) Daniel A. Underwood et Paul G. King, « On the ecological foundations of environmental policy », *Ecological Economics*, décembre 1989.

(3) Brigitte Desaiques et Patrick Point, « Les méthodes de détermination d'indicateurs de valeur ayant la dimension de prix pour les composantes du patrimoine naturel », *Revue économique*, mars 1990 (54, boulevard Raspail, 75006 Paris, abonnements : PNEP, 27, rue Saint-Guilhem, 75007 Paris).

(4) Olivier Godard, « Environnement, mode de coordination et système de légitimité : analyse de la catégorie de patrimoine naturel », *Revue économique*, mars 1990.

(5) Nikita N. Moiseev, « Réflexion sur la responsabilité : un humanisme pour notre temps », *Revue internationale des études sociales*, novembre 1989 (UNESCO, 7, place de Fontenay, 75700 Paris).

(6) Claude Henry, « Efficacité économique et implémentation des politiques de copropriété », *Revue économique*, mars 1990.

Comprendre...

Pour décrire les causes premières des grands phénomènes qui font la vie des sociétés (J.J. David) le dilemme n'est pas : il revient aux économistes de faire le premier choix.

Inversement, la fonction de conseiller a, selon Edmond Malinvaud, du Collège de France, le double objet de la discipline économique. Pour l'essentiel, les voies de la connaissance lui paraissent bien balisées : une combinaison adéquate de la recherche inductive avec la conceptualisation et la théorie déductive ; un juste équilibre à trouver pour chaque programme de recherche, comme cela a été fait pour la théorie du déséquilibre et du sous-développement ; une ambition raisonnable dans l'effort d'explication des phénomènes.

La, précisément, nous nous trouvons devant un dilemme : ou bien concentrer notre attention sur les causes immédiates et obtenir alors des conclusions assez sûres, avant de poursuivre nos recherches en remontant à chaque fois un maillon bien identifié de la chaîne causale que nous explorons ; ou bien abandonner l'exigence trop sévère d'une objectivité comparable à celle atteinte dans les sciences de la nature, afin de

Les lendemains qui...

Les lendemains qui attendent la cession d'une filiale...

Les lendemains qui attendent la cession d'une filiale...

Les salaires d'une filiale contestent la cession

Les salaires d'une filiale contestent la cession...

Les salaires d'une filiale contestent la cession...

Les salaires d'une filiale contestent la cession...

Les salaires d'une filiale contestent la cession...

Les salaires d'une filiale contestent la cession...

Les salaires d'une filiale contestent la cession...

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Le règlement du différend commercial américano-japonais

Les lendemains gris d'un accord « historique »

Quelques jours après les congratulations réciproques de M. Bush et M. Kaifu et la vague d'optimisme suscitée par l'accord intervenu le 5 avril dernier entre les États-Unis et le Japon sur l'ouverture du marché nippon aux produits américains, présentés comme un tournant « historique », on paraît de part et d'autre du Pacifique plus sceptique (*Le Monde* du 7 avril).

TOKYO

de notre correspondant

Les Américains attendent maintenant leur pression sur le Japon afin qu'il ouvre davantage son marché aux produits étrangers (un tiers de la détermination américaine sera, fin avril, la décision de Washington d'enquêter sur de nouveaux cas de pratiques jugées déloyales dont les Japonais se rendraient coupables). Surtout, à lire tête posée les 32 pages de l'accord sur les obstacles structurels, celui-ci paraît un catalogue de bonnes intentions plus qu'un inventaire d'engagements concrets.

Si les réformes promises dans cet accord se concrétisent, elles entraîneront certes des changements importants dans la structure socio-

économique japonaise. Mais le caractère vague de la plupart de ces engagements laisse place à une bonne marge de manœuvre pour en étudier les aspects les plus délicats. Moins d'une heure après la conclusion de l'accord à Washington, le ministre du commerce international et de l'industrie faisait d'ailleurs à Tokyo une conférence de presse au cours de laquelle il soulignait les limites des « sacrifices » nippons.

Aucune instance n'a été chargée de suivre la mise en application des réformes promises et d'en évaluer les résultats. Ni du côté japonais (M. Kaifu n'a pas réussi à imposer à son parti la conclusion d'une « cellule » composée de fonctionnaires et de députés conservateurs chargés d'assurer l'exécution des engagements) et encore moins du côté américain.

Engagements imprécis

Les États-Unis ont aussi fait des promesses, dont on parle peu. Il est vrai, qui théoriquement constituent le pendant à celles des Japonais (réduire leur déficit budgétaire et encourager l'épargne). L'exemple du rapport Maekawa de 1986, sur les « ajustements structurels destinés à promouvoir l'harmonie internationale » constitue de ce point de vue un précédent. Il contribue certes à

une réorientation de la croissance économique japonaise, dont le « moteur » allait devenir la demande interne et non plus les exportations. Mais nombre de mesures de libéralisation qu'il préconisait restent lettre morte. Elles sont reprises dans le nouvel accord. Les obstacles politiques qui existaient il y a trois ans n'en demeurent pas moins. L'opposition des petits commerçants (1,6 million) à la réforme de la loi sur les grandes surfaces et celle du patronat au renforcement des dispositions de la loi anti-monopole en sont des exemples. Sur ce dernier point, les engagements japonais sont d'ailleurs imprécis (renforcement des contrôles de la Fair Trade Commission et augmentation du montant des pénalités frappant les entreprises en infraction qui devraient passer de 2 % à 4 % de leurs ventes).

La presse japonaise dans son ensemble reste prudente dans ses commentaires de l'accord. Elle estime que le mérite de celui-ci a été d'éviter la crise, on dirait de la différer. Pour beaucoup de commentateurs, en effet, alors que les Américains pensent que cet accord constitue une étape et qu'ils entendent poursuivre leur pression, les Japonais tendent à y voir l'aboutissement des négociations. Il faudrait donc s'attendre, estiment-ils, que la tension entre les deux pays persiste d'autant plus

que l'accord sur les obstacles structurels n'aura pas d'influence sur le problème du déficit commercial américain qui suscite des réactions émotionnelles de l'autre côté du Pacifique. Le dernier sondage, effectué aux États-Unis à la demande du ministère des affaires étrangères japonais, et rendu public lundi 9 avril montre que 40 % des Américains interrogés pensent que le Japon est un allié en qui ils ne peuvent pas avoir confiance (contre 29 % l'année dernière).

Le premier ministre Kaifu, dont le prestige a pu sembler réhaussé par l'accord américano-japonais, reste en fait sur « la corde raide » comme l'écrivait récemment le quotidien *Sankei*. Sa position demeure d'autant plus fragile que non seulement les rapports de forces au sein du parti conservateur n'ont pas changé mais qu'il se trouve aujourd'hui confronté à la difficulté de traduire dans les faits les engagements pris à l'égard des États-Unis. Tâche délicate compte tenu entre autres de la prévalence à la Chambre haute d'une opposition majoritaire qui entend prendre la défense du petit commerce menacé par la réforme de la loi sur les grandes surfaces promises aux Américains.

PHILIPPE PONS

Quand le Japon fait peur Aucun candidat pour un stage gratuit de trois mois à Tokyo

La fascination qu'exerce le Japon conduirait-elle les entreprises françaises et européennes à une réaction paralytante de peur qui les empêcherait d'avoir le courage d'aller découvrir le modèle sur place ? Les difficultés que rencontre le cabinet KPMG-Peet Marwick consultants pour trouver des candidats à un stage de longue durée et quasiment gratuit tendent à le faire croire. Depuis des mois, M^{me} Françoise Lécuyer et Véronique Dupes cherchent désespérément à remplir les places disponibles. Alors que les listes devaient être closes le 9 mars dernier, elles n'ont toujours personne ! Seule consolation : dans les autres pays où KPMG-Peet Marwick a été chargé de la même mission, RFA, Espagne, Grèce et Pays-Bas, l'échec est tout aussi patent.

Pourtant, le programme aurait dû plaire. Organisé par le Centre de coopération industrielle entre la CEE et le Japon et financé par la Commission européenne et le ministère japonais du commerce international et de l'industrie (MITI), il permet à quinze cadres français, âgés de plus de 35 ans, de suivre à Tokyo l'une des deux sessions annuelles de trois mois pour une formation intensive. Seuls les frais de voyage aller-retour et de séjour sont à la charge des participants, le coût des stages et des déplacements au Japon étant supporté par le Centre de coopération industrielle japonaise.

Aucune entreprise intéressée

Pendant la première partie du cycle d'enseignement, les stagiaires suivent des cours donnés par des spécialistes japonais, s'initient aux réalités japonaises et à la langue, mais surtout apprennent à connaître les méthodes de gestion ou de production selon l'une des deux options retenues, « manager » ou ingénieur. Pendant ce temps,

ils visitent également une vingtaine d'entreprises qui ont un rapport avec leur propre activité professionnelle. Dans un deuxième temps, et pendant deux à quatre semaines, ils effectuent un stage dans une société proche de la leur pour compléter leur compréhension de la réalité économique japonaise.

Conçu pour des cadres sur le point d'être transférés au Japon, pour des sociétés voulant s'y établir, en relations d'affaires avec des entreprises japonaises ou encore désireuses de se renseigner sur des méthodes qui perturbent les habitudes occidentales, le programme est unique en son genre et, malgré cela, ne séduit pas. Aucune des deux cent cinquante entreprises françaises contactées, et parmi les plus grandes, ne s'est déclarée intéressée, soit qu'elles considèrent le stage trop long, qu'elles ont déjà quelqu'un au Japon ou qu'elles ont fait un effort suffisant pour s'adapter.

Un mal profond

« Une minorité d'entre elles ne pensent pas au Japon ou ont peur d'y aller », constate M^{me} Lécuyer, surprise de voir certaines sociétés se reposer, pour une action aussi stratégique, sur le dynamisme des jeunes VSNE (volontaires du service national à l'étranger). « Cela en dit long sur la capacité des entreprises à se doter des moyens pour mener une politique offensive ou audacieuse d'implantation », estime-t-elle. Mais cette frilosité n'est ni hexagonale ni nouvelle. La Commission européenne avait elle aussi subi l'échec dans la mise en place des six précédents stages et avait donc décidé de s'en remettre à des professionnels en confiant le dossier à plusieurs cabinets de conseil dans l'Europe des Douze. Les obstacles rencontrés par KPMG-Peet Marwick prouvent que le mal est plus profond.

ALAIN LEBEAUE

L'application de la loi de « respiration » du secteur public

Les salariés d'une filiale de Rhône-Poulenc contestent la cession de leur usine

Réclamée à cor et à cri par certains, la « respiration » du secteur public n'est pourtant pas du goût de tout le monde. Ainsi à Colmar (Haut-Rhin), le projet de cession de l'usine de Rhône-Poulenc déclenche une certaine agitation parmi le personnel et quelques élus de la région qui attendent que l'État, actionnaire du grand groupe chimique, donne son avis sur cette affaire.

C'est le 26 mars dernier que les 150 salariés de l'usine de Colmar ont appris qu'ils allaient passer, sous le contrôle du groupe allemand Freudenberg, « Cela avait déjà été annoncé lors du comité central d'entreprise de septembre. Mais cela était alors présenté comme une opération de partenariat et non une cession », explique Jean-Marc Etwiller, secrétaire CGT du comité d'entreprise de Colmar. Pour tenter de s'opposer à ce projet, l'intersyndicale CGT, CFDT, FO a déjà organisé plusieurs mouvements de grève, interpellé les élus de la région et utilisé toutes les armes prévues dans le Code du travail.

Procédure d'alerte

En fait, la cession de cette usine et de celle de Bezons dans la région parisienne sont des conséquences directes des choix stratégiques et de la reorganisation opérée par le groupe Rhône-Poulenc au cours des derniers mois. « Dans le secteur des non-tissés qui représente

environ 4 % du chiffre d'affaires du groupe, nous étions confrontés à une restructuration de la profession. Après avoir examiné la situation pendant deux ans au cours desquels nous n'avons pas trouvé d'occasions intéressantes de rachat ou de joint-venture, nous avons préféré nous retirer de ce marché où nous étions « dans la culle » », explique M. Michel de Rosen, directeur général du secteur fibres de Rhône-Poulenc. Cette analyse a donc entraîné la décision de céder l'usine de Bezons à l'autrichien OEMV et celle de Colmar au groupe Freudenberg. Ces choix sont contestés par les syndicalistes de Colmar qui estiment que les 400 millions de Francs investis dans leur usine au cours des cinq dernières années ont permis de la mettre à niveau en matière de compétitivité dans le secteur des produits d'hygiène et elle réalise un chiffre d'affaires de 172 millions de Francs. Dans le cadre de la procédure d'alerte prévue par la loi du 1^{er} mars 1984, ils ont commandé une expertise à un cabinet lyonnais et ont multiplié les démarches auprès des pouvoirs publics. Ils ne comprennent pas pourquoi Rhône-Poulenc veut se débarrasser d'eux et surtout ils admettent mal de devoir passer du statut de salarié d'entreprise nationalisée à celui de salarié d'un groupe étranger.

Le changement cependant ne devrait pas être brutal. Et les dirigeants de Rhône-Poulenc, qui ont prévu qu'elle soit étalée sur deux ou trois ans, comptent sur cette période pour calmer les esprits. Pour l'usine de Colmar, comme pour celle de Bezons d'ailleurs, l'opération de cession doit en effet débiter par une sorte de partenariat dans lequel Rhône-Poulenc devrait conserver 40 % de ces sociétés. C'est dans un second temps seulement que la cession doit le montant est tenu secret sera totalement réalisée.

En attendant, la balle est dans le camp du gouvernement. La loi de juillet 1986 dite de « respiration du secteur public » prévoit en effet que l'État peut mettre son veto à ce genre d'opérations. Il dispose pour cela de dix jours de réflexion. Passé ce délai, une non-réponse équivaut à une approbation. Le dossier a été transmis au ministère de l'Industrie, auquel revient la responsabilité d'arbitrer entre des salariés qui refusent d'être « dénationalisés » et les choix stratégiques d'un grand groupe industriel. Il ne s'agit cependant pas d'une première : entre 1986 et 1988, selon le Haut Conseil du secteur public, 232 entreprises de moins de 1000 personnes ont déjà basculé du public au privé.

FRANÇOISE CHIROT

En vertu d'un accord franco-iranien

La firme GTM Entrepore pourrait reconstruire le terminal pétrolier de Kharg

Selon le quotidien iranien *Kayhan* du dimanche 15 avril, l'Iran et la France auraient signé un contrat portant sur la reconstruction du terminal pétrolier de l'île de Kharg. Situé dans le nord du Golfe, ce terminal, le plus gros du monde, a été gravement endommagé lors des bombardements de l'aviation israélienne pendant la guerre avec l'Irak. Les 17 installations de ce terminal pétrolier, le blocus de ces installations pétrolières avant de les bombarder une centaine de fois jusqu'à la fin des hostilités en août 1988.

Les travaux de remise en état ont semblé-t-il être confiés au

groupe français GTM Entrepore (via sa filiale ETPM) et portent sur un montant de 230 millions de dollars (1,3 milliard de francs). *Kayhan*, qui ne cite pas ses sources, précise que GTM Entrepore avait largement participé à la construction du terminal de Kharg au début des années 70.

Ce complexe est le débouché naturel de la raffinerie d'Abadan (à 230 km au nord-est de Kharg) et voit transiter la quasi-totalité des exportations de brut iraniens. Sa remise en état est jugée prioritaire et vitale pour la relance de la production de brut iranien.

ETRANGER

AUSTRALIE : le spectre de la dette

L'assainissement des finances extérieures constitue la priorité des priorités

C'est le sujet préféré des Cassandre en Australie. Depuis le milieu des années 80, la question de la dette extérieure s'est imposée comme le principal marionnier du débat politique national. A intervalles réguliers, on voit surgir sur la scène des oracles aux sombres pronostics. Les plus optimistes annoncent l'imminence d'une sévère cure de pénitence tandis que les plus pessimistes brandissent le spectre de la récession, voire de la vassalisation du pays par les puissances créditrices.

CAMBERRA

de notre correspondant dans le Pacifique Sud

Dès 1986, le ministre de l'économie et des finances, M. Paul Keating, avait lui-même fait sensation en prédisant que, faute d'une vigoureuse politique de redressement, l'Australie sombrerait dans les ornières d'une « république bananière ». Mais la mise en garde n'a guère provoqué l'électrochoc escompté puisque, quatre ans plus tard, la dette n'a toujours pas été enrégulée. Pour les travailleurs qui ont été reconduits au pouvoir, fin mars, l'impératif de l'assainissement des finances extérieures est la priorité des priorités : elle va conditionner l'ensemble de leur politique économique et sociale.

Il est vrai que les chiffres ont de quoi donner le vertige. La dette extérieure nette atteint en 1989 le montant des 110 milliards de dollars australiens (environ 528 milliards de francs), soit 32,2 % du PIB alors que ce pourcentage n'était que de 6 % en 1981. Une telle croissance exponentielle inflige au pays une charge de remboursement qui tend, comme il est de règle, à s'auto-alimenter. Ce service de la dette représente actuellement 20 % des revenus à l'exporta-

tion, frôlant le seuil fatidique des 25 % considéré par les milieux financiers internationaux comme la cote d'alarme. L'Australie paye à la fois le prix de l'internationalisation de son économie, amorcée dès 1983 avec l'arrivée au pouvoir des travaillistes. La déréliction du marché financier s'est ainsi accompagnée d'une vague d'achats d'actifs étrangers par des entreprises nationales qui ont abondamment recouru à l'emprunt pour financer leurs acquisitions. C'était l'époque où les fameux « raiders » australiens, les Alan Bond, Holmes et Court ou Kerry Packer ont commencé à défrayer la chronique. Leur appétit fut tel que le secteur privé enjambait aujourd'hui à lui seul 65 % de la dette extérieure du pays. Mais les affaires connaissent alors des heures fastes.

Failles retentissantes

Pourtant, vers la fin de la décennie il a fallu déchanter. Alors que les dividendes des opérations à l'étranger ne s'engraissaient que modérément, le passif, lui, s'alourdissait sous le double effet de l'érosion du dollar australien et de la flambée des taux d'intérêt. Et pour couronner l'addition, le sursaut de l'économie ouvrait une brèche dans la balance commerciale, conduisant les autorités à resserrer encore les écrous monétaires (18 % de taux d'intérêt à court terme) pour juguler la demande. Ce qui grevait davantage les comptes. En 1989, une grande compagnie sur cinq était surendettée.

Comment s'étonner dans ces conditions que l'Australie ait connu l'an dernier une récession des failles et que les vagues mers d'acier - tel Alan Bond - aient achevé la décennie en arborant la mine défaits des anges déchus ? Les travaillistes sont ainsi confrontés, au sein des années 90, à une toute nouvelle donne. La cure d'austérité monétaire et budgétaire - l'État affiche un excédent record - ayant épuisé ses effets, ils

vont devoir redoubler d'audace. Access Economics, une firme de consultants basée à Canberra, a calculé que, si aucune contre-offensive n'est résolument engagée à très court terme, la part de l'endettement dans le PIB grimpera du niveau actuel de 32 % à 60 % à la fin du siècle. « Si nous ne réagissons pas », explique M. Geoff Carmody, directeur d'Access Economics, les milieux financiers internationaux nous obligeront de toute manière à réagir en nous imposant des conditions draconiennes. Autant donc anticiper plutôt que subir les événements. Le traitement de choc préconisé par les milieux d'affaires, et auquel les travaillistes finissent par se rallier, se résume en une formule : « réformes micro-économiques ». Ce sera la grande affaire du quatrième mandat de Bob Hawke. L'idée est de poursuivre une déréglementation tous azimuts, jusqu'à la timidement engagée, afin d'améliorer la compétitivité extérieure de l'économie. Qu'il s'agisse des transports maritimes, ferroviaires ou aériens, des télécommunications ou de la production d'électricité, la recette proposée comprend les mêmes ingrédients : démanteler les barrières douanières et les monopoles dont dispose le secteur public afin d'injecter une bonne dose de concurrence privée - nationale ou étrangère. Les réformateurs souhaitent également introduire plus de flexibilité dans la réglementation sociale.

Le premier ministre Bob Hawke semble décidé à s'engager dans cette voie, même s'il est peu probable qu'il aille jusqu'à la privatisation de certaines entreprises publiques. Pour pragmatiques qu'ils soient, les travaillistes australiens ne partagent toutefois pas, sur ce chapitre, l'ardeur iconoclaste de leurs homologues néo-zélandais. Partout où il n'y a pas de Bob Hawke, on a bien besoin de cela pour faire avaler aux syndicats les remèdes de cheval à venir.

FREDERIC BORIN

FINANCES

TOKYO, 16 avril

Bourse en baisse dollar en hausse

A la Bourse de Tokyo, la baisse s'est accentuée lundi 16 avril, dans un marché échauffé (230 millions de titres échangés contre 300 millions vendredi 14 avril). L'indice Nikkei a chuté à 28 463,18 yens, perdant 750,74 yens, soit une baisse de 2,6 %, après avoir perdu jusqu'à 818 points en milieu d'après-midi. Vendredi déjà, il en avait perdu 409,28 (-1,3 %). Tous les secteurs ont été touchés par cette baisse, mais les investisseurs à des ventes d'arbitrage de titres liés à l'indice, en faveur d'achats sur le marché à terme, en raison de la faiblesse du yen et du marché des obligations.

En revanche, le dollar a monté vivement, terminant la journée à 159,42 yens contre 158,42 vendredi.

VALEURS

VALEURS	Cours de 13 avril	Cours de 16 avril
Alco	1040	981
Banqueparibas	1440	1410
Bois	1760	1710
Fuji Bank	2580	2580
Honda Motor	1850	1780
Marubeni Bank	2220	2180
Mitsubishi Heavy	900	900
Nippon Steel	9550	9350
Tokai Marine	2380	2310

Nette diminution du nombre de caisses d'épargne France en 1989. - Selon un avis du ministère de l'économie et des finances publié au *Journal officiel* du dimanche 15 avril, le nombre d'établissements de crédit installés en France (métropole et outre-mer) s'élevait au 31 décembre 1989 à 2 063 contre 2 105 un an plus tôt. Soit une baisse de 2 %. Cette diminution du nombre d'établissements s'explique par une baisse du nombre de caisses d'épargne (réseau Ecureuil) qui est passé de 301 à 224. En 1986, 401 caisses d'épargne avaient été dénombrées. La poursuite de cette tendance à la réduction du nombre de caisses d'épargne n'a pas été compensée l'an dernier par l'augmentation du nombre de banques (passé de 397 à 404) ni celle des sociétés financières (de 1 052 à 1 062) ou des maisons de titres (de 124 à 144).

